



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARCHIVES
NATIONALES**

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022



SOM- MAIRE

- 03 Édito
- 04 Les chiffres clés 2022
- 05 Enrichissement et traitement des fonds
- 33 Ouverture des archives et du patrimoine aux publics
- 58 Grands projets numériques, recherches et innovation
- 71 Des moyens au service des missions des Archives nationales
- 88 Annexes



2022, année du grand retour des publics

Après deux années marquées par la crise sanitaire, l'activité des Archives nationales s'est de nouveau déployée pour atteindre, et même parfois dépasser, les valeurs pré-épidémiques.

Plus de 4 kilomètres et 29 téraoctets de nouvelles archives ont enrichi nos fonds et collections, dont les premières archives de l'Institut de France, le testament d'Alfred Dreyfus, les archives personnelles d'Albert Jacquard ou, encore, les procès filmés des attentats de *Charlie Hebdo* et du 13-Novembre pour ne citer que quelques exemples.

Le public aussi est revenu, et en nombre : près de 120 000 cartons, dossiers et registres ont été consultés par les chercheurs dans les salles de lecture, soit 20% de plus qu'en 2021. Et pour la programmation culturelle, c'est un bond de 120% que l'on observe ! Un million de personnes a arpenté les cours et jardins, et 180 000 visiteurs ont franchi le seuil de l'hôtel de Soubise, qui abrite le musée des Archives nationales. Plus de 50 000 d'entre eux ont découvert chacun des deux Essentiels de l'année : le décret d'abolition de l'esclavage de 1848 et l'ordonnance de 1944 sur le droit de vote des femmes. Un vrai plébiscite pour cette nouvelle offre culturelle qui complète les expositions « grand format » consacrées, en 2022, au mouton Mérinos, aux épidémies et au Salon des arts ménagers, exposition aujourd'hui présentée au MUCEM.

2022 fut aussi l'année du choix du projet architectural de l'extension du site de Pierrefitte, qui nous offrira 100 km de capacité supplémentaire de conservation et de nouveaux espaces de travail, à horizon 2027. Un projet proposé par l'agence l'AUC et conçu comme un nouveau « signal » en Seine-Saint-Denis, aux côtés de la basilique de Saint-Denis et de la tour Pleyel.

Un très grand merci à toutes et tous – agents, partenaires et publics – pour ces résultats et ces projets qui nous permettent d'envisager l'avenir avec optimisme !

Bruno Ricard,
directeur des Archives nationales

© Tristan Reynaud / Sipa

LES CHIFFRES CLÉS 2022

4,4 **kilomètres linéaires collectés** → **29** **TÉRA OCTETS** → Archives électroniques collectées
 dont 500 mètres linéaires d'archives d'origine privée

16

383 ←
 kilomètres linéaires de fonds et collections conservés



MILLIONS DE DOCUMENTS NUMÉRISÉS
 ↓
11 MILLIONS CONSULTABLES EN LIGNE

117 302
 CARTONS, DOSSIERS, REGISTRES COMMUNIQUÉS EN SALLE DE LECTURE

181 330
Visiteurs
in situ

- Abonnés Réseaux sociaux
-  → **43 694**
 -  → **25 920**
 -  → **8 636**
 -  → **8 620**

EAC
 ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

8 123
scolaires accueillis

ENRI- CHIS- SEMENT

ET TRAITEMENT DES FONDS

Enrichissement des fonds et collections

Mission essentielle pour garantir la patrimonialisation des sources du temps présent, la collecte se voit assigner trois objectifs précis dans la stratégie 2021-2025 : une coopération accrue avec les administrations à l'origine des archives, une priorité claire donnée aux archives nativement numériques et la formalisation des garanties et services offerts aux services de l'État (**objectifs stratégie 18, 19 et 20**).

LES CHIFFRES CLÉS DE LA COLLECTE

Archives publiques collectées dans l'année : **3 900 mètres linéaires en 2022** (3 760 en 2021)
Archives d'origine privée collectées dans l'année : **500 mètres linéaires en 2022** (669 en 2021)
Volume des fonds et collections conservés : **383 kilomètres linéaires**
Archives électroniques collectées dans l'année : **29 To**
Volume des archives électroniques conservées : **110,68 To**

RELATIONS AVEC LES PRODUCTEURS

Deux départements de la direction des Fonds sont chargés d'actions directes de collecte et entretiennent des relations permanentes avec les producteurs ou détenteurs d'archives.

Le département du Minutier central a rétabli des contacts avec le centre de stockage temporaire (et saturé), géré par une filiale de la Chambre des notaires, au Perray-en-Yvelines, qui regroupe les archives de près de la moitié des offices parisiens, contacts qui ont facilité une très bonne reprise de collecte. Il a aussi procédé à un travail de repérage, de sauvetage et de collecte des archives historiques de la Chambre des notaires, le bâtiment de la place du Châtelet ayant dû être vidé pour un lourd chantier de rénovation.

Le département des Archives privées s'est remobilisé après les années de crise sanitaire, tout en étant quelque peu freiné par les vacances de poste des responsables des fonds d'associations et du pôle Archives des Révolution-Empire-xix^e siècle.

Les autres départements sont parfois amenés à intervenir sans intermédiaire auprès de certains producteurs, notamment des opérateurs de l'État, au-delà du cadre ordinaire de travail avec les Missions d'archives ministérielles et le Service interministériel des Archives de France [SIAF], lors des réunions bilatérales régulières.

Le département de l'Exécutif et du Législatif a mis en place, pour l'Assemblée nationale et Sénat, qui ne dépendent pas du SIAF, un groupe de travail sur les archives parlementaires où se sont dessinées des perspectives de travail en commun, en particulier sur la rédaction d'un guide des sources des archives parlementaires. Il suit également le projet de convention de délégation du contrôle scientifique et technique que le SIAF s'apprête à signer avec le Conseil d'État.

Le département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales a eu, aux côtés des Missions d'archives respectives, des échanges particulièrement approfondis avec le Mucem (Marseille) concernant les fonds du musée national des Arts et Traditions populaires en dépôt et en cours de numérisation par le musée ; avec l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture [OPPIC], au sujet du tri des dossiers de marchés publics ; avec l'EHESS pour préparer la convention d'autonomie partielle que l'établissement souhaite pour la gestion de ses archives définitives ; avec l'Institut de France, pour la mise en œuvre de ses premiers versements ; enfin, avec le CNRS, pour la préparation de l'archivage des fonds actuellement conservés dans les locaux de CNRS-Images et pour la réflexion sur le tri et la description de dossiers de carrière.

Le département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture a, de son côté, activement préparé le versement des enquêtes de l'INSEE, en lien avec le Service des Ar-

chives économiques et financières du ministère des Finances et le département de l'Administration des données [DAD] de la direction du Numérique et de la Conservation [DINUC] des Archives nationales, sans pouvoir aboutir encore à un versement. De nombreux échanges ont été pareillement organisés avec la direction générale de Finances publiques [DGFIP], en vue du versement de la matrice cadastrale, pour les années 2004-2013. Il a finalement été décidé, compte tenu des retards pris sur le calendrier prévu, que le DAD procéderait lui-même à la constitution des *submission information packages* [SIP], à partir des fichiers remis par la DGFIP. Enfin, le SIAF, les Archives nationales et le groupe La Poste ont signé une convention tripartite qui prévoit la mise en place d'autorisations uniques d'élimination [AUE] et la constitution d'un programme quinquennal de versements. Si les AUE ont déjà été utilisées, le programme de versements et les versements eux-mêmes n'ont pas encore été mis en œuvre.

Au-delà de l'accompagnement des départements de la direction des Fonds dans la collecte des archives nativement numériques, le département de l'Administration des données a été un acteur clef dans la préparation, la réalisation et la fabrication des archives audiovisuelles de la Justice au cours de deux grands moments judiciaires, le procès des attentats terroristes du 13 novembre 2015 (8 septembre 2021-29 juin 2022) et du procès de l'attentat terroriste du 14 juillet 2016 à Nice (5 septembre-13 décembre 2022) en inventant une méthodologie d'archivage et de pérennisation en direct et *in situ* des audiences.

ARCHIVES PUBLIQUES : ENTRÉES REMARQUABLES, PAR FONCTIONS ET DOMAINES D'ACTION DES SERVICES PRODUCTEURS

On notera les accroissements spécifiques liés à l'achèvement des déménagements depuis le site de Fontainebleau. À la fin de l'année 2022, le département de la Justice et de l'Intérieur conserve 92,920 kilomètres linéaires [km].

Le volume de fonds conservé, dans les magasins placés sous la responsabilité de ce département a augmenté de 15,6 % par rapport à 2021 et de 56,85 % par rapport à 2020. Depuis 2017, le volume des fonds du département a progressé de 112,15 %, cet accroissement témoignant directement des effets du transfert des fonds de Fontainebleau.

Quelques entrées remarquables, par fonctions et domaines d'action des services producteurs

La liste exhaustive des entrées se trouve en annexe

Présidence de la République

- ◇ Après une ultime expertise au Tribunal judiciaire de Paris visant à authentifier le manuscrit du « discours de Damas », prononcé par le général de Gaulle à l'université de Damas le 29 juillet 1941, celui-ci a été restitué par voie judiciaire, ainsi que 313 télégrammes rédigés entre 1940 et 1943 par le général et placés sous séquestre depuis 2012.
- ◇ Les reportages vidéo de la présidence de François Hollande ont également été collectés (rushes, 92 Go, 100 fichiers).

Premier Ministre

- ◇ Quelque 20 ml d'archives de Pierre Bérégoz, provenant de la mairie de Nevers, ont été collectées, venant enrichir les archives versées sous protocole.
- ◇ On peut souligner la première entrée numérique des données de 2007 de l'application SOLON [élaboration de la législation et de la réglementation] (9,9 Go, 157 977 fichiers), à l'issue d'un long travail mené par la DINUC et la direction de l'Information légale et administrative [DILA].

Contrôle et conseil

- ◇ Un versement assez exceptionnel, de plus de 250 ml de registres, de la commission des finances de l'Assemblée nationale permet de suivre les travaux de celle-ci sur toute la V^e République.

- ◇ Le Conseil d'État a versé un volume important d'archives numériques : environ 42 Go de captations de conférences ; mais surtout 6,52 Go des premières extractions de la base Télérecours (correspondant aux données de 2014 pour les premières juridictions concernées par l'application).

Intérieur

- ◇ La validation de fiches de dossiers techniques amiante [DTA] a permis la reprise des versements du fichier central des étrangers (interrompue depuis 2015) pour 48,36 ml, ainsi que le déblocage du versement des dossiers « ex-secret Police judiciaire » 1919-1985 (3,41 ml) dont la majeure partie est relative à la Seconde Guerre mondiale.
- ◇ La collecte des archives des offices centraux de police s'est poursuivie (Office central de lutte contre le crime organisé pour 0,93 ml, Office central de lutte contre le faux-monnayage pour 20,15 ml, Office central de lutte contre le trafic de biens culturels pour 9,61 ml).
- ◇ Le versement de dossiers individuels des Renseignements généraux de 1928 à 1996 (36,89 ml) s'est achevé.
- ◇ Un nouveau versement de dossiers de la direction de la Surveillance du territoire relatifs à la Seconde Guerre mondiale et à la Libération, pour 5,89 ml, a été reçu.
- ◇ Un versement d'archives audiovisuelles sur support physique de 66 ml a fait l'objet d'une opération de sauvetage en urgence.
- ◇ L'année n'a pas permis la prise en charge d'archives électroniques, mais plusieurs versements sont envisagés en 2023, notamment des exports de l'application AGDREF

[application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France].

- ◇ En revanche ont été collectées les archives audiovisuelles analogiques de la direction de la Communication et du service de la sécurité civile (1990-2014), soit 445 supports environ.

Outre-mer

- ◇ Un ensemble de sept versements papier et de trois versements électroniques a été effectué, pour un total de 70,76 ml et 2,42 Go.
- ◇ On notera particulièrement, pour les archives électroniques, le versement 20220577 sur l'organisation et le déroulement des États généraux de l'outre-mer [EGOM] en 2009.
- ◇ Il faut ajouter à cela un versement de 37 ml provenant de l'Institut polaire français Paul-Émile Victor [IPEV], portant sur les campagnes océanographiques du navire-ravitailleur *Marion-Dufresne* entre 1973 et 2018.

Justice

- ◇ Le ministère a versé 85,25 ml d'archives en dix versements, soit deux fois plus qu'en 2021. Doivent être signalés les versements suivants : des dossiers de recours en grâce ouverts en 1961, sans tri, une grande partie étant relative à la guerre d'Algérie ; des demandes en révision du procès de Guillaume Seznec ; les dossiers de changement de nom ouverts en 2004 ; des dossiers de contentieux (2007-2010) du Haut Conseil du commissariat aux comptes ; de conseillers et du service de presse du cabinet de Christiane Taubira ; du cabinet de Jean-Jacques Urvoas.

◇ Parallèlement, treize versements d'archives électroniques ont été reçus, pour un total de 25,972 To : procès filmés au titre des archives audiovisuelles de la Justice, pour 25,8 To sur disques durs, et huit entrées réalisées *via* Adamant, dont six versements de membres du cabinet de Nicole Belloubet (messageries et bureautiques), un de la direction des Services judiciaires et un de la direction de l'Administration pénitentiaire.

On retient particulièrement dans cet ensemble les cinq procès filmés :

- ◇ Procès de Claude Muhayimana, jugé pour complicité de génocide des Tutsi au Rwanda, devant la cour d'assises de Paris (22 novembre-17 décembre 2021) [versement 20220056, 149 h 1 min, 2,1 To, 68 fichiers] ;
- ◇ Procès des attentats terroristes du 13 novembre 2015 dit V13, devant la cour d'assises de Paris spécialement constituée au Palais de Justice de Paris (8 septembre 2021-29 juin 2022) [versement 20220498, 705 heures, 14,5 To, 416 fichiers] ;
- ◇ Procès de Laurent Bucyibaruta, jugé pour génocide, complicité de génocide des Tutsi au Rwanda dans l'ancienne préfecture de Gikongoro devant la cour d'assises de Paris (9 mai-12 juillet 2022) [versement 20220497, 226 h 26, 5,6 To, 147 fichiers] ;
- ◇ Procès en appel des attentats de janvier 2015 contre *Charlie Hebdo* et le magasin Hyper Cacher, devant la cour d'assises de Paris spécialement constituée (12 septembre-20 octobre 2022) [versement 20220623, 160 h 11 min, 2,19 To, 100 fichiers] ;

◇ Procès de Kunti Kamara, pour actes de torture et complicité d'actes de torture constitutifs de crimes contre l'humanité concernant des faits commis au Libéria, devant la cour d'assises de Paris (10 octobre-2 novembre 2022) [versement 20220622, 86 h 48, 1,8 To, 70 fichiers].

◇ Cour de cassation
Seize versements de 329,5 ml ont été collectés, dont des cartes et plans, plus de 70 ml de registres (1935-2016), 23 ml de fichiers.

◇ Cour nationale du droit d'asile [CNDA]
Deux versements totalisent 23,9 ml.

Éducation

Ont été reçus :

- ◇ Un premier lot (versement 20220389) des archives mixtes de Guy Caplat, ancien haut fonctionnaire à l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale, dernier directeur du Service d'histoire de l'éducation [SHE] à l'Institut national de recherche pédagogique [INRP] ;
- ◇ Un versement (20220368) de la sous-direction de l'enseignement privé (1934-2014), ensemble de près de 58 ml qui documente l'encadrement des établissements d'enseignement privé durant la majeure partie du xx^e siècle. Les établissements relevant de la direction des Affaires financières (et non de la direction de l'Enseignement scolaire), le contenu est ici principalement celui de la gestion, à travers la répartition des moyens et les subventions qui leur sont versées ;
- ◇ Un ensemble de requêtes au ministre, classées par département, qui rend compte des débats sociétaux et locaux liés au projet de loi dit « Savary » (1980-1982)

et aux positions vis-à-vis de l'enseignement privé. Des dossiers classés par grandes lois d'éducation privée retracent leur élaboration, leur application et les contentieux qui y sont liés ;

- ◇ Le premier versement de l'Institut de France, depuis sa fondation en 1795, avec près de 66 ml, essentiellement composé des archives des chanceliers, en fonctions entre 1978 et 2017. S'y ajoutent les dossiers des directeurs des services administratifs de l'Institut, entre 1983 et 2017, qui éclairent le statut et le règlement de l'Institut et des académies ainsi que le suivi des fondations-musées et des fondations philanthropiques (domaine de Chantilly, musée Jacquemart-André, abbaye de Chaalis, villa Kérylos, etc.). Y figurent enfin les enregistrements sonores des séances des instances de l'Institut entre 2000 et 2009.

Culture

- ◇ La Mission des archives Culture est engagée dans l'accompagnement de déménagements de grande ampleur du ministère, donc moins disponible pour la collecte et la préparation de versements. Ont toutefois été versés les dossiers d'expositions du musée d'Archéologie nationale (versement 20220305), des années 1950 à 2017, traduisant les activités scientifiques et de médiation de cet acteur majeur de la recherche archéologique en Europe depuis le milieu du xix^e siècle.

Aménagement du territoire

- ◇ Des versements importants (212 ml) sont arrivés du Service technique des bases aériennes (versements 20210003, 20220049, 20220199) qui documentent leur histoire de 1912 à 2007.

◇ Il faut signaler particulièrement l'entrée, menée avec la Mission des cartes et plans de la direction des Fonds, de l'ensemble des « dossiers-frontières (1825-2010) », avec les 3 868 cartes et plans correspondant, de l'Institut géographique national (versement 20210270), de 67 ml, intéressant le monde entier. Ils ont déjà fait l'objet de la visite d'une délégation officielle de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso.

Environnement

◇ On notera l'entrée du fonds de la Fédération des parcs naturels régionaux (45 ml), qui illustre ses activités et contient les premières études de préfiguration des parcs dans les années 1960.

Agriculture

◇ Les arrivées de dossiers toxicologiques en provenance du Bureau du contrôle des produits antiparasitaires sont toujours aussi nombreuses.

Notaires

◇ Sur les 122 existantes, 75 études ont versé leurs minutes et répertoires du xx^e siècle depuis la reprise de la collecte en 2013, soit 5,4 kml et une moyenne de 72 ml par étude. 580 répertoires accompagnant la collecte des minutes ont été numérisés et mis en ligne. En outre, 28 minutes et un répertoire ont été expertisés, revendiqués ou récupérés.

◇ Quelques actes remarquables, découverts cette année lors des opérations de conditionnement, sont à mentionner :

l'inventaire après décès de Honoré Fragonard, anatomiste, ancien directeur de l'École vétérinaire de Maisons-Alfort, 2 messidor

an VII [20 juin 1799]
(MC/ET/LX/504) ;

le contrat de mariage de Paul Landowski (1875-1961), 31 août 1907
(MC/ET/VIII/2124) ;

les testament et inventaire après décès de François Coppée (1842-1908), 27 mai et 27 juin 1908
(MC/ET/VIII/2134 et 2135) ;

le contrat de mariage du marchand, critique et historien d'art Lazare Georges Wildenstein (1892-1963) avec Jane Lévy, 28 juillet 1913
(MC/ET/XXXIV/1628) ;

le dépôt judiciaire du testament d'Augustine Favre de Coulevain, femme de lettres, connue en littérature sous le pseudonyme de « Pierre de Coulevain », 22 août 1913
(MC/ET/XXXIV/1629) ;

le dépôt judiciaire et l'inventaire après décès du marchand d'antiquités Alexandre Rosenberg (1845 ?-1913), père de Paul et de Léonce Rosenberg, 4 novembre 1913 et 26 décembre 1913
(MC/ET/XXXIV/1631 et 1632) ;

l'inventaire après décès de Charles Péguy (1873-1914), 3 décembre 1915
(MC/ET/XLIV/1606) ;

le testament d'Alfred Dreyfus (1859-1935), 16 juillet 1935
(MC/ET/VIII/2455 ou RS//1655).

ARCHIVES PRIVÉES

◇ Seconde Guerre mondiale

La collecte d'archives privées liées à la Seconde Guerre mondiale reste importante : fonds d'Yvonne Baratte (1910-1945), déportée décédée à Ravensbrück en mars 1945, qui aura servi à illustrer l'exposition *Déportées à Ravensbrück, 1942-1945* ; plus volumineux, le fonds de Fernand Mouquin (1888-1992), avocat chargé de la défense de nombreux résistants.

Des compléments sont venus enrichir les fonds du Comité des œuvres sociales de la Résistance [CO-SOR] : les archives de Henri Frenay (manuscrits de *La nuit finira*, *Volontaires de la nuit* et *L'énigme Jean Moulin*, photographies et correspondance) et celles de Guy Vourc'h (documents relatifs à son évasion vers l'Angleterre, en octobre 1940, depuis Douarnenez, à bord de la *Petite-Anna*).

Le transfert des archives de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes [FN-DIRP] s'est poursuivi, avec l'arrivée de 21 ml. Ce fonds, déjà riche de 472 articles, s'annonce d'un intérêt remarquable : des pièces emblématiques (notamment les fiches établies au retour des déportés par la Fédération nationale des centres d'entraide des internés et déportés politiques, ou des dessins), une photothèque de 7500 clichés, des témoignages et études sur la Résistance, la répression, l'internement, la déportation, la pathologie concentrationnaire, la collaboration et les crimes de guerre, les procès Touvier et Papon, le révisionnisme, mais aussi les archives de fonctionnement de la FN-DIRP depuis son premier congrès en octobre 1945.

A été proposé en don un ensemble de documents liés à l'activité de Michel Moracchini, graphologue et traducteur en particulier lors des seconds procès de Nuremberg. L'ensemble fait environ 0,5 ml, comprend plusieurs livres annotés et/ou dédiés, ainsi qu'un agenda en sténographie allemande datant de 1943, tenu par une personne qui semble faire partie de l'entourage de Hermann Goering.

◇ Personnalités, archives de familles

Ont été collectés

- Au département des Archives privées, les fonds : Raymond Chasles (805 AP ; 0,90 ml) ; Albert Jacquard (806 AP ; 2,5 ml) ; chartrier de Courson (807 AP ; 30 ml) ; Louis Joinet (808 AP ; 1,50 ml) ; Paul Quilès (809 AP ; 10,5 ml) ; Maison de Bourbon-Anjou (810 AP ; 5,5 ml) ; Henri Poulain (811 AP ; 2 ml). À noter un complément du fonds Gisèle Halimi sous format électronique (8,5 Go) ainsi qu'un fonds composé de bandes magnétiques, le fonds Monique Brandily (1921-2022), ethnomusicologue (34 bandes, 1961-1972).

- Au département de la Justice et de l'Intérieur, deux dons relatifs à la naturalisation ont été reçus : un dossier « Projet de loi sur la naturalisation, cabinet de Guy

Mollet » (1946-1947) provenant d'Elie Zmirou, membre du cabinet de Guy Mollet, ministre d'État dans le gouvernement Blum III ; deux lettres de naturalité (1817) complétant le dossier Joseph de Ponchia.

- Au département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture : le fonds Dominique Stoltner, ingénieur agronome né en 1936, constitué de 26 000 diapositives (1960-2000) illustrant l'évolution de l'agriculture et des paysages (versement 20220388, 5,60 ml).

- Au département du Minutier central : plusieurs dossiers mixtes d'études, de la Chambre des notaires ainsi que le dossier client de la succession de Juliette Récamier et de ses héritiers (dépôt, 0,1 ml).

◇ Associations

De nouveaux organismes ont fait l'objet d'entrées :

- Association Défense de la langue française (230 AS ; 0,15 ml) ;
- Association UTICA [Unité de traitement et d'information en conservation archéologique] (231 AS ; 16,5 ml) ;
- Association SNPN [Société nationale de protection de la nature] (232 AS ; 6 ml), avec un ensemble d'affiches remontant à 1854 ;
- Association ACCESS [Actions culturelles contre les exclusions et les ségrégations] (233 AS ; 4 ml) ; Association FARAPEJ [Fédération des associations Réflexion-Action, Prison et Justice] (234 AS ; 11 ml) ; Académie de l'eau (cotation en attente, 4,6 ml). À noter : un complément de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église [CIASE] sous format numérique (135,7 Go, 13 910 fichiers).
- Croix-Rouge française : à la suite de la convention-cadre de 2021, les dépôts des archives se sont poursuivis avec six entrées et un peu plus de 100 ml : service « Rétablissement des liens familiaux », chargé de procéder aux recherches de personnes disparues dans le cadre de catastrophes ou de situations humanitaires critiques (versement 20210168), sociétés antérieures à la Croix-Rouge française, créée en 1940 : la Société de secours aux blessés militaires, l'Association des Dames françaises et l'Union des femmes de France (versement 20220340).
- Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement [UN-PIE], 1969-2011 (versement 20210471) : ce fonds, qui reflète les actions de formation à l'environnement en direction des jeunes, a été mis à l'honneur à l'occasion du col-

logue « De l'animation nature à l'éducation à l'environnement ? » organisé par le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire [Pajep] les 30 et 31 mars.

ACHATS REMARQUABLES

- Archives privées de Hippolyte et de Sadi Carnot ; correspondance échangée entre Lacordaire et Sophie Swetchine ;
- Dossier constitué par l'historien Auguste Geffroy, professeur à la Sorbonne, sur les fausses lettres de Marie-Antoinette ;
- Album contenant 257 photographies des voyages présidentiels d'Armand Fallières ;
- Papiers du baron de Breteuil, ministre de la Maison du roi Louis XVI, concernant ses charges et ses finances ;
- Collection sonore José Sourillan (1936-2017) : 117 bandes magnétiques et les fichiers numérisés (2000 heures, 5000 titres sur l'histoire du xx^e siècle).

BIBLIOTHÈQUE

La politique d'acquisitions, par achat ou échange, par don d'auteurs ou d'institutions, est restée très active avec 647 entrées.

Traitement intellectuel (classement, indexations, référentiels...)

5764 ml ont été pourvus d'un instrument de recherche au cours de l'année.

Dans le cadre de l'**objectif 12** de la stratégie « Mieux révéler le potentiel des fonds », un groupe de travail mis en place en 2021 a mené ses travaux à terme et produit un ensemble d'options permettant d'envisager la reprise des bases Quidam (dossiers nominatifs) et Pâris (dossiers de personnels), aujourd'hui consultables sous Cindoc. Il faut mentionner également les chantiers, toujours en cours et communs à la plupart des départements, de la reprise des instruments de recherche avec, le cas échéant, mise à jour des délais de communicabilité (loi de 2008, loi PATR). Ce chantier concerne la reprise des instruments de recherche issus de la dématérialisation, d'une part, ainsi que de ceux concernant les fonds de Fontainebleau arrivés depuis 2021, d'autre part. Ces derniers sont parfois dotés d'instruments de recherche insuffisamment précis. S'y ajoute l'introduction dans la salle des inventaires virtuelle [SIV] des instruments de recherche rédigés sous Sosie. Enfin, le projet d'accès sécurisé à distance a exigé la révision des « audiences » des données de nombreux inventaires dans le système d'information archivistique [SIA]

DESCRIPTION DES FONDS ET COLLECTIONS

◊ Moyen Âge et Ancien Régime (dont onomastique, sigillographie, topographie de Paris)

La dématérialisation des instruments de recherche imprimés ou dactylographiés du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime est désormais en voie d'achèvement. Plus d'une trentaine d'inventaires ont été mis en ligne dans la salle des inventaires virtuelle, pour un total de près de 6 700 pages. Sont désormais accessibles au public les inventaires détaillés de fonds très consultés, intéressant les chercheurs étrangers (correspondance générale du département de la Marine), les généalogistes (scellés des commissaires du Châtelet), l'histoire de l'art ou l'histoire locale (titres de l'administration du domaine). Les responsables de fonds s'attachent désormais, grâce à la plate-forme SIMARA, à mettre à la disposition du public les instruments de recherche manuscrits et les fichiers établis par les archivistes des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles. On peut également signaler la mise en ligne des premiers tomes de l'inventaire de la collection Douët d'Arcq, une des collections de moulages de sceaux les plus considérables au

monde, lié aux images numériques des moulages. Fin 2023, la totalité de la collection sera mise en ligne, pourvue de notices descriptives détaillées et entièrement remises à jour.

◊ Chefs d'État, gouvernements

Un groupe de travail sur les archives de la période révolutionnaire a permis la publication d'un premier instrument de recherche commun aux départements des Fonds, portant sur le Comité de sûreté générale.

Les papiers de François Mitterrand remis par Madame Anne Pinget ont été classés et dotés d'un instrument de recherche mis en ligne. Parallèlement, une cartographie du fonds Mitterrand est en cours d'achèvement afin d'identifier la totalité des sous-fonds qui n'ont pas fait l'objet d'une reprise dans la base Archipel et qui seront donc à classer. Quatorze inventaires ont également été produits à partir d'exports de la base de données Cindoc pour les conseillers: Laure Adler, Philippe Bastelica, Sophie Bouchet, Frédérique Bredin, Bernard Candiard, Françoise Carle, Claude Chéreau, Bruno Chetaille, Paulette Decraene, Marc Boudier, Isabelle Bouillot, Guillaume Hannezo, Hervé Hannoun, François-Xavier Stasse.

Les classements ont progressé pour les fonds Michel Debré, Michel Jobert, François-Xavier Ortoli (copies sur microfilm du fonds conservé aux Archives historiques de l'Union européenne).

Enfin l'inventaire de la sous-série AG/5(F) concernant le Secrétariat général aux affaires africaines et malgaches, dont seul un pdf était jusqu'à présent disponible dans la SIV, a été converti.

◊ Guerres mondiales

Les classements se sont poursuivis essentiellement dans le domaine de la Première Guerre mondiale (sous-séries AJ/26, AJ/27 et AJ/29) : Bureau national des charbons ; Section financière franco-belge de la Ruhr ; Liquidation de la flotte d'État et comptes spéciaux du Trésor.

Un travail préparatoire à la mise en ligne de l'inventaire de la sous-série 2 AG État français a été mené à bien, rendu d'autant plus nécessaire que la cotation à l'article, pris sans de conditionnement, en avait fait perdre l'intelligibilité.

Pour la Seconde Guerre mondiale, une quinzaine de petits fonds a aussi été classée, notamment ceux des résistantes et déportées Micheline Maurel, Hélène Solomon-Langevin et Jacqueline Francis-Bœuf.

Dans le cadre de la préparation des collectes des fonds de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes [FNDIRP], de Robert Créange et du complément des archives de la Fondation pour la mémoire de la déportation, plus de 20 ml ont été pré-classés et pourvus de bordereaux sommaires de description.

◇ Contrôle et conseil

Donné au Archives nationales en 2021, le fonds Roland Cadet a été classé et pourvu d'un instrument de recherche. Il concerne l'ensemble de sa carrière au sein et en dehors du Conseil d'État.

◇ Intérieur

Un panorama des instruments de recherche du pôle Intérieur sur les versements contemporains entamé en 2021 a été enrichi et étendu aux instruments de recherche portant sur le cadre de classement.

Pour les versements contemporains, 2736 ont été recensés (collecte 2022 incluse), dont 81 % ont un inventaire en SIV. Pour les non publiés, il s'agit essentiellement de versements comportant des données à caractère personnel (1,68 % des instruments de recherche non publiés ne comporte pas de données à caractère personnel). Le panorama permet d'établir que plus de 52 % des inventaires sont considérés comme « de qualité » (republié depuis 2019 avec titre normalisé, dates encodées, producteur et localisation corrects). En excluant les inventaires concernant des dossiers de carrière, il ne reste que 26,5 % d'inventaires dématérialisés qui n'ont pas été repris.

En ce qui concerne les fonds du cadre de classement, on relève 431 inventaires, dont 62 % sont publiés. 155 inventaires (35 % au total) ne sont pas publiés. 52 % des inventaires sont considérés comme « de qualité » (cf. critères ci-dessus). Il reste un peu moins de 10 % d'instruments de recherche dématérialisés à reprendre, mais plus de 32 % pour lesquels il faut statuer quant à leur devenir en 2023.

Les sous-séries suivantes sont couvertes ainsi :

- 111 inventaires F/7 (60 % publiés),
- 71 inventaires F/19 (74 % publiés),
- 46 inventaires F/1a (80 % publiés).

À la suite de ce travail, le pôle Intérieur s'est doté d'un panorama des instruments de recherche « Dossiers nominatifs » afin de disposer d'un aperçu qualitatif de la couverture en SIV des dossiers sériels et nominatifs sous la responsabilité du pôle. Deux éléments ont motivé cette initiative : l'ouverture des fonds transférés de Fontainebleau composés essentiellement de dossiers de carrière d'agents du ministère de l'Intérieur et la perspective de l'ouverture, courant 2023, d'un accès sécurisé à distance à la SIV.

Sans surprise, seuls 47 % des versements composés de dossiers sériels et nominatifs sous la responsabilité du pôle Intérieur disposent d'un inventaire en SIV du fait de la dépublication en masse en 2017 de tous les inventaires (plus de 300) relatifs aux agents du ministère de l'Intérieur – ces dossiers sont par ailleurs décrits dans la base de données Pâris interne aux Archives nationales. Un important travail a été entrepris sur le corps des préfets et des policiers en civil, cinq

inventaires couvrant environ trente versements supplémentaires sont désormais disponibles en SIV.

Une attention permanente est portée au respect du règlement général sur la protection des données [RGPD] lors de la création ou de la reprise des instruments de recherche « Dossiers nominatifs » : 49 % de ceux publiés comprennent des informations qui ne sont accessibles qu'en salle de lecture ou par les archivistes.

Des travaux ont porté ponctuellement sur les ensembles suivants :

- L'instrument de recherche de regroupement du fichier central de Police judiciaire, 1939-1966, dit « fichier des 15 000 », a été publié. S'est également poursuivie la description de plusieurs de ses séries (« mœurs », « contrebande », « incendies », « vols », « faux en écriture », « agressions dans les trains », « atteintes au crédit de l'État », « avortements »). Depuis le début de ce chantier en 2017, ce sont 343 articles qui ont été décrits, ce qui représente environ 18 200 dossiers. Il reste à décrire 91 articles pour environ 5 000 dossiers.

- L'indexation des dossiers nominatifs (plus de 613 000 individus) du fichier central de la Sûreté nationale, 1870-1940, est achevée, avec la publication en ligne de 71 inventaires. Elle est complétée par la préparation, pour numérisation, d'un sous-ensemble des dossiers d'engagés volontaires naturalisés, lors de la mobilisation en 1939. Une autre opération vise à établir le rapport entre les archives de la direction de la Sûreté relatives aux réfugiés de la guerre d'Espagne, divisées entre des cotes en F/7 et les cotes des archives restituées par la Russie. À terme, l'objectif est d'indexer les typologies nominatives (notices individuelles et listes de réfugiés) pour faciliter en SIV l'accès à ces archives, très demandées par des lecteurs français et espagnols.

- Surtout, l'ensemble des inventaires des archives de la direction de la Sûreté nationale restituées par la Russie ont été réencodés et republiés. En effet, les inventaires russes traduits en français n'avaient pas entièrement ou pas correctement été pris en charge lors du premier marché de dématérialisation (2008-2013), exigeant leur remise en qualité. Les inventaires en ligne rendent compte dorénavant en temps réel de l'avancée de ce chantier titanesque : environ un tiers des articles (306 sur 956) disposent désormais d'une description normée et/ou vérifiée. Pour les deux tiers restants, ce sont encore les descriptions russes traduites, avec toutes leurs limites, qui sont interrogeables en SIV.

- Le travail d'enrichissement de la description des dossiers de carrière de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur a progressé, avec l'ajout de données extérieures (annuaires, Wikidata, *Journal officiel de la République française [JORF]*), venant compléter des outils existants (base Pa-

Beauv, bordereaux de versement dépubliés en 2017-2018 pour protection de l'identité). On peut noter : un inventaire décrivant les dossiers de plus de 400 préfets ; un autre pour 19 000 dossiers de commissaires, inspecteurs et officiers de police ayant essentiellement exercé entre 1920 et 1970.

- La rétroconversion de la base de données Cindoc « Thalie » (pièces de théâtre soumises à la censure au XIX^e siècle) a permis la publication des inventaires correspondant aux derniers ensembles de la sous-série F/18 et celle des index des auteurs (alignement avec Wikidata, voire création d'éléments) correspondant à plus de 24 000 œuvres.

◇ Naturalisations

La poursuite du projet Natnum d'indexation collaborative des décrets de naturalisation numérisés, pour les années 1886, 1898, 1916, 1921-1924, 1926, 1927 et 1931, a augmenté les ressources de la SIV d'environ 100 000 noms.

La numérisation du corpus des « dénaturalisés de Vichy », dans le cadre du partenariat avec le Mémorial de la Shoah et le United States Holocaust Memorial Museum [USHMM, Washington] a également progressé. Des travaux d'indexation ont porté sur 19 000 dossiers de déclaration, ouverts entre 1903 et 1909, et sur les dossiers de demandes d'extradition faites à et par la France.

◇ Justice

La description des dossiers de la correspondance de la division civile (BB/16) pour les années 1845-1849 et 1870-1871 a porté sur plus de 1 300 dossiers. Afin de permettre la recherche des dossiers d'action publique, pour le moment uniquement repérés par numéro de dossier, un instrument de recherche de l'année 1985 a été créé, ainsi que l'indexation de l'ensemble des 7 088 dossiers d'action publique pour les événements de la guerre d'Algérie.

Plusieurs réalisations sont à noter pour la Cour de cassation : fiche d'aide à la recherche dans les fonds de la chambre criminelle ; inscription d'un projet d'indexation des registres criminels de la Cour de cassation dans le projet Girophares ; lancement du projet de reconstitution des arrêts de la chambre criminelle détruits lors des événements de la Commune.

Un ensemble de 510 articles de la Cour de sûreté de l'État et juridictions antérieures (fonds 5W et versement 20150338), relatifs à la guerre d'Algérie, ont été décrits.

Les dossiers d'affaires jugées de la Cour de justice de la Seine (Z/6) bénéficient désormais d'un instrument de recherche détaillé (n° d'article, n° de dossier, nom(s), prénom(s), date et lieu de naissance, profession, incriminations, verdict) avec mise à jour des sources complémentaires, notamment celles concernant les dossiers

d'épuration conservés dans les autres fonds des Archives nationales.

Près de 500 dossiers des chambres civiques (Z/5) et d'informations classées sans suite (Z/6NL) ont fait l'objet de classement, lors de leur communication aux lecteurs.

Pour les juridictions d'exception, un travail de repérage et d'extraction des dossiers de purge de contumace relatifs à la Seconde Guerre mondiale est pratiquement achevé (série 5W, prolongeant le traitement de la série Z/6).

◇ Éducation, recherche

Plusieurs traitements ont notamment progressé : fonds d'Alain Bourgeois, instituteur promoteur des zones d'éducation prioritaire ; fonds Victor Karady, intéressant pour l'étude des élites universitaires françaises depuis le XIX^e siècle ; archives audiovisuelles de l'École des parents et des éducateurs d'Île-de-France (1951-2007).

◇ Beaux-Arts, Culture

Plusieurs travaux ont été menés à leur terme : classement des articles F/21/NC provenant du bureau des Manufactures et du Mobilier national ; publication de l'inventaire des archives de la famille Fratellini ; classement de l'ensemble du fonds de Jack Lang et des fonds associés : archives publiques de Claude Mollard, archives publiques de Jean-François Chaintreau ; archives privées de Jack Lang et de Valérie Lang ; élaboration d'un instrument de recherche de regroupement pour 200 ml d'archives de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris.

◇ Affaires sociales

Deux résultats sont à mentionner : le classement du fichier de l'Ordre national des médecins (20170318), complété par le repérage des fiches et la création d'une base de données pour les médecins interdits d'exercer pendant la Seconde Guerre mondiale, les médecins entrés dans l'ordre et classés sous le « régime allemand », des médecins autorisés à exercer uniquement dans les colonies et des médecins libanais entrés avec un diplôme de la faculté de Lyon ; le classement du fonds d'Andrée Michel, sociologue et militante féministe.

◇ Mobilité, mer, météorologie

L'état des sources d'archives relatives à la mer et conservées aux Archives nationales a été publié à l'occasion des Rendez-vous de l'histoire de Blois, dont c'était la thématique.

◇ Photographies

Un total de 117 boîtes de négatifs sur verre de la Société nationale des entreprises de presse a

été récolé par la Mission de la photographie et le service des entrées-régie des fonds [SERF].

◇ Cartes et plans

Plusieurs milliers de notices ont été publiées en SIV : 1 262 notices pour les plans du musée du Louvre (1968-1986) ; 5 869 notices pour les plans du palais de la Découverte ; la division de la France en département en 1790 et 1800 (série NN) ; les affiches de Mai 68 de la collection Ellenberger (78AJ).

◇ Minutier central des notaires de Paris

Le département a pour objectif de démultiplier les données d'analyse de ses fonds (près de 383 ml décrits, dont 350,6 à la liasse et 32,4 à la pièce, soit 45 065 unités documentaires [UD] nouvellement créées, dont 3326 UD articles et 41739 UD item) ainsi que leur mise en qualité, en assurant des corrections rétrospectives (7810 en 2022), en développant la quantité et la qualité des données, en développant les référentiels documentaires et en offrant des corpus en ligne totalement analysés voire numérisés dans leur intégralité.

Le dépouillement des minutiers à la pièce a porté sur les minutiers sans répertoire ou aux répertoires lacunaires, les minutiers de notaires ayant exercé moins de 5 ans, quelques minutiers de notaires « témoins ».

La mise en qualité, en réponse aux erreurs dues à la numérisation massive, s'opère par la réduction de notices redondantes, les corrections d'anomalies (entités mal nommées, dates erronées, erreurs de cotation), la reprise des instruments de recherche de regroupement des études I à XXV. L'archivage pérenne de la numérisation du fichier général xvi^e siècle (IR 43531) a également été réalisé.

Enfin, l'arrivée, ces dernières années, des minutiers de la Seconde Guerre mondiale a permis de commencer une opération d'identification et d'analyses des actes liés à la spoliation des biens juifs entre 1940 et 1944, en réponse à la politique publique de recherche, de réparation et de mémoire des spoliations de biens culturels portée par le ministère de la Culture, comme aux recherches académiques.

◇ Archives privées

Le métrage des fonds traités (281,75 ml), gérés par le département des Archives privées, a dépassé le métrage des entrées (172,5 ml). Le principe est que tout nouveau fonds ou supplément doit être au minimum pourvu d'un récolement lors de son entrée, réalisé par le département s'il n'est fourni par le déposant/donateur, cas au demeurant peu fréquent.

Parmi les 57 entrées (172,5 ml), aucune ne peut être considérée comme un vrac complet : toutes sont au moins pourvues d'une liste descriptive

sommaire par carton ou d'un récolement à l'article. Le travail de classement se fait donc en général en deux ou trois temps : récolement préalable, tri et classement méthodique. Quelquefois, certains articles sont repris bien des années après leur entrée lorsqu'on constate une anomalie : pour le fonds La Fayette par exemple (252 AP), seule la moitié des documents était décrite analytiquement (ceux produits par La Fayette lui-même) !

Le pôle Révolution-Empire-xix^e siècle a pris en charge une abondante collecte (chartrier de Courson, Fondation Saint-Louis).

Le pôle xix^e et xx^e siècles a réalisé le récolement et/ou le classement de toutes les entrées de l'année. À noter : le classement des archives dites de « la légitimité » provenant du duc d'Anjou et de Philippe Montillet ; l'avancée sur le fonds Jean Zay ; l'achèvement de l'inventaire des archives de Gisèle Halimi.

Le pôle Archives d'architectes a développé le travail systématique de reprise et d'harmonisation des descriptions, très hétérogènes à l'origine, de ces fonds, avec notamment la publication de plusieurs instruments de recherche (fonds Genuys et Gout, Pouillon, Destailleur).

Le pôle Archives de chercheurs a terminé et publié l'inventaire des archives de l'historien Marc Venard.

Le pôle Associations, presse, entreprises a traité l'entrée numérique du fonds de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église [CIASE]. Cette première expérience d'archivage numérique au département des Archives privées a fait remonter des problématiques auxquelles ne sont pas confrontés les autres départements qui reçoivent des entrées déjà préparées par les services ministériels. On notera particulièrement, surtout dans le cas de la CIASE, la question de l'anonymisation des données personnelles dans le nommage des fichiers numériques.

À l'occasion de l'entrée du supplément de la Société nationale des Antiquaires de France, l'instrument de recherche de cette association qui n'avait jamais été publié a été entièrement revu. La base Cindoc de la Société des Gens de Lettres, a été convertie.

Enfin, l'instrument de recherche de l'important fonds de Wendel, entré en 2014, a été converti.

◇ Service de la bibliothèque

Pour la bibliothèque, 90532 notices d'ouvrages sont désormais accessibles depuis le catalogue collectif du SUDOC [Système universitaire de documentation] géré par l'ABES [Agence bibliographique de l'enseignement supérieur] à laquelle les Archives nationales sont adhérentes. En 2022, le service de la bibliothèque a créé ou modifié 7576 notices dans ce catalogue.

RÉFÉRENTIELS

Le développement des référentiels constitue l'**objectif 14** du plan stratégique 2021-2025. Ce dernier est piloté par la responsable du Lab, en concertation avec le département de l'Administration des données qui assure désormais leur administration. Il se décline en trois sous-objectifs : un chantier scientifique (agir sur le contenu des référentiels et leur utilisation en interne) ; un chantier hybride, scientifique et technique : changer la structure des référentiels, leurs infrastructures de stockage, leur positionnement et leurs fonctionnalités d'administration ; rendre accessibles les référentiels à l'extérieur des Archives nationales.

Afin de disposer d'éléments précis sur lesquels fonder les futures actions, le Lab a réalisé et diffusé une cartographie complète des référentiels (fichier Excel donnant pour chaque référentiel des informations quantitatives et qualitatives : nom, type de référentiel, formats disponibles, nombre d'entrées, portée, granularité, pistes d'évolution). Il a par ailleurs réalisé et diffusé un bilan d'activité 2013-2022 sur le référentiel des producteurs, qui a montré que les efforts consentis portent aujourd'hui leurs fruits pour le public (en SIV, mais aussi sur FranceArchives, où les quelque 15 000 notices produites sont interrogeables, et sur Archives Portal Europe). Voir aussi à ce sujet la *timeline* produite à partir des statistiques réunies pour ce bilan. Le département de l'Administration des données a pour sa part réalisé une enquête sur les pratiques et les attentes des archivistes, rédigé un vade-mecum « Créer une notice de producteur » et validé et intégré 869 nouvelles notices de producteurs.

Plusieurs initiatives, portées par le Lab en collaboration avec la direction des Fonds, ont permis de nourrir ces référentiels. Mentionnons l'édition numérique collaborative des testaments de Poilus (création d'entrées dans le référentiel des lieux) ; la production de 1184 notices d'autorité en EAC-CPF, destinées à intégrer le système d'information archivistique [SIA] dès que ce sera possible techniquement, décrivant les hauts fonctionnaires de l'administration préfectorale de ventôse an VII à septembre 1870 à partir du premier volume encodé en EAD du *Dictionnaire des préfets* de René Bargeton (création d'environ 40 entrées dans les référentiels de lieux et une vingtaine d'entrées dans celui des activités) ; début des travaux d'enrichissement du référentiel des types de documents, dans le cadre du projet de portail ORESM porté conjointement par la Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne et le Laboratoire de Médiévistique Occidentale de Paris (LaMOP-UMR 8589) auquel le Lab participe activement, avec le département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime et le département du Minutier central.

D'autre part, le Lab a publié sur *GitHub*, sous la forme d'un jeu de données librement réutilisables, l'ensemble des référentiels, aux formats EAC-CPF (pour le référentiel des producteurs), et (pour tous les référentiels) CSV et RDF conforme à l'ontologie *Records in Contexts Ontology* et à SKOS. Au sein de ce jeu de données, le référentiel des types de lieux est le seul dont il n'existe pas de version locale dans le SIA. Les autres référentiels servant à l'indexation des instruments de recherche aux Archives nationales sont convertis en RDF (et la version RDF transformée en fichiers CSV) à partir des versions locales tirées du SIA et ne décrivent donc pas plus d'entités que ces versions locales. Cependant ces fichiers RDF sont beaucoup plus finement structurés que ces versions locales, conformes à des standards (ISO 25964, SKOS et RiC), alignés, au moins partiellement, sur des réservoirs externes (comme Wikidata ou les thésaurus du ministère de la Culture) et, pour certains, comme ceux des lieux ou des statuts juridiques des collectivités, fortement enrichis.

On peut voir à ce sujet la liste des référentiels publiée également dans le dépôt *GitHub*. Les efforts d'enrichissement vont se poursuivre, et le jeu de données ainsi accessible à tous évoluera en conséquence ; il devrait aussi être en partie au moins publié sur la plate-forme <https://data.culture.gouv.fr>. Enfin, le Lab prévoit aussi de doter la version RDF des référentiels d'une interface dédiée adossée à un SPARQL endpoint.

Dans leur format RDF, ces données de référence ont été ou sont déjà utilisées, par exemple dans le cadre du projet ANR ALEGORIA terminé en 2021 ; ou dans le cadre du projet de démonstrateur Sparnatural ou du projet ORESM. Ils serviront aussi pour la deuxième phase du projet NER4Archives. Ils ont pu être fournis à la société Filae, qui s'en sert pour réaliser une prestation pour la direction des Fonds (indexation d'instruments de recherche du département de la Justice et de l'Intérieur, devant conduire à la création de nouvelles entrées dans les référentiels de lieux).

◇ Qualité des données

La normalisation, les alignements et les enrichissements des référentiels, leur publication sont une composante essentielle de la stratégie des Archives nationales pour la montée en qualité des métadonnées qu'elles produisent (**objectif 13**). En effet, les référentiels ainsi enrichis devraient permettre aux responsables du traitement des fonds d'indexer plus facilement et sans ambiguïté les descriptions des documents, surtout lorsqu'ils seront gérés et édités au sein d'un SIA rénové et accessible depuis tous les modules du système informatique [SI], y compris le système d'archivage électronique [SAE] ADAMANT/VITAM, et depuis des applications extérieures aux Archives nationales, notamment celles des services versant leurs archives aux Archives nationales, donc à moyen terme.

Bien évidemment, la problématique de la montée en qualité des métadonnées, cruciale pour des services aux usagers plus performants et intuitifs, est plus large.

La mise en œuvre du standard *Records in Contexts* du Conseil international des Archives intègre plus globalement ces enjeux de montée en qualité, puisque ce standard invite à identifier les entités à l'œuvre dans le monde des archives (les archives elles-mêmes et leurs entités de contexte, soit en tout 22 catégories différentes d'objets), à regrouper les données décrivant ces entités et à les relier entre elles, en proposant un cadre de référence pour ce faire (le modèle conceptuel RiC-CM) et une première transposition technique de ce modèle (l'ontologie RiC-O) pour produire des données pour le web de données.

Plusieurs projets de longue haleine lancés en 2022 et pilotés par le Lab visent à concevoir et à réaliser des dispositifs techniques facilitant l'indexation de la description des archives et l'utilisation des référentiels (projet NER4Archives), ou encore des *workflows* de retraitement d'instruments de recherche existants et des outils d'exploitation par le grand public des résultats obtenus après conversion des métadonnées en données conformes à RiC-O (projet Sparnatural).

Par ailleurs, pour accompagner au quotidien les responsables du traitement des fonds, un groupe de travail devrait être mis en place en 2023 pour concevoir et réaliser, sur la base d'expériences antérieures comme celle du projet La Communale, des outils de contrôle de la qualité des instruments de recherche simples à utiliser, efficaces et configurables.

Le département de l'Administration des données a, pour sa part, conduit une réflexion sous la forme d'un chantier sur les métadonnées des archives audiovisuelles, afin de réfléchir à la qualité des données numériques à ingérer dans le SIA numérique (nouvelles entrées et reprises des données). Ces travaux ont été menés en lien avec le comité de pilotage du standard d'échange de données pour archivage [SEDA] et en lien avec le programme VITAM. Un élargissement devrait être introduit par la mise en place d'un groupe de travail incluant d'autres acteurs du patrimoine sous le pilotage de VITAM.

PROJETS PARTICIPATIFS ET COLLABORATIFS

Loin de doubler le travail des archivistes, ces projets d'enrichissement de la description permettent d'exploiter les archives dans toute leur profondeur, bien au-delà de ce qui était possible dans un inventaire standard.

Plusieurs chantiers sont toujours proposés aux internautes : indexation des lettres de nomination aux offices royaux (11 000 lettres en 2022), dépouillement des registres des arrêts criminels rendus par le Parlement de Paris au XVIII^e siècle (10 000 lignes correspondant à un quart des arrêts criminels prononcés entre 1700 et 1790, avec accès direct aux archives numérisées), saisie des listes d'actes royaux enregistrés au Parlement ; fichier des émigrés de la Révolution française (62 % de boîtes dépouillées) qui doit rejoindre la plateforme Girophares en 2023 ; répertoires annuels du Conseil général des ponts et chaussées, avec sept lots traités ; Collections généalogiques du département des Archives privées.

Au département du Minutier central, des bénévoles, notamment de La France généalogique, accueillis *in situ*, ont décrit près d'une cinquantaine d'articles. L'ensemble des tableurs réalisés dans le cadre du projet Généanot ont fait l'objet de tests pour leur transformation en fichiers XML-EAD. Le travail réalisé sur l'année 1643 a pu être intégré en SIV. Famillesparisiennes.org a poursuivi ses dépouillements portant sur l'analyse systématique des inventaires en liasses du XVI^e siècle.

Enfin, le projet Testaments de Poilus a été clos, avec le chargement des 85 derniers testaments des Archives nationales, soit 129 nouvelles pages à transcrire et encoder publiées sur la plateforme dédiée. Il avait été décidé d'arrêter le projet aux 787 premiers testaments repérés pour les Archives nationales, mais 200 autres testaments ont été identifiés. Si l'on applique le ratio du nombre de testaments par mètre linéaire dépouillés (2,6) aux fonds collectés mais non dépouillés ou conditionnés, l'on peut estimer à environ 700 le nombre de testaments potentiellement présents. Par ailleurs, 47 études n'ont pas encore versé leurs minutes et répertoires pour la période.

Le centre de topographie parisienne accueille également *in situ* une dizaine de bénévoles qui travaillent au dépouillement de sources relatives à Paris (achèvement du plan terrier de la Ville, soit 9 gros atlas N IV Seine 52-60, début du terrier de l'Archevêché), à des éditions (terrier du Temple, documents de l'abbaye de Preuilly, rôle de la taille) et à l'exploitation cartographique et informatique des données.

◇ Wikipédia

Le partenariat avec Wikipédia a suscité 190 contributions du département de la Justice et de l'Intérieur concernant des préfets ou des autrices de théâtre. À noter la création de quatre articles, au

tour de la mise en valeur des pièces de théâtre au XIX^e siècle) :

Julie Molé (projet primé lors du concours #Jelalis, avril-juin) – 366 vues de l'article ;

Ary Ecilaw ; Marie Frileux ; Adèle Huet (à l'occasion du challenge de A à Z, novembre 2022).

◇ Wikidata

Un total de 17 299 modifications ont été faites par le compte Archives nationales DJI (notamment en lien avec les signatures, les auteurs et autrices de pièces de théâtre et les métadonnées des documents figurés des cathédrales) :

- création de plus d'une centaine d'éléments relatifs à des hauts fonctionnaires (en lien avec l'élaboration du *Dictionnaire biographique des préfets*) ;
- création d'environ 400 autrices et auteurs de théâtre (rattaché au catalogue de la BnF, en lien avec l'élaboration des index Personnes des inventaires des pièces de théâtre censurées au XIX^e siècle)

◇ Wikimedia

Le département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture a procédé à des ajouts de signatures dans Wikimedia : Marc-René de Voyer de Paulmy d'Argenson, Yves Nicolas Borie, Hubert Delisle, Ferdinand Hamelin, Jacques François de La Chaise, Charles-Achille de Vanssay, Nicolas Frémin de Beaumont, Gaspard de Chabrol, Camille de Tournon-Simiane, Jean-Claude Trouvé, Alexandre Méchin, Pierre Barthélemy de Nogaret, Joseph Aurèle de Bossi, Joseph Magdelaine Martin.

Préservation matérielle des fonds et collections

SUPPORTS TRADITIONNELS

L'année a permis le déploiement de la politique de conservation telle qu'elle est présentée dans l'**objectif 23** de la stratégie, axée, d'une part, sur la programmation des opérations de conservation, coordonnée avec la direction des Fonds et, d'autre part, sur l'exercice d'une vigilance particulière portant sur les conditions de conservation des archives, à Pierrefitte-sur-Seine comme à Paris.

CONSERVATION PRÉVENTIVE DES SUPPORTS TRADITIONNELS

Bilan général

De manière prioritaire, le service de la conservation préventive exerce une vigilance constante sur le climat et les conditions sanitaires de conservation des collections.

À Pierrefitte-sur-Seine, le système de traitement de l'air a connu plusieurs dysfonctionnements

au cours de l'été, qui ont eu notamment pour conséquence sa mise à l'arrêt complète entre septembre et novembre. Malgré ces défaillances, l'inertie du bâtiment a suffi à maintenir des valeurs climatiques stables et satisfaisantes dans les magasins standard. Le climat des magasins spéciaux (archives photographiques et audiovisuelles), en revanche, dont les consignes de température et d'hygrométrie sont plus strictes, n'a pu être maintenu à des valeurs souhaitables. La réparation du système de traitement d'air à la fin de l'automne a permis le rétablissement de conditions climatiques satisfaisantes dans l'ensemble du bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine.

La surveillance du climat de ce site fait désormais l'objet d'un groupe de suivi piloté par le département de la Conservation. Toutes les six semaines environ, il réunit les acteurs concernés par cette question, c'est-à-dire, outre les services du département de la Conservation, le service de la Gestion immobilière et logistique, le chef de projet « sinistres », un représentant de la direction des Fonds et un représentant de la direction des Publics. Ce suivi a permis d'améliorer la circulation de l'information et, partant, la gestion du climat, notamment lors des dysfonctionnements du système de traitement d'air.

Avec le soutien de l'équipe encore installée à Fontainebleau et celui du service des entrées-régie des fonds, le service de la conservation préventive a poursuivi la surveillance systématique du climat et, en particulier, du taux d'humidité relative des archives en provenance de Fontainebleau implantées à Pierrefitte-sur-Seine. Dans la mesure du possible, les archives présentant un fort taux d'humidité relative (plus de 70 %) ont été asséchées avant leur transfert. Cela étant, afin de ne pas gêner la bonne marche du déménagement, il est arrivé

que certains cartons d'archives soient asséchés une fois arrivés à Pierrefitte-sur-Seine. Dans tous les cas, les archives n'ont été implantées dans les magasins qu'une fois leur taux d'humidité relative descendu en-deçà de 60 %.

Les archives en provenance de Fontainebleau font l'objet d'une surveillance particulière. Des mesures régulières de température et d'hygrométrie sont en effet effectuées sur un groupe-témoin, afin de s'assurer de la bonne acclimatation des fonds à leurs nouveaux espaces de conservation.

Dans le même temps, le service de la conservation préventive a continué d'apporter son aide à la direction des Fonds dans les opérations de reconditionnement et de dépoussiérage. Il a notamment participé à la surveillance et au contrôle du chantier externalisé de dépoussiérage des salles 7 et 8 du Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales [CARAN] (1803 ml).

Focus sur des chantiers remarquables

◇ Chantier des collections (Institut national du patrimoine et École du Louvre) : les actes des fondations du Trésor des chartes (J 460-J 467)

Les Archives nationales (département de la Conservation/département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime) ont accueilli et encadré des élèves de l'Institut national du patrimoine [INP] (départements des conservateurs et des restaurateurs), ainsi que des étudiantes régisseuses de l'École du Louvre, dans le cadre d'un chantier des collections consacré au récolement, au dépoussiérage et au reconditionnement de neuf cartons du Trésor des chartes (J 460-J 467).



Préparation des plateaux de reconditionnement des actes scellés, après dépoussiérage des actes, des boîtes et des sous-boîtes de conservation (J 461)

◇ Conditionnement des objets et médailles reçus par le Président Pompidou (555AP/NC)



Objets et médailles du Président Pompidou dans leur conditionnements d'origine/ Conditionnement réalisé par le service de la conservation préventive

◇ Préservation et conditionnement d'une lettre de Henri IV retrouvée dans un étui en bois à l'intérieur de la statue équestre de Henri IV de l'île de la Cité



RESTAURATION

Bilan général

À la faveur de la mise en œuvre de la stratégie 2021-2025 (**objectif 23**), l'atelier de restauration, reliure et dorure et le pôle de coordination de l'externalisation des opérations de restauration ont poursuivi leur effort de programmation des opérations de restauration. En lien avec la direction des Fonds, ils se sont employés à maîtriser le nombre de projets de conservation-restauration et à dégager des priorités de traitement.

Disposant désormais d'une meilleure visibilité des projets, l'atelier de restauration a pu répartir de manière équilibrée ses activités entre les opérations préalables à la numérisation, la préparation des expositions et l'entretien des fonds. Quatre opérations de restauration ont été externalisées, telles la restauration des plans à baguettes (N/I/Seine/1-64) ou celle des fonds de l'exposition internationale de 1878 (F/12/3250 et F/12/3756).

Afin d'affirmer leur positionnement dans le paysage de la conservation-restauration archivistique, les Archives nationales ont souhaité développer les liens avec les professionnels de la conservation-restauration. En février, le pôle de coordination de l'externalisation des opérations de restauration a organisé, en lien avec la Fédération française des conservateurs restaurateurs [FFCR], une journée de rencontres professionnelles :

CHIFFRES CLÉS DE LA CONSERVATION PRÉVENTIVE

1123 mètres linéaires reconditionnés
2 073 mètres linéaires dépoussiérés
20 kilomètres linéaires contrôlés

avant implantation dans les magasins de Pierrefitte-sur-Seine : 19,7 kml d'archives provenant de Fontainebleau ; 300 ml d'archives privées

« Tous acteurs ! Améliorons ensemble les pratiques des marchés publics en conservation-restauration du patrimoine archivistique. », qui a attiré 70 personnes (dont 55 en ligne). En novembre, l'atelier de restauration a également organisé, en lien avec l'INP, une journée d'étude consacrée à « La documentation en conservation-restauration : accès, diffusion, droits et usages », qui a réuni les professionnels des différents secteurs du patrimoine (archives, bibliothèques, musées, monuments historiques) et a attiré 210 personnes (dont 150 en ligne).

Dans le même temps, l'atelier de restauration continue d'entretenir des liens réguliers avec le monde de la formation et de la recherche, en accueillant des étudiants en conservation-restauration ainsi que des chercheurs (projet PapMedAn, consacré à l'étude des matériaux des papyrus conservés aux Archives nationales, soutenu par la Fondation des sciences du patrimoine [FSP]). L'atelier participe également à un projet de recherche appliquée sur les documents brûlés, en partenariat avec la Ville de Bordeaux.

Focus sur quelques travaux de restauration, de reliure et de dorure

◇ Restauration de plans d'architecte sur calque (526AP/7, fonds Bauhain)



Avant/après restauration

◇ Consolidation et préservation de documents sur papier hygiénique dans le cadre de la préparation de l'exposition « Déportées à Ravensbrück (1942-1945) » (72AJ/NC Péry, papiers de Jacqueline Péry d'Alincourt)



◇ Restauration des sceaux de la « Paix des dames » (1529)
Nettoyage et consolidation des 13 sceaux du traité de Cambrai, dit « Paix des dames » ; mise à plat des lacs (J//668-AE/II/29).

◇ Réalisation du fac-similé de la Constitution de 1791



Reproduction à l'identique du décor original, réalisée sur une reliure façonnée sur un corps d'ouvrage factice dans le cadre de l'exposition de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (cycle *Les Essentiels*).

Détail du plat

CHIFFRES CLÉS DE LA RESTAURATION

37 168 pièces restaurées
(31 195 en interne ; 5 973 externalisées)
42 ouvrages de dorure, titrage et jaquette
31 sceaux restaurés

NUMÉRISER LE PATRIMOINE PAPIER ET PHOTOGRAPHIQUE

La réflexion, menée dans le cadre de la stratégie 2021-2025 (**objectif 15**) visant à fluidifier les procédures et lever les freins sur le processus de numérisation, a permis de repenser la préparation matérielle des documents avant travaux. À la suite de la mise en place de chantiers des fonds et de prestations externalisées, les premiers résultats ont porté sur le cadastre parisien : 19 000 feuilles d'immeubles ont été dépoussiérées et restaurées ; leur numérisation, commencée pour 11 000 plans, s'achèvera, en 2023, avec les 8000 plans restants. Autre enjeu de la stratégie, la nécessité d'intégrer dans la programmation la numérisation de grandes séries, tout en maintenant l'équilibre avec les projets de valorisation de corpus plus restreints. Les registres du Minutier des notaires de Paris, comme ceux de l'étude notariale CIII, avec 150 000 vues commandées, sont un exemple de ces opérations massives et systématiques.

La stratégie, c'est aussi offrir au public des ressources aujourd'hui inaccessibles. La photothèque Bianca [Base images des Archives nationales pour la consultation et l'archivage] a fait l'objet d'une refonte et d'une migration dans un outil *full web* destiné à un usage interne. Créée en 2012 pour stocker, gérer et documenter les reproductions faites dans le cadre d'expositions ou de demandes de lecteurs, ainsi que les reportages illustrant la programmation culturelle et la vie de l'institution, elle contient 88 000 vues issues de 53 000 documents et 78 000 vues issues de 1 947 reportages qui seront accessibles en 2023 dans cette nouvelle application. L'ajout d'un module vidéo permettra par ailleurs de diffuser les productions audiovisuelles.

Grandes opérations de numérisation

Le département de l'Image et du son a mené 80 projets de numérisation et commandé 1,5 million de vues dans le cadre de prestations externalisées, correspondant à plus de 20 000 documents, dont la majorité concerne des archives écrites, en registres ou en liasses.

L'imposant chantier de numérisation des microfilms en consultation dans les salles de lecture s'est poursuivi pour la troisième année consécutive avec l'aide du Centre national du microfilm et de la numérisation [CNMN] à Espeyran. Malgré des travaux immobiliers sur ce site, la préparation et la mise à disposition des masters stockés dans leurs réserves ont été menées avec une cadence soutenue qui a permis de produire 881 541 vues.

Campagnes systématiques et pluriannuelles sur des fonds de référence

594 115 vues issues des fonds du Minutier central des notaires de Paris et du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime :

- ◇ Poursuite de la numérisation de 100 000 pages de microfilms et de tables originales de la Collection Le Nain : collection chronologique d'extraits et de tables, copies d'arrêts et d'actes choisis dans différentes séries de registres du Parlement de Paris et dans ceux de la Chambre des comptes ;
- ◇ 165 000 nouvelles pages des registres du Parlement de Paris, comprenant l'enregistrement des appels, au civil et au criminel, des juridictions ordinaires inférieures (bailliages, sénéchaussées, prévôtés) ou de juridictions spécialisées (juridictions consulaires, ecclésiastiques), et l'instruction en première instance les procès concernant les personnages les plus importants du royaume (ducs et pairs) et un certain nombre de privilégiés ;
- ◇ Nouveau projet pluriannuel centré sur les archives de la Marine : plus de 100 000 vues d'ordres et dépêches du Secrétariat d'État de la Marine, entre 1662 et 1694.

287 486 vues issues de microfilms de fonds conservés à Pierrefitte-sur-Seine :

- ◇ Chantier au long cours de numérisation des archives de l'École nationale supérieure des beaux-arts : 76 000 vues portant sur des dossiers individuels des élèves de 1893 à 1920 ; des procès-verbaux d'assemblées, de jugements de concours ; des registres d'épreuves d'admission et concours des sections de peinture et de sculpture, de la fin *xix*^e au début *xx*^e siècle.

Parallèlement, les opérations d'après documents originaux ont produit **368 151** vues parmi lesquelles :

- ◇ 24 000 notices individuelles de réfugiés espagnols et de travailleurs étrangers en 1939-1940, classées par département ou camp d'internement ;
- ◇ 15 registres de demandes de grâce des condamnés à mort (1873-1981), soit 3076 vues ;
- ◇ 30 000 pages de registres des Assemblées nationales, dont les procès-verbaux des séances de la Chambre des députés durant la première moitié du *xix*^e siècle. Cette opération pluriannuelle se poursuivra en 2023.

Documents iconographiques pour alimenter la recherche

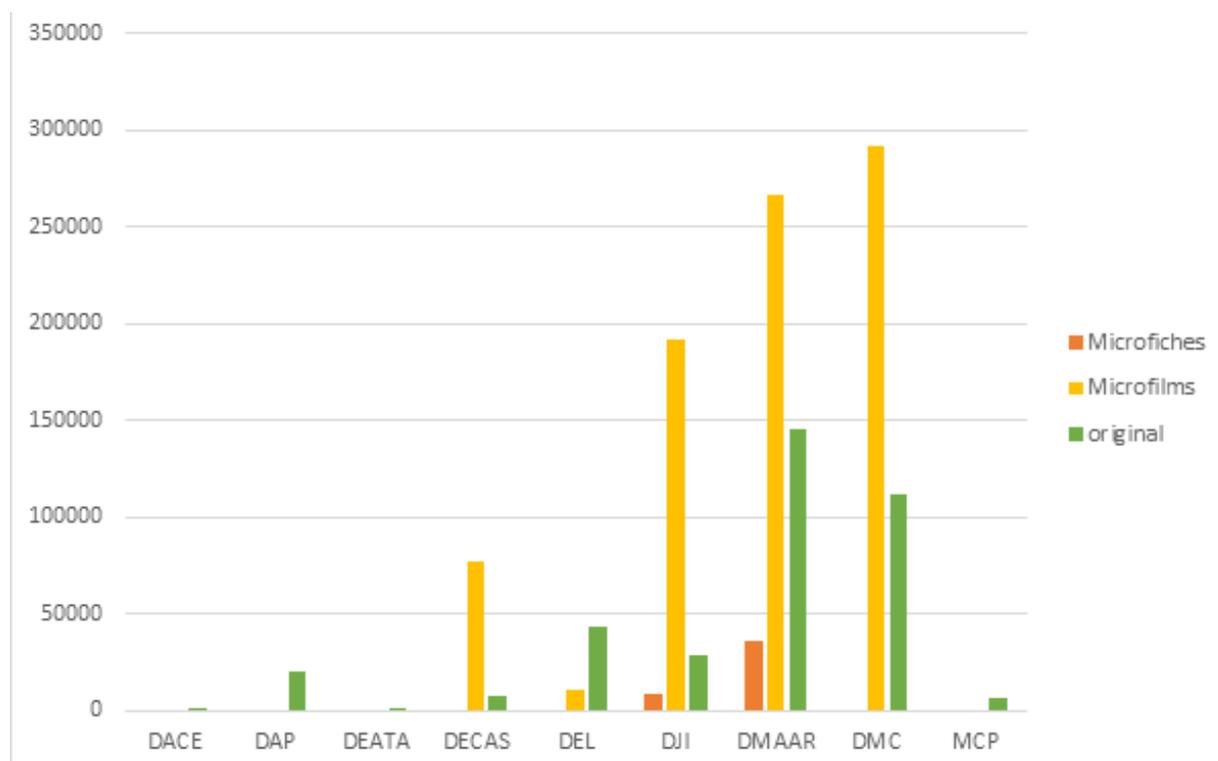
Un ensemble de **9187** plans, documents figurés et **4545** phototypes ont été numérisés cette année, certains dans le cadre de projets de recherche :

- ◇ ANR DESIGN-SHS, Design graphique, recherche et patrimoine des sciences sociales (Partenariat BnF-EHESS). Étude des relations entre création graphique, design et sciences humaines et sociales de 1950 à aujourd'hui, à travers le prisme

du Laboratoire de graphique de Jacques Bertin, acteur majeur de ce mouvement au croisement de l'innovation graphique et des sciences sociales ;

- ◇ Inventaire et numérisation des archives documentant l'activité scientifique de l'École pratique des hautes études dans la recherche française (1868-1968) ;
- ◇ Plus de 2600 photographies d'agences ou issues de reportages émanant du service de propagande du Commissariat général à l'Éducation générale et aux Sports (1940-1944) ont été numérisées pour un projet de coopération documentaire autour d'un corpus iconographique inédit sur le patrimoine sportif illustrant la pratique du sport au temps de Vichy (partenariat et financement de la BnF) ;
- ◇ Des thèses d'École des chartes conservées dans la sous-série 93AJ dans le cadre du partenariat avec l'École pour mise en ligne sur le portail ThENC@.

Voir la liste exhaustive du programme de numérisation en annexe.



Activités du pôle image

En complément des installations de Pierrefitte-sur-Seine, un nouvel atelier a été installé à Paris, où il sera possible de numériser, d'une part, des documents reliés épais, grâce à l'installation d'un plateau porte-livre spécifique, et, d'autre part, des cartes et plans de grandes dimensions, avec un dispositif permettant de déplacer l'appareil de prises de vue sur un rail pour réaliser plusieurs clichés d'un même document. La technique de prises de vue multiples avec assemblage en une vue unique est la même que celle employée dans les ateliers de photographie du site de Pierrefitte sur Seine.



© Archives nationales/atelier de photographie

Focus sur des projets de numérisation interne

◇ Documents iconographiques du fonds d'archives privées Charmasson dit Dalcy.

Ce fonds d'archives (versement 20180765/1-6, 20180765/8, 20180765/10-11) regroupe diverses typologies de documents qu'il a été nécessaire de répartir sur différents plateaux techniques, en fonction de leurs tailles et de leurs spécificités (250 photographies, 15 affiches, 3 albums).

Les photographies ont été numérisées sur un poste de prises de vue avec un éclairage réglé afin d'éviter les reflets.

Les affiches ont été reproduites sur un plateau aspirant de grandes dimensions, avec des éclairages

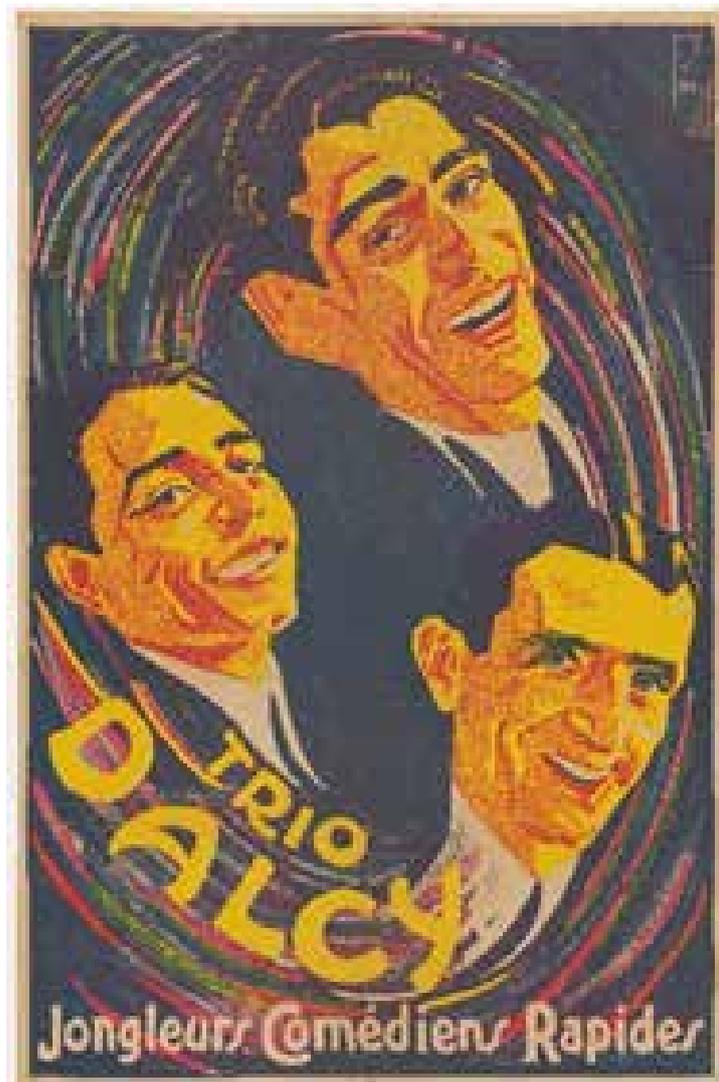
symétriques à 45° pour assurer un éclairage uniforme sur l'ensemble du document.

Les albums ont, quant à eux, été installés sur un porte-livre spécifique équipé de plateaux compensateurs, pour ne pas endommager les reliures et assurer une bonne planéité des pages. L'éclairage a été adapté pour éviter les reflets sur les photographies.

Au total, 268 documents ont été numérisés.



Photographie 18 cm x 24 cm. Trio Dalcy : Fernand et Émile regardant Louis, habillé en garçon de café, tenant de la main gauche un plateau avec une bouteille de champagne et de la main droite une serviette. Photographie par Studio Germain Douaze, 11 rue Boudreau à Paris. Sans date.
© Archives nationales/atelier de photographie



Affiche 102 cm x 69 cm. Trio Dalcy, jongleurs comédiens rapides. Par Nicolitch, 7 rue Martine à Marseille. Sans date.
© Archives nationales/atelier de photographie

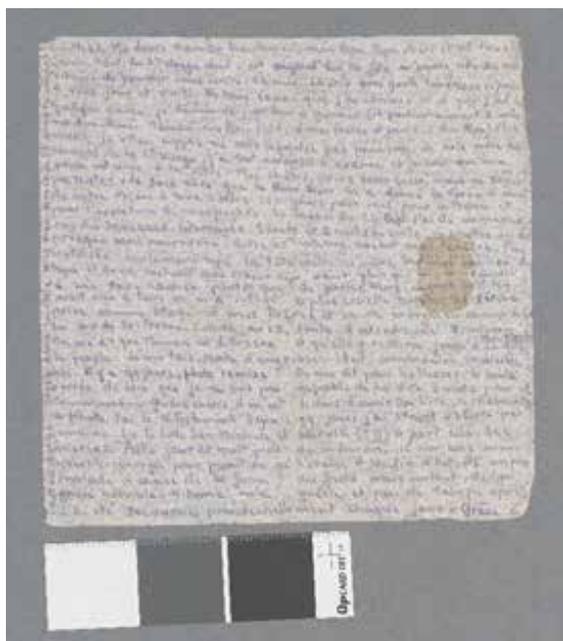


Page d'un album 28 cm x 23 cm. Berlin (Allemagne) ; La Haye (Pays-Bas) ; Amsterdam (Pays-Bas) ; Hilversum (Pays-Bas) ; Liège (Belgique) ; Rotterdam (Pays-Bas) ; Londres (Grande-Bretagne) ; Marseille (France) ; Paris (France) ; Vichy (France) ; Stuttgart (Allemagne) ; Gournay-sur-Marne (France) ; Chelles (France) ; Berck (France) ; Compiègne (France) ; Aix-les-Bains (France) ; Versailles (France) ; Bâle (Suisse) ; Le Mans (France) ; Douvres (Grande-Bretagne) ; Calais (France) ; Copenhague (Danemark) ; Oslo (Norvège) ; Stockholm (Suède) ; Västerås (Suède) ; Lugano (Italie) ; Rome (Italie) ; Gènes (Italie) ; Milan (Italie) ; Nice (France). 1933-1934.
© Archives nationales/atelier de photographie

◇ Billets de Jacqueline Pery d'Alincourt : une numérisation caractérisée par une mutualisation des savoir-faire.

Jacqueline Pery d'Alincourt fut arrêtée par la Gestapo puis internée à la prison de Fresnes entre 1943 et 1944, avant d'être déportée. Elle produisit des petits billets durant son internement à Fresnes, dont la vulnérabilité témoigne du contexte clandestin de leur production : ces billets fragiles et

touchants sont écrits principalement au crayon à papier (plus rarement à l'encre) sur des morceaux de feuilles de papier toilette. Jacqueline Pery d'Alincourt les a transmis aux Archives nationales dans un état qui a nécessité l'intervention préalable de l'atelier de restauration. Pliés en deux ou en quatre, roulés, tachés, usés par le temps et une mauvaise conservation, ils ont été remis à plat avant de pouvoir être numérisés.



Billets de captivité de Billets de Jacqueline Pery d'Alincourt (72A/3640).



© Archives nationales/atelier de photographie

Cela eut pour conséquence directe de réfléchir au processus de numérisation à mettre en place.

Le travail a mobilisé une restauratrice et un photographe. La numérisation s'est faite sur un scanner de très haute qualité Métis DRS A0. La restauratrice manipulait les documents, tandis que le photographe pilotait le scanner, cette répartition des tâches limitant ainsi la prise de risque compte tenu de la fragilité des billets.

La transparence des billets a nécessité de faire un choix pour opérer : le fond blanc habituellement

utilisé renforçait cette transparence et les écrits, de part en part des billets, se confondaient, rendant leur lecture quasi impossible. Le choix s'est donc porté sur un fond gris d'une densité très proche des écrits, ces derniers disparaissant alors dans le fond et rendant possible la lisibilité de la surface scannée. L'aspect général alors plus terne que sur un fond blanc est un compromis inévitable mais pertinent pour une bonne perception des documents au regard de leur charge historique et émotionnelle.

◇ Registres des pièces du procès de Marie-Antoinette

Il s'agit, d'une part, du registre du procès de Marie-Antoinette devant le Tribunal révolutionnaire (AE/1/5/18) et, d'autre part, d'une plaquette contenant plusieurs pièces intitulées : Affaire Michonis, Dutilleul, Leboeuf et autres, contenant les interrogatoires subis par Marie-Antoinette dans l'affaire de l'œillet (AE/1/5/19).

Ces deux registres contiennent des documents montés sur onglets ou sous Mylar et rassemblent des feuillets fragiles, de différentes dimensions et typologies, des imprimés annotés d'écritures manuscrites.

La numérisation a été faite à 300 dpi avec un boîtier Phase One et un dos numérique de 80 mégapixels, selon une méthode qui a nécessité un travail minutieux de mise en place de chacune de ces pièces précieuses et très fragiles, avec l'utilisation systéma-

tique de caches en papier de teinte blanche pour isoler chaque pièce du registre (numérisation recto et verso de chaque page).

Chaque registre a été disposé sur un porte-livre motorisé avec plateaux compensateurs : les documents dont le format est très variable ont été amenés en contact avec pression modérée sous une vitre non teintée extra-blanche, afin d'en garantir la colorimétrie et la planéité pendant la numérisation. Le calage des documents sous la vitre s'est fait progressivement, avec grande vigilance pour ajuster au mieux les tensions mécaniques.

En fonction de l'aspect particulier et de la matérialité des sujets, l'éclairage a été mis en place de manière symétrique de part et d'autre de l'objet, avec deux flashes de puissance égale pour des sujets sans reliefs, ou bien alors asymétriques afin de mieux rendre le modelé de timbres secs ou des cachets.

Au total, 503 vues ont été réalisées.



© Archives nationales/atelier de photographie

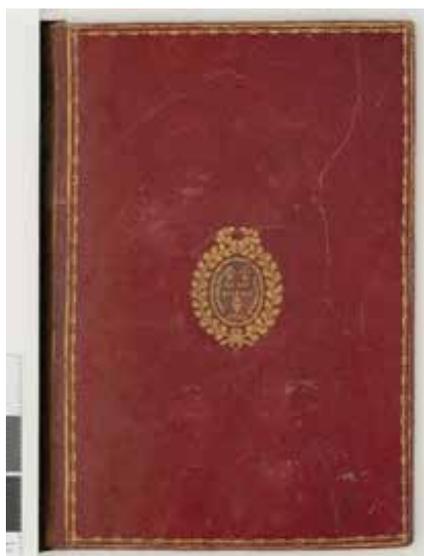
◇ Registre des procès verbaux des séances des députés des communes au Jeu de Paume (1789)

Ce registre (AE/1/5/3bis) a été numérisé avec un boîtier Phase One et un dos numérique de 80 mégapixels, avec une résolution de 300 dpi d'après le document original. La difficulté a porté sur la manipulation et l'ouverture du document. La reliure en cuir moderne très serrée qui rassemble ces écrits ne permettait pas une ouverture à 180° et les écritures prises dans le creux central du registre n'étaient pas lisibles. Cette difficulté, inhérente à certains registres, nécessite une attention et un soin tout particuliers dans la mise en place sur un porte-livre motorisé afin de ménager l'objet et de restituer au mieux la planéité des pages. La géo-

métrie du registre et la lisibilité des textes doivent être restitués dans les images, sans créer de tensions mécaniques pour respecter la conservation de l'original.

Lorsque les reliures ont une ouverture partielle, la restitution de la géométrie des pages est délicate : ce registre numérisé page à page démontre donc un léger dégradé de lumière dans le centre de l'ouvrage restitué quasiment sans déformation.

La numérisation des plats supérieurs, inférieurs et du dos de la reliure qui comporte des cartouches avec des dorures en relief a nécessité un éclairage asymétrique, contrairement à l'ensemble des pages du registre dont la répartition de la lumière nécessitait une symétrie des sources lumineuses.



© Archives nationales/atelier de photographie

◇ Collection de caricatures d'Armand Fallières

La collection de caricatures d'Armand Fallières (AB/XIX/5581) est constituée d'un ensemble de documents de petits formats unitaires et livres, issus de divers procédés graphiques : cartes postales parfois colorisées à l'encre ou à l'aquarelle, estampes, dessins de presse, photographies de figurines.

Cet ensemble original (304 documents) a été numérisé à 600 dpi avec un boîtier Phase One équipé d'un dos numérique matriciel de 80 mégapixels. Les documents ont été disposés sur un porte-livre motorisé muni d'un plateau compensateur avec vitre, adapté aux documents d'archives.

La nature spécifique des documents a tout d'abord entraîné un travail d'observation aigu des originaux afin de proposer un éclairage optimal adapté et variable, pour valoriser leurs caractéristiques et optimiser leur netteté : trames des procédés d'impression, reliefs chromatiques, miroirs d'argent, rendus des encres et des gouaches.

Chaque document unitaire est disposé sur un fond en papier Canson blanc avec une échelle centimétrique et une charte de couleurs.



© Archives nationales/atelier de photographie

Focus sur les reportages et les tournages réalisés par l'atelier de photographie

◇ Site de Fontainebleau des Archives nationales

L'atelier photographique a été sollicité pour réaliser un travail mémoriel sur le site de Fontainebleau des Archives nationales avant sa fermeture définitive.

Le corpus ainsi constitué autour des architectures, des espaces intérieurs et de certains objets emblématiques ou insolites, mais aussi des derniers agents travaillant sur le site, est structuré par des approches personnelles et subjectives, mais respectueuses de ce lieu chargé d'une mémoire encore vive des Archives nationales.



Site des Archives nationales de Fontainebleau
Photographies de Nicolas Cantin

Arrivée du dernier camion de transfert des fonds de Fontainebleau le 29 juin 2022.



Photographie Stéphane Méziache



En complément des campagnes photographiques, des tournages ont été réalisés pour alimenter ce projet mémoriel, portant à la fois sur les lieux et sur les agents de l'équipe de restructuration. Un premier film de 20 minutes, intitulé « Les derniers kilomètres linéaires », retrace la fin du déménagement des archives vers Pierrefitte-sur-Seine.

Un second film à venir, plus long et documentaire, détaillera l'histoire du site bellifontain à partir d'entretiens.



◇ Tournage pour l'exposition *Louis XVI, Marie-Antoinette et la Révolution. La famille royale aux Tuileries (1789-1792)*

Il s'est agi de mettre en images la correspondance chiffrée entre Marie-Antoinette et le comte de Fersen, joués par des personnels des Archives nationales. Le film, d'une durée de 7 mn, intitulé « Les lettres de Marie-Antoinette à Fersen. Chiffrement, déchiffrement, caviardage, dé-caviardage » a été projeté au sein du parcours de l'exposition.



Tournage, montage Nicolas Dion

**CHIFFRES CLÉS DE LA
NUMÉRISATION**

**Nombre de vues
réalisées : 1 280 458**
**Nombre de vues
(pages et images) mises
en ligne sur Internet
depuis le début des
opérations de mise
en ligne : 11 millions**

**RESTAURATION ET PRÉSERVATION
DES ARCHIVES AUDIOVISUELLES**

Intégré au département de l'Image et du Son depuis septembre 2021, l'atelier audiovisuel mène plusieurs missions complémentaires à partir des fonds d'archives des Archives nationales ou à partir de tournages contemporains :

- ◇ il participe à la préservation et à la pérennisation des supports audiovisuels analogiques, en lien avec le service de la conservation préventive et le département de l'Administration des données ;
- ◇ il numérise, à la demande de lecteurs, réalisateurs, responsables de fonds, des documents conservés sur des supports analogiques audio ou vidéo (355 fichiers réalisés) ;

- ◇ il a mis en œuvre un chantier de sauvegarde de diaporamas sonores, en collaboration avec l'atelier de photographie, par la numérisation de carrousels de diapositives et de bandes audio et la synchronisation de l'image et du son, afin de rendre vie à ces montages issus des fonds du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ;
- ◇ il valorise les archives audiovisuelles numérisées, par des montages pour les activités scientifiques et culturelles, comme le cycle de conférences *Retour aux Sources. Pas si bêtes ! Une histoire des animaux* ;



L'Hélice chagrinée ou Escargot commun, Cinéma-thèque de l'Agriculture, 20000460/44.

- ◇ il participe aux campagnes de collecte d'archives orales pour alimenter des projets tels que *Terrains d'aventure du passé/pour l'avenir* (Tapla) mené par le département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales ;
- ◇ il réalise des captations, tournages et montages pour les expositions, conférences, journées d'étude et colloques : plus de 20 films réalisés.



Profession Oreilletier, une présentation de Thierry Pin pour la Collection Histoire d'archives, mars 2022. Images José Albertini et montage John Petit-Jean.

Les principales actions de restauration et de sauvetage ont porté sur : les cinémathèques du ministère de l'Agriculture et de l'École des parents et de l'éducation ; du ministère de l'Écologie, du musée national des Arts et Traditions populaires, le fonds du Bicentenaire de la Révolution, les archives sonores des entretiens et discours des présidents Charles de Gaulle et Georges Pompidou, campagne d'archives orales des habitants autour des abattoirs de La Villette (Paris).

Un total de 696 heures d'archives audiovisuelles a été numérisé.

PÉRENNISATION DES ARCHIVES NATIVEMENT NUMÉRIQUES

L'**objectif 22** de la stratégie, porté par le département de l'Administration des données, s'est concrétisé, tout d'abord, par l'achèvement de la reprise automatisée des données statistiques des ministères et opérateurs dont les versements dans le SIA numérique avaient commencé en 2021 (14 enquêtes INSEE, 15 enquêtes INED, 6 enquêtes Agriculture, 8 enquêtes Équipement/Transports, 6 enquêtes Industrie, 4 enquêtes mi-

nistères chargés des Affaires sociales, 2 enquêtes Culture, 4 enquêtes Services du Premier ministre, 2 enquêtes INPI, 1 enquête de la direction du Tourisme du secrétariat d'État chargé du Tourisme) et, d'autre part, avec la poursuite de la reprise manuelle (ministère de l'Agriculture, de l'Éducation nationale avec les enquêtes d'évaluation pédagogiques, application SIRENE de l'INSEE).

Ce département a également travaillé sur la méthodologie de la pérennisation par la mise à jour et la publication de la politique des formats des Archives nationales, sur le site institutionnel (espace professionnel), la conduite d'une réflexion sur les métadonnées permettant de décrire et de pérenniser les archives audiovisuelles, la participation aux réflexions sur la pérennisation des vidéos des procès filmés, l'expérimentation sur les fichiers corrompus, leur restauration et leur ingestion dans VITAM.

Il effectue aussi une veille sur les publications en ligne de l'*Open Preservation Foundation*, participe, en tant que membre permanent, aux travaux de la Cellule nationale de veille sur les formats [CNVF] ainsi qu'aux travaux du comité SEDA et du groupe VITAM.

OUVERTURE

DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE AUX PUBLICS

Relations avec les usagers, enquêtes

Actions globales d'amélioration et de simplification du service, modalités de renouvellement des relations avec les publics

Pour la première fois aux Archives nationales, une enquête de satisfaction a été menée auprès des lecteurs du 23 mai au 5 août 2022, avec 212 répondants sur site et en ligne. Satisfaits de l'accueil offert et des matériels mis à disposition (archives numérisées à disposition en salle, lecteurs numérisés de microfilms, scanners en libre accès utilisés, etc.), les répondants ont surtout souligné, pour la moitié d'entre eux, le manque ou l'insuffisance d'offre de restauration à Paris et à Pierrefitte-sur-Seine.

La volonté des Archives nationales d'améliorer l'accueil des usagers s'est traduite par leur participation au programme interministériel Services publics +, qu'elles ont rejoint dès mars 2022. À partir du diagnostic établi, quatre pistes d'amélioration continue, déclinées en actions concrètes, ont pu être dégagées :

- ◇ le maintien et la consolidation d'un haut niveau de qualité d'accueil et de pluralité de modes d'accès à nos services : déploiement de formations Services publics +, de formations internes en matière d'accueil de personnes en situation de handicap, réflexion sur les usages de notre solution technique en matière de téléphonie ;
- ◇ le renforcement de l'accessibilité à nos services numériques par le projet de refonte du site Internet, par l'amélioration de la visibilité par les usagers de l'avancée de l'instruction de leurs demandes ;

- ◇ le renforcement de l'écoute de nos usagers. Les Archives nationales ont été pionnières en la matière et ont très tôt mis en place un comité d'usagers. Dans le sillage de ce comité, il s'agit de mettre en place un comité d'écoute de l'expérience usagers. Des enquêtes de satisfaction usagers seront désormais conduites à échéance plus régulière afin de mesurer les évolutions des attentes du public dans le temps ;

- ◇ la mise en place de démarches d'éco-responsabilité en matière d'accueil du public.

Enfin, l'année 2022 a également été marquée par la reprise de la Journée des étudiants, le 11 octobre. Organisée sur les deux sites, elle a permis d'accueillir 175 étudiants, en groupes ou en individuels et, pour la première fois, à distance lors de webinaires présentés depuis Pierrefitte-sur-Seine.

Accès aux documents

Liens stratégie : Objectif 1, 2, 3

CONSULTATIONS EN SALLES DE LECTURE

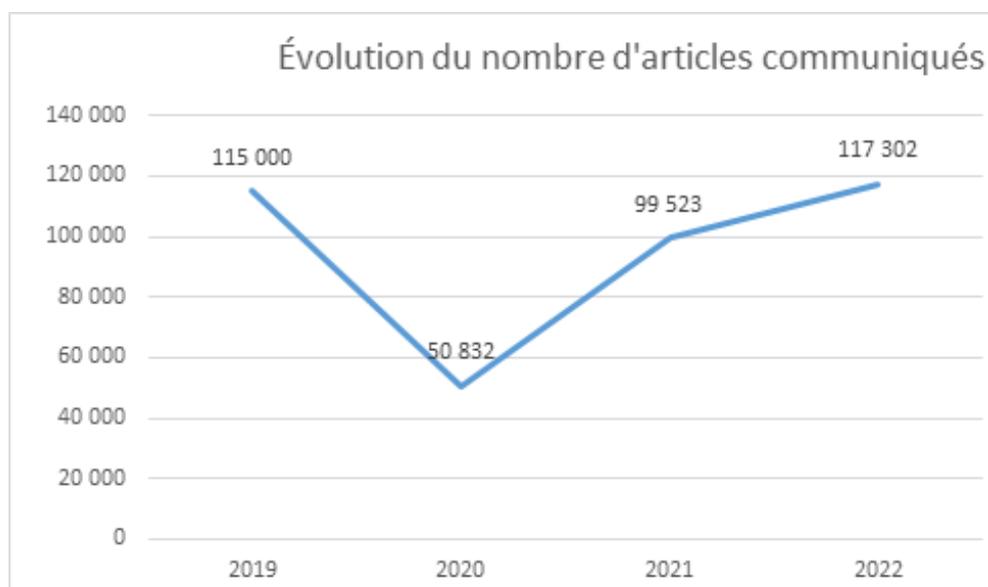
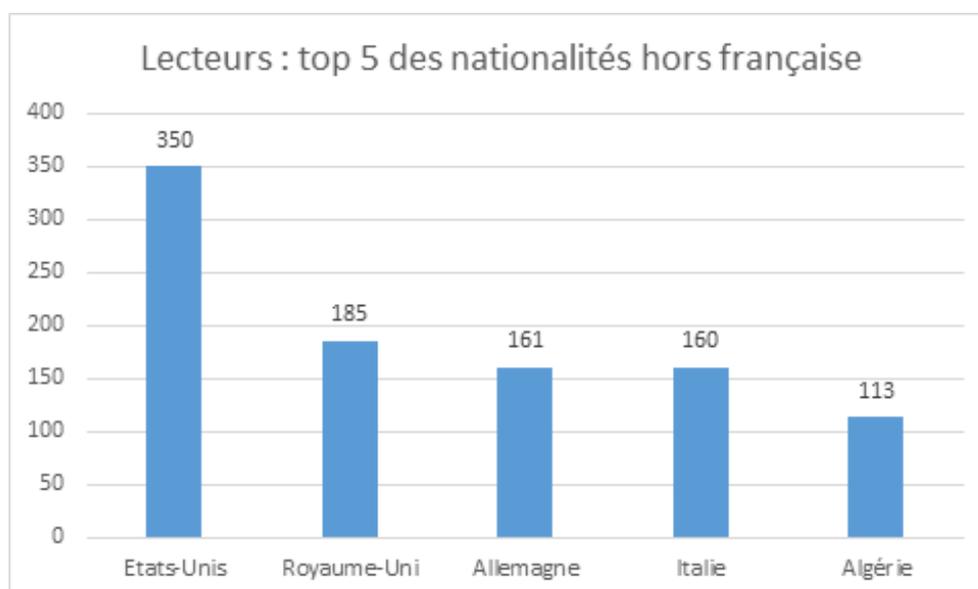
En 2022, la hausse de la fréquentation des salles de lecture s'est poursuivie, avec un total de 7 237 lecteurs différents, ce qui constitue une augmentation de 26 points par rapport à 2021 et représente près de 97 % du lectorat de l'année 2019 (avant l'épidémie de Covid-19).

Les lecteurs des Archives nationales, tous sites confondus, sont issus de 83 nationalités différentes. Les Français représentent 85,5 % des lec-

teurs et les étrangers 14,5 %. Parmi les lecteurs français, 70 % proviennent de la région parisienne et 30 % des autres départements français métropolitains ou ultra-marins.

Ce classement est conforme à celui des périodes avant la pandémie. On constate une seule modification : l'Algérie a remplacé le Canada qui n'apparaît plus dans le top 5.

Le nombre des consultations a crû dans une proportion importante, elle aussi, puisque les 117 302 cartons, registres, microfilms et dossiers effectivement communiqués représentent une augmentation de 18 points par rapport à 2021 (99 523) et dépassent le chiffre de 2019 de 2 points (115 210).

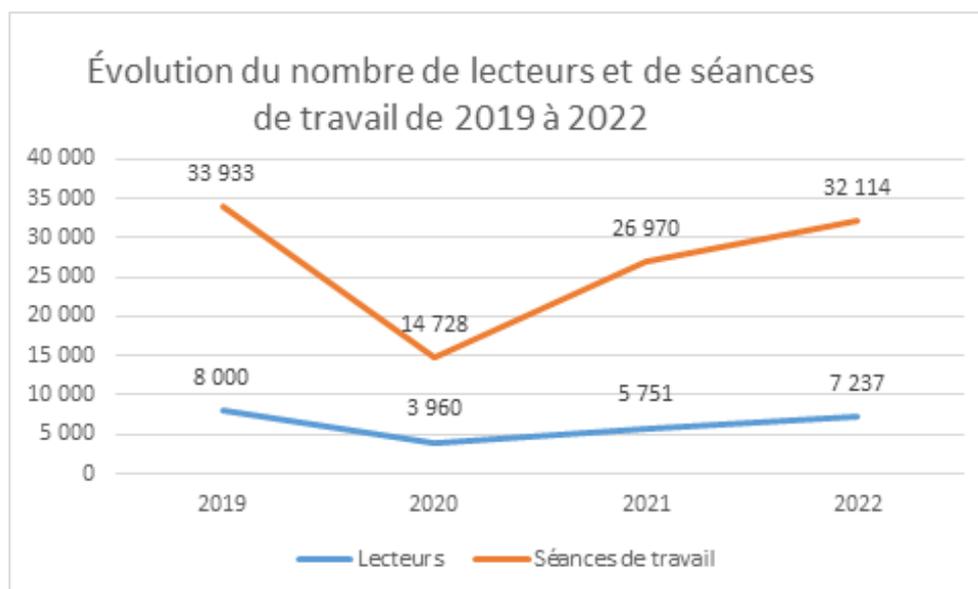


La fréquentation s'est donc stabilisée, permettant d'espérer que les publics de province et de l'étranger reviennent au niveau de présence qui était leur avant 2020. Précisons que le mode de commande privilégié par la majorité des lecteurs reste la réservation à distance des documents puisque 59 % des communications faites à Paris et 64,5 % de celles faites à Pierrefitte-sur-Seine résultent de réservations préalables.

En parallèle, l'activité de réponse aux demandes de recherche et de reproduction reste au haut niveau qui est la sienne depuis deux années. Un total de 9 873 demandes de recherche a été traité (contre 8 500 en 2020 et 8 704 en 2021), auxquelles s'ajoutent 4 476 réponses aux demandes diverses parvenues par la boîte de messagerie Contact relevée quotidiennement. Les usagers continuent également à demander de très nombreuses reproductions à distance : les 8 907 demandes traitées constituent une très légère baisse de 6,5 points par rapport aux opérations effectuées en 2021 (9 525). La mesure de l'activité par site témoigne de cette tendance qui est plus marquée à Paris qu'à Pier-

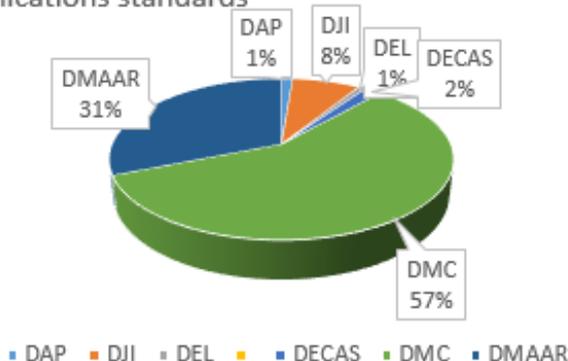
refitte-sur-Seine. En effet, 2 200 lecteurs ont fréquenté le site parisien pour 14 357 séances de travail et 56 171 documents communiqués (45 368 originaux et 10 803 bobines de microfilm), soit une hausse de 8 points des communications par rapport à l'année 2019. Le nombre de demandes de recherche traitées par la direction des Publics est resté stable (3 847 recherches traitées), mais le nombre de demandes de reproduction de documents s'est accru, avec une augmentation de 5 points (3 153 contre 2 093 en 2021).

Parallèlement, 5 037 lecteurs ont fréquenté le site pierrefittois, pour 18 250 séances de travail et 61 131 documents communiqués (55 012 originaux et 6 119 bobines de microfilm), soit, à 3 % près, le chiffre de communications de l'année 2019. Le niveau de demandes de recherche traitées par la direction des Publics a fléchi, avec une petite baisse de 8 points (4 323 contre 4 714 en 2021), et les demandes de reproduction de documents ont baissé elles aussi de 11 points (5 754 contre 6 404 en 2021).



En 2022, les Archives nationales ont effectué 117 302 communications en salle de lecture sur les sites de Pierrefitte-sur-Seine et de Paris, tous types de communications confondus. Le département du Minutier central a effectué un peu moins d'un tiers des communication (28 %), les départements de la Justice et de l'Intérieur, de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales un peu moins d'un cinquième chacun (17 %), le département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime 15 % et le département de l'Exécutif et du Législatif 11 %, les départements de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture et celui des Archives privées chacun 6 %.

Communications standards

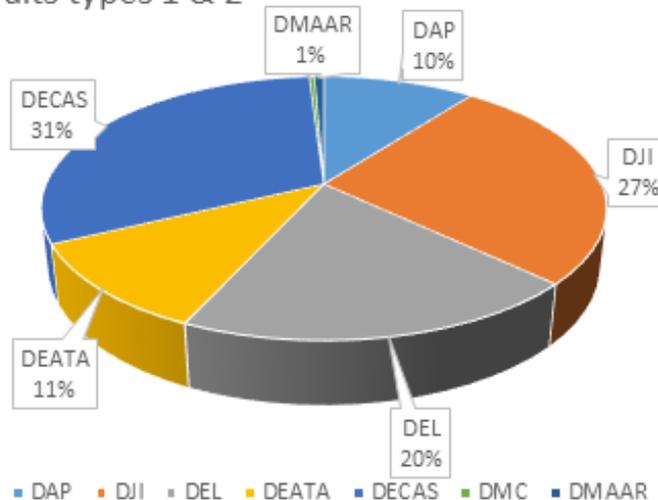


Si l'on considère les communications standards, elles sont principalement assurées par les départements parisiens de la direction des Fonds, le Minutier central en effectuant 57 % des 51 602 et le département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime 31 %, le reste se répartissant entre les différents départements pierrefittois.

Il convient de noter que les travaux sur le bâtiment Chamson (site de Paris) ont nécessité, durant deux mois, la fermeture totale à la communication de tous les cartons contenus dans le bâtiment Sud, soit 1,2 kml, dont les deux tiers sont des minutes anciennes très communiquées.

En revanche, les deux départements parisiens n'effectuent quasiment pas de communications par extraits de type 1 ou 2, les départements de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales en assurant 31 %, le département de la Justice et de l'Intérieur 27 %, le département de l'Exécutif et du Législatif 20 %, le département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture 11 % et celui des Archives privées 10 %.

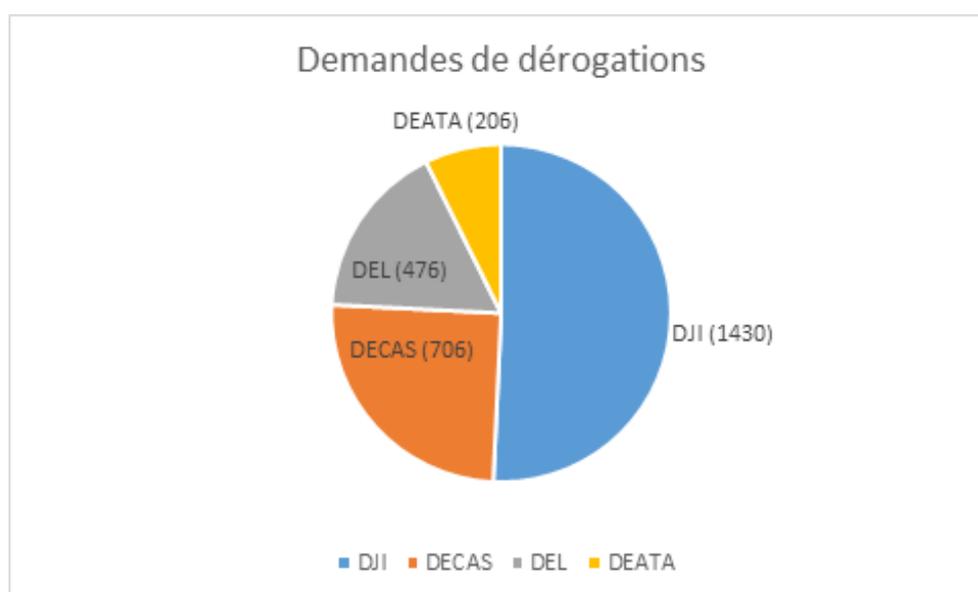
Extraits types 1 & 2



ACCÈS PAR DÉROGATION ET AUTORISATION

Accès par dérogation

2 818 demandes de dérogation ont été formulées sur des fonds des Archives nationales en 2022. Ces demandes ont très majoritairement porté sur des fonds du département de la Justice et de l'Intérieur qui représente 51 % des demandes, suivi par le département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales (25 %), le département de l'Exécutif et du Législatif (17 %) et enfin le département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture (7 %).



Pour le département de la Justice et de l'Intérieur, le nombre de demandes de dérogation a augmenté de 14 % par rapport à 2021 avec 1 430 demandes formulées contre 1 254 en 2021.

866 articles ont fait l'objet d'une clôture sans suite. 1 756 articles ont reçu un accord, 139 dossiers ont fait l'objet d'un accord, 155 articles ou dossiers ont obtenu un accord partiel et 102 articles ou dossiers ont reçu un avis négatif.

L'année 2022 a renforcé le constat d'une hausse significative des délais de prise en charge des demandes par les services producteurs du ministère de l'Intérieur. Il est fréquent que les réponses mettent plus de six mois à parvenir aux Archives nationales.

Le nombre de demandes de dérogation au sein du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales (706) a très fortement augmenté par rapport à 2021 (481), soit 46 % d'augmentation, dépassant largement leur niveau de 2019 (486). Cette hausse a concerné les fonds Éducation-Recherche, certains versements de dossiers de carrière du CNRS transférés de Fontainebleau ayant suscité en particulier un volume important de demandes.

476 demandes d'accès par dérogation sont arrivées au département de l'Exécutif et du Législatif en 2022. L'effort de rattrapage du retard dû au manque de personnel pour instruire les demandes et aux divers épisodes de confinement s'est poursuivi : ont ainsi été traitées 22 demandes antérieures à 2020 et 53 demandes datant des années 2020-2021. Au total, ce sont 1 405 articles qui ont fait l'objet d'une instruction. Plus de 75 % des demandes aboutissent à un accord ou à un accord partiel. La plupart du temps, le producteur suit l'avis proposé par le département.

S'agissant du département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture, 206 demandes ont été présentées par les lecteurs en 2022, très généralement pour un article à chaque demande. 108 ont été clôturées, 49 clôturées sans suite et 49 sont en cours. 23 refus ont concerné 4 dossiers pour des demandes faites en 2020, 16 dossiers pour des demandes de 2021 et 3 dossiers pour des demandes de 2022.

Très majoritairement les refus concernent des demandes relatives aux questions nucléaires.

Le département des Archives privées a instruit 50 demandes de consultation par dérogation en 2022. 26 d'entre elles ont été transmises aux services producteurs concernés. Parmi ces demandes, une a reçu un accord de consultation sans droit de reproduction et 13 ont obtenu un accord avec droit de reproduction. Plus de la moitié des demandes transmises ont donc obtenu une réponse positive. 4 demandes se sont révélées sans objet car elles portaient sur des fonds désormais librement communicables. Par ailleurs, 20 demandes ont été clôturées sans suite car il s'est avéré que les documents demandés étaient de nature privée. Par conséquent, 40 % des demandes de dérogation ont été transformées en demande d'autorisation de consultation d'archives privées. Enfin, à ce jour, 6 demandes sont toujours en attente de réponse de la part du ministère de l'Intérieur.

Accès par autorisation

44,5 % des articles communiqués au département des Archives privées en 2022 l'ont été à la suite d'une levée de restriction (autorisation, dérogation, consultation exceptionnelle, extrait). Les 786 demandes d'autorisation reçues ont concerné 324 cotes. Compte tenu du temps nécessaire au

traitement de ces levées de restriction, le département s'efforce de limiter les clauses restrictives dans les conventions accompagnant les nouvelles entrées et de revoir les conventions anciennes.

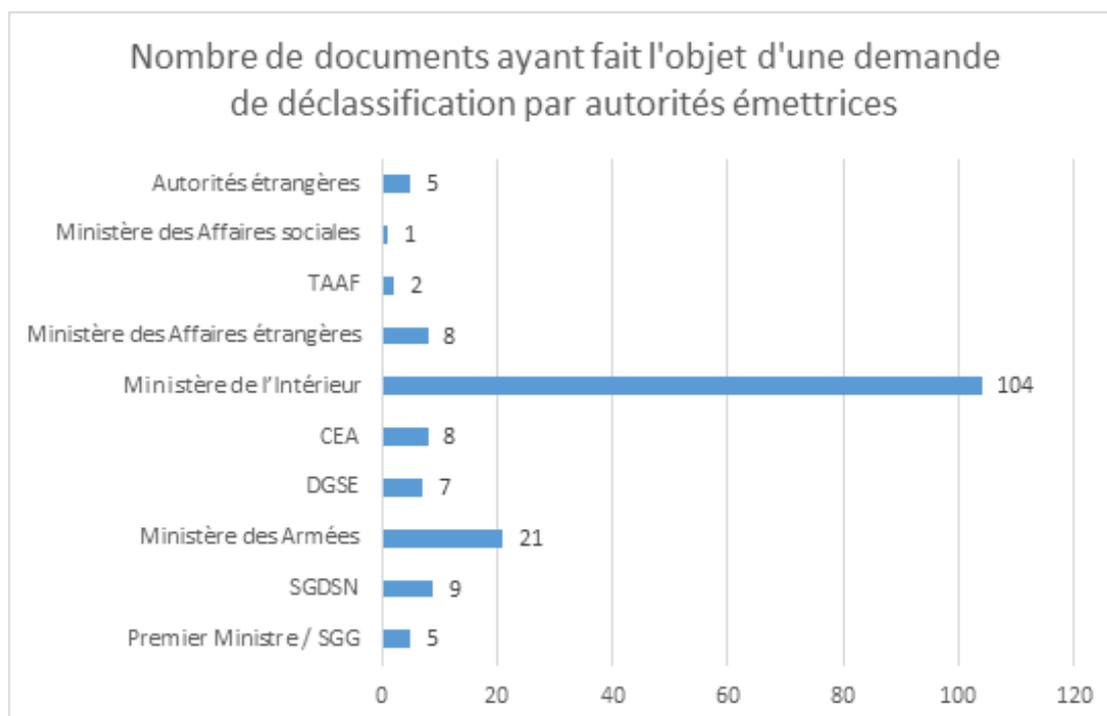
Par ailleurs, les anciennes conventions ne comprennent pas toujours la clause d'instruction des demandes par les Archives nationales en cas de non-réponse au bout d'un délai de trois mois et quelques particuliers mettent un délai très long à répondre aux demandes adressées par les Archives nationales (six mois à un an).

La renégociation des conventions de dépôt est cependant un objectif délicat à mener, car très souvent les interlocuteurs des Archives nationales ne sont plus les déposants mais leurs ayants droit (veuve ou enfants) qui ne souhaitent pas, peut-être par respect pour le défunt, toucher aux clauses initiales du contrat.

Déclassifications

Lien Stratégie : Objectif 17

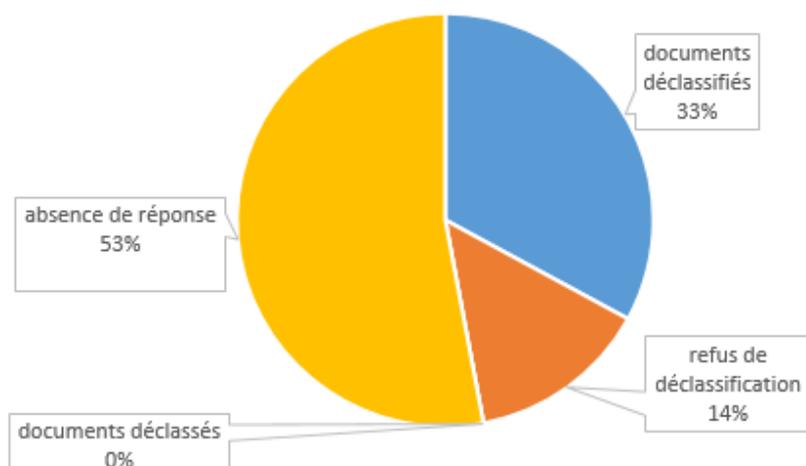
En 2022, les Archives nationales ont formulé 39 demandes de déclassification portant sur 170 documents, principalement auprès du ministère de l'Intérieur (104 documents) et du ministère des Armées (21 documents) qui totalisent 73,5 % des documents signalés.



Le ministère de l'Intérieur constitue toujours la première autorité émettrice saisie en termes de nombre de documents dont la déclassification a été demandée (61 %). La deuxième autorité est le ministère des Armées (12 %), 5 % des documents signalés ont été émis par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale [SGDSN] et 3 % par le Secrétariat général du gouvernement [SGG] et les services du Premier ministre.

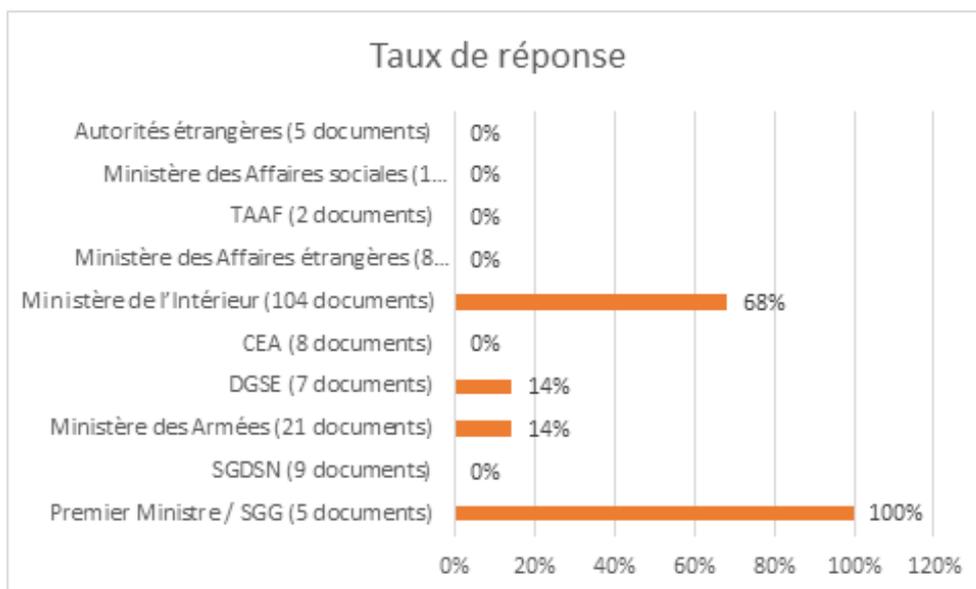
84,7 % des documents sont conservés par le département de la Justice et de l'Intérieur, 11,2 % par le département des Archives privées, 3,5 % par le département de l'Exécutif et du Législatif, et les autres documents se trouvent dans les fonds du département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture. Le département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales n'a pas fait de demande de déclassification.

Traitement des demandes de déclassification



56 documents ont été déclassifiés et 24 documents ont fait l'objet d'un refus de déclassification. Aucun document n'a été déclassé, c'est-à-dire a eu son niveau de classification abaissé. Ce sont donc 47 % des documents concernés par les saisines qui ont fait l'objet d'une décision : 33 % des documents signalés ont été déclassifiés, 14 % ont fait l'objet d'un refus de déclassification. 53 % des documents signalés n'ont fait l'objet d'aucune décision. L'absence de réponse des autorités émettrices saisies pour plus de la moitié des documents signalés demeure préoccupante.

Si l'on examine le taux de réponse des autorités saisies, on constate que sur les 10 cas, 6 d'entre elles n'ont apporté aucune réponse, les services du Premier ministre ont répondu à 100 % des demandes faites, le ministère de l'Intérieur à 68 %, la Direction générale de la sécurité extérieure [DGSE] et le ministère des Armées à 14 %.



Sur le plan des décisions, le SGG et les services du Premier ministre ont répondu à l'intégralité des demandes en prononçant une déclassification. Le ministère de l'Intérieur a répondu à une partie des demandes en déclassifiant 51 documents (soit 48,6 % des documents signalés) et en refusant la déclassification de 20 documents (soit 19 % des documents signalés). Le ministère des Armées a également répondu à une petite partie des demandes en refusant la déclassification de 4 documents dont un relevant de la DGSE. Le SGDSN, le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Affaires sociales n'ont pas répondu aux demandes les concernant. Par ailleurs, le travail se poursuit pour mettre en œuvre les dispositions de la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement qui posent le principe de la déclassification de facto des documents couverts par le secret de la défense nationale à l'is-

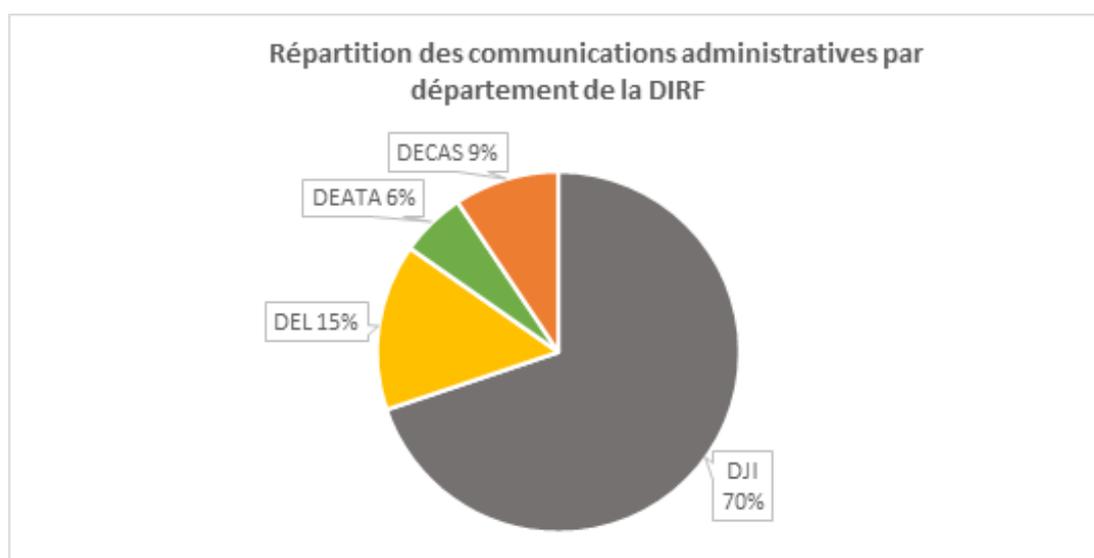
sue d'un délai de 50 ans. Il s'agit de permettre la communication de documents désormais déclassifiés, tout en identifiant les documents qui relèvent des exceptions (installations et ouvrages nucléaires, procédures opérationnelles des services de renseignement ou de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes impliquées dans des activités de renseignement), afin de respecter les exigences constitutionnelles inhérentes à la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la Nation comme celles relatives à l'exercice du droit d'accès aux documents d'archives publiques.

Ainsi, fin 2022, près de 15 000 articles ont fait l'objet d'un examen attentif, soit 3,1 kilomètres linéaires d'archives. Seuls 308 articles ont été identifiés comme entrant dans le champ des exceptions.

COMMUNICATIONS ADMINISTRATIVES

On note un total de 4 856 demandes de communications administratives en 2022 pour les quatre départements pierrefittois concernés. La majeure partie est traitée par le département de la Justice

et de l'Intérieur : 3 391 communications sont recensées, ce qui représente 70 % de l'ensemble des communications administratives. On constate une hausse de 17 % pour ce département par rapport à l'année dernière.



Effet évident de la prise en charge des fonds transférés de Fontainebleau, et plus particulièrement des dossiers de demande de naturalisation, le nombre de communications à destination des administrations continue à augmenter depuis 2018 : 1 349 en 2018, 2 762 en 2021 et 3 391 en 2022.

Pour le département de la Justice et de l'Intérieur, il convient de noter que 62 % des communications administratives portent sur les dossiers de demande de naturalisation, soit 2 108 sur 3 390 (1 982 communications sur 2 762 en 2021, soit 55 %, et 49,6 % en 2020).

Les communications administratives sont encadrées par des quotas depuis 2018 et l'ouverture à la communication des premiers fonds transférés de Fontainebleau. Ces quotas permettent néanmoins aux administrations de formuler des demandes urgentes hors quota. Ce type de demandes vient principalement de la sous-direction de l'accès à la nationalité française [SDANF], mais aussi du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice.

Initialement fixé à 40 articles pour la SDANF, 20 articles pour le ministère de l'Intérieur, 10 articles pour le ministère de la Justice, ce quota avait été réévalué en octobre 2021 à la demande de la SDANF pour monter à 60 dossiers par semaine. En mars 2022, ce quota a été fixé à 70 dossiers par semaine, il a donc été presque doublé entre 2021 et 2022.

Le volume des demandes de communications administratives du département de l'Exécutif et du Législatif [DEL] a fortement augmenté en 2022 : celles-ci représentaient en effet 15 % des communications contre 5 % en 2021. Cet accroissement est dû principalement aux demandes du Conseil d'État et de la Cour des comptes. Le nombre des

cotes demandées a aussi crû : pour les seuls Conseil d'État et Cour des comptes, il est passé de 136 en 2021 à 467 en 2022, soit plus du triple.

Au sein du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales [DECAS], le volume des communications administratives a retrouvé son niveau de 2019, même si la part de ce département s'est encore réduite (9 % contre 11,5 % en 2021 et 17 % en 2020). La hausse sensible qui était envisagée pour 2022 du fait de l'achèvement des transferts de Fontainebleau ne s'est pas concrétisée. La part du département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture s'élève à 284 communications soit 6 % de l'ensemble des communications administratives pierrefittoises.

À Paris, le Minutier central des notaires a instruit en 2022 un nombre record de demandes de copies d'actes émanant des études notariales, le département ayant fait le choix de ne plus leur communiquer d'originaux : 1 427 demandes instruites (1 222 en 2021), dont 1 214 ont donné lieu à une recherche effective ; 1 015 copies d'actes (879 en 2021) et 21 286 vues créées (17 643 en 2021) soit une augmentation de 21 %.

Les premières demandes de transmission de pièces par communication administrative dématérialisée ont été enregistrées en 2022 au sein du département de la Justice et de l'Intérieur, en particulier à l'attention de la Cour nationale du droit d'asile [CNDA], de la Cour de cassation et de la sous-direction de l'accès à la nationalité française [SDANF].

Diffuser sur Internet

SALLE DES INVENTAIRES VIRTUELLE ET SITE INTERNET

Les Archives nationales disposent de deux sites en ligne, l'un présentant l'institution et ses activités (www.archivesnationales.culture.gouv.fr), l'autre dédié à la recherche dans les fonds d'archives.

Avec 13 526 712 pages vues en 2022, le site Internet institutionnel reste le point d'entrée privilégié pour s'informer sur les activités et les actualités de l'institution. En lien avec les commémorations nationales, quatre dossiers monographiques ont été réalisés et mis en ligne, donnant lieu à la valorisation des documents d'archives en lien avec les anniversaires de Jean-François Champollion, de l'abbé Suger, de Molière ou encore du massacre de la Saint-Barthélemy.

Au titre des évolutions notables, les pages dédiées aux expositions ont été revues pour présenter une trame commune facilitant le repérage des informations pratiques. La mise en place de formulaires ac-

cessibles depuis le site Internet a également permis une gestion simplifiée des inscriptions aux événements organisés par les Archives nationales et l'enrichissement de la base de contacts, avec la possibilité de les qualifier avec un ou des thèmes en lien avec leurs centres d'intérêt.

Enfin, 2022 marque le lancement du chantier de refonte du site Institutionnel. Le travail de réflexion a débuté à l'automne avec la mise en place des différentes instances (comité de pilotage, comité de suivi, comité éditorial) et l'élaboration d'une feuille de route avec l'objectif d'une sortie de la nouvelle version du site Internet au premier semestre 2024.

En 2022, la fréquentation de la salle des inventaires virtuelle (www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr) est restée stable avec plus de sept millions de pages vues.

Les instruments de recherche des Archives nationales sont également publiés (avec lien vers la SIV) sur le portail FranceArchives.fr, agrégateur national des instruments de recherche des services d'archives français qui utilise la technologie du web de données.

Quelques chiffres sur les ressources en ligne dans la salle des inventaires virtuelle

NOMBRE D'INSTRUMENTS DE RECHERCHE PUBLIES EN LIGNE (SIV)	
Nombre d'inventaires	29 154
Nombre d'unités de description	9 537 393
Nombre de notices producteurs	16 125
NOMBRE D'IMAGES NUMERISEES ACCESSIBLES DEPUIS LA SIV	
Nombre d'images chargées dans la bibliothèque numérique du SIA en 2022	1 066 306
Nombre d'images publiées en 2022	753 084
Nombre total d'images publiées en SIV au 31/12/2022	4 899 866

LES MÉDIAS SOCIAUX AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DES ARCHIVES NATIONALES

En 2022, un important travail d'analyse et de ciblage a été réalisé afin d'affiner la présence des Archives nationales sur chaque réseau et, ainsi, gagner en visibilité auprès des différentes communautés. Cela s'est traduit par une clarification des messages et des contenus en fonction des cibles identifiées (et de leurs besoins) pour chaque réseau. À ce titre, la montée en puissance des média vidéo a encouragé une partition éditoriale entre la chaîne Dailymotion (11 000 vues), à présent dédiée à la diffusion de l'information scientifique, et la chaîne YouTube (30 000 vues), orientée vers la valorisation de l'institution et de l'actualité des projets et des actions artistiques et culturelles.

Avec plus de 25 000 abonnés, l'audience de la page Facebook progresse de 10 points par rapport à 2021. Chaque jour, en lien avec l'actualité, la mise en ligne de documents numérisés inédits comme l'instrument de recherche du fonds d'archives de Gisèle Halimi ou l'acquisition du registre de compte de l'argenterie d'Anne de Beaujeu, donne à voir la variété des fonds conservés.

Twitter illustre le mieux le travail de ciblage opéré vers les publics spécifiques. Avec plus de 42 000 abonnés, en progression de 25 % par rapport à 2021, les Archives nationales affirment leur positionnement d'institution référente et s'inscrivent dans les temps forts de la communauté en participant notamment à la Museumweek, à la

Journée internationale des Archives ou encore au Challenge AZ.

Notre compte Instagram rassemble désormais plus de 7 500 abonnés. Fondé sur une approche dynamique et visuelle, le traitement des expositions et des événements se veut ludique et offre un accès privilégié à des contenus inédits. Visite privée avec des influenceurs des hôtels de Soubise et de Rohan et concours autour des expositions constituent des leviers puissants auprès de nouveaux publics.

La « jeune » page LinkedIn (créée en 2021) totalise 5 300 abonnés, essentiellement des agents des Archives nationales et de très nombreux partenaires. Afin de poursuivre l'institutionnalisation de ce réseau, il s'agit à présent de faciliter et d'encourager son appropriation par les agents et favoriser les relais entre communautés professionnelles.

Wikimédia France : un partenariat ouvert

De nombreuses actions organisées avec Wikimédia France ont ponctué cette neuvième année de partenariat et ainsi démontré la dynamique de la communauté.

Au total, 1 946 documents librement réutilisables ont été téléversés sur la médiathèque Wikimédia Commons, dont 348 documents, en 2022. Parmi eux, 117 signatures de personnes illustres complètent un précédent téléversement¹. Depuis sa mise en ligne, la signature d'Alain Delon, présente sur l'encyclopédie Wikipédia (en 33 langues), a été consultée plus de 500 000 fois. En 2022, la totalité des documents téléversés par les Archives nationales a été vue plus de 5 millions de fois. Les

¹ https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Signatures_-_Archives_nationales

² [https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Plays_in_the_Archives_Nationales_\(France\)](https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Plays_in_the_Archives_Nationales_(France))

17 000 contributions à la base Wikidata ont également permis la collecte de données structurées et interopérables.

À noter également, la mise en ligne par la direction des Fonds (département de la Justice et l'Intérieur) de quatre manuscrits inédits de pièces de théâtre sur la plate-forme de transcription Wikisource² : *L'Orgueil puni*, de Julie Molé (1809) ; *La Justice au village*, d'Eugénie Niboyet (1837) ; *La Chanson de l'aubépin*, d'Amélie Perronnet (1877) ; *Le Premier Flirt de Loulou*, de Gyp (1905) dont trois ont été transcrits intégralement.

PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE, CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Liens stratégie : Objectifs 5, 6, 7

Action culturelle et éducative

En 2022, après deux années difficiles en termes d'accueil des publics et d'organisation des événements culturels, du fait de la crise sanitaire, la programmation des expositions a pu reprendre son cours normal, l'action éducative a retrouvé de la stabilité et les établissements scolaires ont renoué avec leurs sorties habituelles. Quant aux partenariats artistiques, ils ont été relancés de manière très dynamique lorsque la crise épidémique a faibli. Le désir de découverte des publics et leur souhait de sorties culturelles, réactivés de manière très rapide, se sont manifestés par de très bons chiffres de fréquentation des journées nationales (Nuit des musées, Journées européennes du patrimoine, Nuit blanche) qui ont attiré plus de 31 000 visiteurs au total, une première dans l'histoire des Archives nationales.

La fréquentation globale de l'année 2022 dans le domaine de l'action culturelle a dépassé la fréquentation d'avant la pandémie et atteint un niveau inconnu depuis 2017. Avec 181 339 visiteurs sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, au lieu de 83 000 en 2021, il s'agit d'une augmentation nette de 118 points. Ce haut niveau de fréquentation s'explique en premier lieu par l'adhésion du public au cycle des Essentiels, nouvelle formule d'exposition qui valorise un document iconique des Archives nationales, symbolisant une étape majeure de l'histoire de la République et de notre vie démocratique. Du 12 mai au 5 septembre l'exposition du décret d'abolition de l'esclavage de 1848 a ainsi reçu 54 300 visiteurs ; du 14 septembre 2022 au 9 janvier 2023, l'exposition de l'ordonnance de 1944 instituant le droit de vote des femmes en a reçu 52 000.

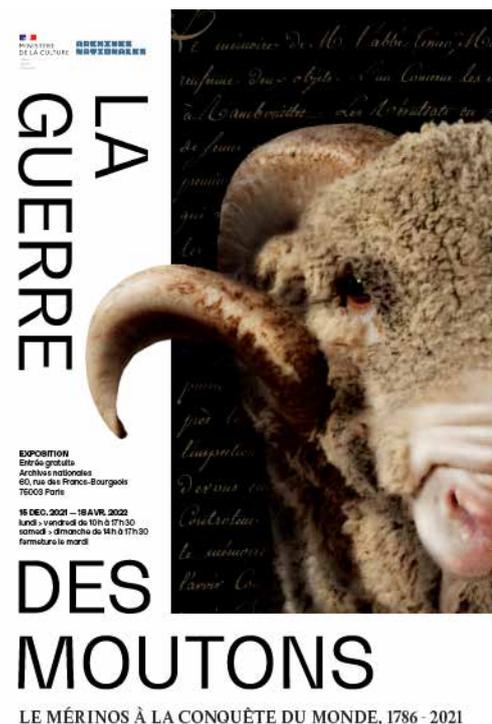
Enfin, les Archives nationales ont été à nouveau partenaires de la journée Wikimedia Culture et numérique, organisée le 26 avril 2022, à l'Institut national d'histoire de l'art [INHA], autour de la thématique de l'*Open content* et de la restitution du rapport open content auquel les Archives ont contribué.

EXPOSITIONS

La Guerre des moutons. Le mérinos à la conquête du monde (1786-2021)

(15 décembre 2021-18 avril 2022, Paris, hôtel de Soubise)

Cette exposition de grand format, présentée sur le site parisien des Archives nationales, a fait l'objet d'une convention de partenariat avec la Bergerie nationale de Rambouillet dont le fonds d'archives formait la ressource principale du parcours. À travers l'histoire de la Bergerie et de son troupeau de moutons mérinos, une guerre économique de plus de deux cents ans était évoquée par des pièces d'archives inédites, des objets et une iconographie exceptionnelle (gravures, aquarelles, photographies, tableaux d'échantillons de laine, etc.). L'exposition proposait un récit croisant les enjeux de l'élevage, de l'industrie, du commerce, de la science et de la diplomatie. Sa conception a été le fruit d'une longue recherche associant, pendant les trois années de sa préparation, historiens et spécialistes des sciences de l'animal. L'exposition a accueilli 32 100 visiteurs, ce qui représente une bonne fréquentation (en moyenne, 422 visiteurs par jour d'ouverture). L'ouvrage publié avec les éditions Gourcuff Gradenigo s'est particulièrement bien vendu (250 exemplaires à la boutique du musée des Archives et plus de 400 exemplaires en librairie). L'exposition a été aussi l'occasion de nouer un partenariat avec le Collectif Tricolor, une association interprofessionnelle qui rassemble les éleveurs ovins, les artisans, les manufactures, les acteurs de la création et de la distribution autour du développement des laines françaises.



Plateau volant, motolaveur, purée minute. Au Salon des arts ménagers, 1923-1983

(5 février-16 juillet 2022, Pierrefitte-sur-Seine, salle d'exposition)

Les innovations du Salon des arts ménagers ont été, dès son origine en 1923, systématiquement photographiées dans un but documentaire, mais aussi publicitaire : depuis la machine à laver séchante dernier cri jusqu'au bidet en passant par le ramesse-miettes, le matelas chauffant et la « maison tout en plastique ». 3 000 visiteurs (dont 200 participants environ aux visites et ateliers du service éducatif) ont découvert cette exposition médiane

qui présentait une centaine de tirages d'époque, dans une scénographie vivante et colorée, reconstituant plusieurs stands dans l'esprit du Salon. Ce chiffre peut être considéré comme une bonne fréquentation pour une salle d'exposition située hors d'une voie de grand passage et loin des centres-villes. Le catalogue a été édité par CNRS Éditions et près de 850 exemplaires au total ont été vendus en librairie et en boutique sur place. Une déclinaison de l'exposition sera présentée par le Mucem au Fort Saint-Jean à Marseille, du 7 juillet au 8 octobre 2023 (cf. *infra*).



Face aux Épidémies, de la Peste noire à nos jours

(11 octobre 2022-6 février 2023, Paris, hôtel de Soubise)

Conçue dès 2019, avant la crise épidémique, l'exposition *Face aux épidémies* a rencontré un franc succès, avec 44 768 visiteurs et de nombreux ateliers pédagogiques œuvrant au sein de l'exposition. La scénographie originale et la diversité des dossiers abordés (depuis le fléau de la Peste noire qui a marqué la fin du Moyen Âge et la mémoire des hommes, jusqu'à la lutte contre le VIH/sida) ont séduit les visiteurs qui sont venus assister en nombre aux quatre conférences données par d'éminents spécialistes et consultables aujourd'hui sur la chaîne YouTube : Patrick Boucheron est intervenu sur « De la *pestis* des anciens au *Yersinia pestis* des modernes : écrire nos hantises épidémiques », Patrice Bourdelais sur « La caricature de l'épidémie comme arme politique (France, XIX^e siècle) », Anne-Marie Moulin sur « Pasteur et la vaccination, une aventure qui vient de loin » et le professeur Jean-François Delfraissy sur

« Savoir et pouvoir : une liaison nécessaire pour assurer la confiance ».

L'originalité du projet tenait aussi à la cabine d'enregistrement des témoignages oraux, où chacun était invité à partager son expérience du premier confinement de mars à mai 2020. Ces témoignages seront conservés à titre historique au sein des fonds des Archives nationales pour permettre aux générations futures de faire le récit de cet événement planétaire. Le jeune public était invité à découvrir l'exposition, seul ou en famille, à partir d'un livret de 16 pages (7-12 ans) spécialement conçu pour lui. Quant aux visites scolaires, elles se sont appuyées sur un livret enseignant de 80 pages remis sur place ou téléchargé. Enfin, en un prolongement ultime de l'exposition, les Nuits de la lecture 2023, dont le thème était la peur, ont résonné d'extraits d'archives et de textes littéraires sur le thème des épidémies que les visiteurs découvraient au cours d'une déambulation dans tous les recoins de la bibliothèque des Archives nationales.



Cycle *Les Essentiels*

De septembre 2021 à janvier 2022, les visiteurs du musée des Archives nationales ont découvert le cycle des *Essentiels* qui s'ouvrait avec la présentation de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Ce nouveau concept entend montrer et faire comprendre au citoyen les documents symboliques de l'histoire de la Nation. Chaque exposition d'un *Essentiel* présente un nombre limité de documents originaux, répartis en trois vitrines et accompagnés d'un dispositif didactique élaboré : aux cartels et panneaux classiques s'ajoutent un livret illustré offert au visiteur (en français, anglais et espagnol), qui donne à lire le contenu même de ce document essentiel, et une vidéo éclairant un aspect du dossier.

Dans un souci de diffusion généralisée de la connaissance de ces textes fondamentaux, un accent fort est mis chaque fois sur l'accessibilité des documents exposés et notamment sur l'accueil des publics en situation de handicap. Un livret de visite en braille pour les visiteurs non voyants et un livret de visite en caractères agrandis pour les malvoyants sont systématiquement réalisés. De la même manière, une impression en relief, à toucher, est proposée à côté d'une des vitrines des documents originaux. Un sous-titrage et doublage en langue des signes française [LSF] enrichit la vidéo, à destination des publics sourds et malentendants. Enfin un livret de visite en FALC [facile à lire et à comprendre], bénéficiant de l'homologation européenne et signalé par son pictogramme, est mis à disposition de tous les publics et notamment des publics en situation de handicap mental. Fruit du travail en atelier d'un groupe de travailleurs franciliens vivant avec diffé-

rents handicaps mentaux, ce livret propose également la transcription en FALC du document central de la présentation.

Pendant la présentation du premier *Essentiel*, les visiteurs étaient invités à choisir les documents qu'ils souhaitaient voir exposer par la suite. Ce vote a déterminé les textes qui devaient être présentés à la suite du décret d'abolition de l'esclavage de 1848 : ainsi, l'ordonnance de 1944 instituant le droit de vote des femmes et la loi de 1981 portant abolition de la peine de mort (programmée en 2023) ont été retenus dans l'ordre de la sélection du public.

Essentiel n° 2. Le décret d'abolition de l'esclavage de 1848

(12 mai-5 septembre 2022, Paris, hôtel de Soubise)
La conception des outils didactiques du numéro 2 du cycle des *Essentiels* a bénéficié de l'appui et des conseils de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage dont le président, Jean-Marc Ayrault, a inauguré l'exposition. La présentation du décret d'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, signé par Schœlcher le 27 avril 1848, et des documents ou objets permettant de contextualiser, d'en comprendre la portée et les difficultés d'application, a connu une très belle fréquentation, avec 54 300 visiteurs. L'exposition a fait l'objet d'un partenariat avec le musée du Nouveau Monde de La Rochelle qui a prêté des entraves d'esclave datant du XIX^e siècle. Un recensement d'esclaves de 1779, provenant d'un fonds d'archives privées, et le premier décret d'abolition de l'esclavage promulgué par la Convention nationale le 4 février 1794 ont été exposés en même temps que le décret d'abolition de 1848. Cette offre culturelle a été le

moment-phare de la Nuit européenne des musées durant laquelle le public a pu entendre les artistes Lisette et Julie Lombé dans leurs lectures de textes d'archives et de slam. L'exposition a enfin fait l'objet de visites-ateliers pour les scolaires sur deux thématiques : « Le goût amer de l'histoire du sucre. La traite et l'esclavage au XVIII^e siècle » à partir de documents d'archives et « La liberté ne tombe pas du ciel (Aimé Césaire) » à partir des discours des différents acteurs de la société française, esclavagistes et abolitionnistes .



Essentiel n° 3. L'ordonnance de 1944 instituant le droit de vote des femmes

(14 septembre 2022-9 janvier 2023, Paris, hôtel de Soubise)

Le troisième document des *Essentiels* a été présenté au public à l'hôtel de Soubise, mais aussi, comme il en va pour chaque *Essentiel*, dans le hall d'accueil du site de Pierrefitte-sur-Seine sous forme de facsimilé accompagné d'un dispositif didactique similaire. En affirmant que les femmes deviennent enfin « électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes », l'ordonnance du 21 avril 1944 marque une rupture profonde dans l'histoire de la démocratie française. Parmi d'autres éléments de contextualisation textuels et iconographiques, la vidéo créée à cette occasion attire l'attention sur un aspect méconnu du débat : le lien entre lutte contre l'alcoolisme et lutte pour les droits des

électrices. Cette présentation a été inaugurée par deux ministres, la ministre de la Culture et la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, ce qui représente une première aux Archives nationales. L'accueil par le public a été à la hauteur de celui de l'*Essentiel* précédent avec 52 640 visiteurs ! Deux conférences ont permis au public d'aller plus loin dans la connaissance de ce dossier avec Anne-Sarah Bouglé Moalic (« Le vote des Françaises, cent ans de débats ») et Florence Rochefort (« Avancée et limites de l'ordonnance du 21 avril 1944 »).

ARCHIVES HORS LES MURS

Le nombre de documents des Archives nationales prêtés à des expositions extérieures en France ou à l'étranger a été, comme à l'ordinaire, important en 2022, en qualité comme en quantité. 52 dossiers de demande de prêt ont été instruits : 29 pour des expositions inaugurées en 2022, 18 pour des expositions prévues en 2023. Au travers de ces dossiers, ce sont 229 documents dont le prêt a été sollicité et 174 documents qui ont été prêtés en 2022.

Le nombre de documents prêtés en 2022 est inférieur à celui de 2021 (368) et s'explique par le fait que cette année-là 214 documents (dont 187 documents du seul fonds Simone Veil conservé au département des Archives privées) avaient été empruntés pour l'exposition intitulée *Nous vous aimons, Madame. Simone Veil (1927-2017)*, organisée par la Ville de Paris. De plus, le pavillon français de l'exposition universelle de Dubaï avait bénéficié, cette même année 2021, du prêt des 35 volumes in-folio de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert.

Parmi les prêts remarquables de l'année 2022, on peut citer les 27 documents issus du fonds Saint-Exupéry pour l'exposition sur *Le Petit Prince* au musée des Arts décoratifs, les 20 documents et objets, dont le testament de Louis XIV, pour l'exposition *Louis XV, passions d'un roi*, au château de Versailles, ou des chartes médiévales pour l'exposition *Signatures, l'art de s'identifier* aux Archives départementales de la Loire-Atlantique.

Une mention toute particulière doit être faite du prêt d'un tableau de François Boucher, ordinairement accroché dans la chambre d'apparat de la princesse de Soubise au premier étage de l'hôtel, à l'exposition *The Paris Opera and the Arts* à l'Artizon Museum de Tokyo.

Itinérance des expositions

L'exposition *Filmer les procès, un enjeu social*, présentée du 15 octobre 2020 au 18 décembre 2021 à Pierrefitte-sur-Seine dans sa version originale, continue d'être diffusée hors les murs : Archives départementales des Yvelines (22 novembre 2021-22 avril 2022), de la Gironde (jusqu'au 4 novembre 2022) et du Rhône (jusqu'au 24 février 2023), faculté de droit de Limoges (jusqu'au 18 novembre 2023). L'intérêt de l'exposition mais aussi sa nature même (les archives vidéo ne sont pas tributaires des contraintes de conservation préventive qui limitent les présentations de document papier) expliquent sa large diffusion. Elle est ou sera également montrée, dans un format identique à la version originelle, parfois partiellement, à l'Institut français de Brême, au Centre Iriba de Kigali au Rwanda et au Museo de la Memoria de Santiago du Chili. Il s'agit donc d'un véritable succès international pour cette production. Le cycle des *Essentiels* est quant à lui appelé à essaimer. Le format réduit du dispositif comme l'existence de fac-similés réalisés à chaque fois pour la déclinaison présentée à Pierrefitte-sur-Seine

rendent cette circulation possible. L'intérêt citoyen des documents retenus justifie par ailleurs une telle diffusion, qui demande aux institutions d'accueil un investissement financier et un travail de conception/valorisation. Un projet de partenariat avec le ministère de l'Intérieur est en cours de définition et devrait connaître sa concrétisation en 2023. Pour le moment, l'*Essentiel* n° 1, présentant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, a été repris à la préfecture de la Seine-Saint-Denis (Bobigny) depuis les Journées européennes du patrimoine 2022 jusqu'au 3 janvier 2023. De la même manière, l'*Essentiel* n° 2, présentant l'ordonnance de 1944 accordant le droit de vote aux femmes, sera exposé au même endroit à partir du 8 mars 2023. Sur le reste du territoire, les services d'archives départementales sont les partenaires naturels d'une itinérance des *Essentiels*. Les Archives de la Charente-Maritime accueilleront l'exposition du décret d'abolition de l'esclavage de 1848 à partir du mois d'avril 2023, puis l'ordonnance de 1944 sur le droit de vote des femmes au printemps 2024.

L'exposition *Plateau volant, motolaveur, purée minute. Au Salon des arts ménagers 1923-1983* va être adaptée et complétée par le Mucem, sous le même titre, et sera présentée du 7 juillet au 8 octobre 2023 dans la salle Georges-Henri Rivière au Fort Saint-Jean. Le parcours reprendra la majorité des photographies montrées pendant l'exposition aux Archives nationales et sera enrichi d'objets issus des collections du musée des Arts et Traditions populaires. Le catalogue de l'exposition édité par le CNRS sera vendu par le Mucem à cette occasion.

JOURNÉES D'ÉTUDE, COLLOQUES

En 2022, les Archives nationales ont proposé une programmation importante et variée de colloques et de journées d'étude, le plus souvent en partenariat, dans des configurations alliant la présence sur place et la visioconférence. C'est ainsi qu'elles ont organisé ou soutenu 20 rencontres dont 14 organisées ou coorganisées par elles et 6 accueillies sur leurs sites, auxquelles il convient d'en ajouter 25 auxquelles elles ont apporté leur concours par l'intervention d'agents de l'institution. Ce sont donc au total 45 manifestations (29 en 2021) qui ont permis de valoriser des thématiques allant de l'élevage du mouton à l'esclavage, en passant par les nouvelles technologies, le numérique, les archives privées et le politique, dont voici quelques exemples. L'année s'est ouverte avec un colloque lié à la tenue de l'exposition sur *La guerre des moutons. Le mérinos à la conquête du monde, 1786-2021*, qui a permis de faire le point sur le commerce contemporain de la laine (8 février). Trois autres expositions ont été l'occasion de colloques ou de journées d'étude : l'abolition de l'esclavage avec la présentation du décret d'abolition du 27 avril 1848 à l'hôtel de Soubise dans le cadre des *Essentiels* des Archives nationales (1^{er}-2 juin) *Plateau volant, motolaveur, purée minute. Au salon des arts ménagers*,

1923-1983, mettant en valeur l'apport et l'impact de cet « art de vivre » (20 juin) et *Face aux épidémies, de la Peste noire à nos jours* (1^{er} décembre). Les nouvelles technologies ont été mises à l'honneur à l'occasion d'une journée d'étude consacrée aux retours d'expériences dans l'utilisation de diverses applications en matière de reconnaissance par ordinateur des écritures manuscrites (29 novembre) ou du colloque international de clôture du projet de plateforme collaborative sur les Testaments de Poilus (24-25 novembre). Les archives privées et la politique transparaissent dans les journées consacrées aux archives de Henri-Alexandre et Henri Wallon (1^{er} avril) et à celles de Louis Mermaz (14 octobre), ou dans celle relative à l'enregistrement de la scène judiciaire au Moyen Âge (22-23 juin). Sans oublier le colloque (repoussé pour cause de pandémie en 2020) sur les Terres australes et antarctiques françaises [TAAF] à l'occasion du 250^e anniversaire de la découverte des archipels Kerguelen et Crozet.

VISITE DE L'HÔTEL DE ROHAN

Chantiers du quadrilatère

Inaugurés le 19 octobre 2021, au terme d'un exceptionnel chantier patrimonial de dix années, les décors de la Chancellerie d'Orléans ont fait l'objet de 13 visites guidées de mai à décembre 2022, à raison de deux samedis par mois. Ces visites sont totalement gratuites. Elles ont pour but de faire connaître au public les plafonds peints, les décors de stuc, les boiseries et les mobiliers qui ont redonné vie au rez-de-chaussée de l'hôtel de Rohan. Malgré l'inclusion de l'hôtel de Rohan dans une zone de travaux, plus de 260 visiteurs ont découvert ces décors lors des visites guidées et 320 visiteurs ont parcouru l'hôtel tout entier lors des Journées européennes du patrimoine.



Nuit de la lecture : lecture par Agathe Peyrard et Magaly Godenaire, comédiennes du collectif *In Vitro*, pour la célébration du 400^e anniversaire de la naissance de Molière



Nuit européenne des musées : lectures slam par Lisette et Julie Lombé autour de l'exposition du décret d'abolition de l'esclavage de 1848.

PROGRAMMATION ARTISTIQUE

Événements de programmation artistique

En début d'année, la Nuit de la lecture a été consacrée au 400^e anniversaire de la naissance de Molière. Au sein des archives des notaires parisiens, du secrétariat d'État de la Maison du roi et du Parlement de Paris, ou encore parmi les ouvrages de la bibliothèque, une série de documents consacrés à Molière et sa troupe ont été sélectionnés. Agathe Peyrard et Magaly Godenaire, comédiennes du collectif *In Vitro*, compagnie associée au Théâtre Gérard-Philipe-Centre dramatique national de Saint-Denis, ont présenté dans les salons de l'hôtel de Soubise une lecture qui a mis en valeur des éléments de la vie quotidienne et de la vie des comédiens au XVII^e siècle.

À l'occasion de la Nuit européenne des musées (14 mai, 2000 visiteurs pour le site de Paris) et des Journées européennes du patrimoine (17-18 septembre, 11600 visiteurs pour les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine), les Archives nationales ont ouvert largement leurs espaces au public. Outre la libre visite des espaces patrimoniaux (hôtel de Soubise) et des expositions, des visites guidées des Grands Dépôts du XIX^e siècle, des décors de la Chancellerie d'Orléans (hôtel de Rohan), de la bibliothèque des Archives nationales et du bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine ont été proposées durant les deux journées. Lors de la Nuit des musées, les slameuses Lisette et Julie Lombé ont proposé, en écho à l'exposition du décret d'abolition de l'esclavage de 1848 des lectures d'archives entremêlées de textes personnels et d'articles d'actualité

Par ailleurs, le quatuor Ellis, accompagné d'étudiants du conservatoire municipal Lili et Nadia Boulanger, a donné un concert d'œuvres de Ravel. Durant les Journées européennes du patrimoine, les comédiennes Anne-Lise Heimbürger et Évelyne Didi ont lu, à intervalles réguliers, une sélection de textes en lien avec l'exposition de l'ordonnance de 1944 instituant le droit de vote des femmes.



Journées européennes du patrimoine : lectures par Anne-Lise Heimbürger et Évelyne Didi autour de l'exposition de l'ordonnance instituant le droit de vote des femmes en 1944.

L'année 2022 marquait le 20^e anniversaire de la Nuit blanche. Pour la dernière fois, l'événement avait lieu en octobre (1^{er} octobre), le mois de juin ayant été choisi pour les éditions suivantes. L'installation de Yann Palolozzi, *La Dodge à papa*, sculpture ludique inspirée des voitures de sport des années 60-70 et des machines à barbe à papa, a été présentée dans la cour d'honneur de l'hôtel de Soubise et a attiré 20 600 visiteurs.

Fait important, les Archives nationales ont pu reprendre l'accompagnement d'artistes autour de leurs recherches en lien avec les archives ou l'histoire. Cette démarche ne fait pas nécessairement l'objet d'une restitution aux Archives nationales, mais elle s'inscrit dans une relation au long cours et fait l'objet d'une mention de la participation des Archives nationales dans les outils de communication des projets. En 2022, quatre artistes ont bénéficié d'un accompagnement dans la recherche de leur projet :

- Adrianna Wallis, dont l'installation « Les lettres ordinaires » a été accueillie aux Archives nationales en 2020-2021, a été accompagnée pour la produc-

tion d'une publication coécrite avec Arlette Farge autour de cette installation. Elle a aussi mené une recherche de quatre jours sur la fabrication et la « réparation » de papiers au sein de l'atelier de restauration des Archives nationales ;

- Clio Simon, lauréate de « Mondes nouveaux » (appel à projets artistiques dans le cadre du plan de relance), a réalisé une série de rencontres enregistrées aux Archives nationales en vue de la production d'un film de création documentaire, *Rhapsodie juridique*, sur l'histoire de la laïcité à partir du monument juridique qu'est la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État ;

- Clyde Chabot, metteur en scène résident au 6 B, friche culturelle de Saint-Denis, a bénéficié d'une mise à disposition de l'auditorium en vue d'une présentation de son spectacle « Fille de militaire » dans le cadre de l'opération de l'université Paris 8 intitulée « les Cordées de la réussite » ;

- Sandra Binion a réalisé une exposition de photographies *The beauty of something ripped* à l'Alliance française de Chicago. Ces photographies ont pour sujet les tissus usés par le temps que l'artiste

a trouvés par hasard dans des musées, des églises, des châteaux. Parmi ces lieux figurent le musée du Louvre, les Archives nationales (site de Paris), le Palazzo Vecchio de Florence. Pour cette exposition, les Archives lui ont fourni des anciennes draperies rouges usagées du musée.

Les partenariats avec les festivals ont pu également reprendre leur cours normal et ont contribué à drainer vers les Archives de nouveaux publics. En mars, le festival Concordanse, fondé sur des duos associant un chorégraphe et un auteur, clôturait une aventure de quinze ans. Les Archives nationales ont accueilli une performance des chorégraphes Edmond Russo et Schlomi Tuizer et de l'auteur Bertrand Scheffer, qui n'avait pu être présentée en 2020 et 2021 en raison de la crise sanitaire. En juin, le festival des Cultures juives a présenté un concert de Sarah Iancu, violoncelliste, et David Bismuth, pianiste, sur les compositeurs de la Nouvelle école juive de Saint-Petersbourg, initialement prévu en

2021.

En septembre, pour le festival des Traversées du Marais, regroupant une vingtaine d'établissements culturels du quartier du Marais (Marais Culture +), les Archives nationales ont accueilli Alessandro Bosetti. Associée à l'installation « À soi-même » d'Olivier Vadrot, sa performance alternait lecture à voix haute et traitement sonore des enregistrements d'extraits de journaux. Cette installation, composée d'une cabine d'écoute et de modules de diffusion sonore, donnait à entendre les extraits enregistrés de 365 journaux intimes ou carnets de bord, dont une dizaine provenant des fonds des Archives nationales. L'installation a été présentée dans les salons de l'hôtel de Soubise une année durant.



Festival des Traversées du Marais : performance d'Alessandro Bosetti pour l'installation « À soi-même » d'Olivier Vadrot.

En septembre toujours, à l'occasion de la Paris design week, le magazine Elle Décoration a présenté D3SIGN Capsule une exposition d'œuvres au format NFT. Douze designers, décorateurs et architectes d'intérieur ont collaboré chacun avec un jeune artiste en numérique ou 3D pour élaborer ensemble des œuvres virtuelles infusées de leurs univers respectifs qui ont été déployées au premier étage de l'hôtel de Soubise, dans la chambre de la Princesse et dans le salon ovale. Dans la cour d'honneur de Soubise, Myriam Peres a présenté « Jardin d'hiver », un fauteuil en acier recyclé recouvert d'une demi-coque en osier.

En novembre, deux rencontres du festival littéraire Paris en toutes lettres ont eu pour cadre l'hôtel de Soubise : la première a été consacrée au livre *La vie clandestine* de Monica Sabolo, récit croisant des éléments de son histoire personnelle avec sa recherche sur le groupe terroriste Action directe autour de la notion de secret ; la seconde, autour de la collection « À la source, écrire les archives » dirigée par Clémentine Vidal-Naquet, a réuni Arlette Farge et Jérémie Foa, deux historiens qui ont présenté leur propre manière d'utiliser les archives dans leur écriture de l'histoire.

Enfin, dans le cadre d'expositions temporaires, les Archives nationales ont présenté des œuvres d'artistes. À l'occasion de l'exposition *Face aux épidémies*, trois des vases conçus par Barthélémy Togo dans son œuvre « Vaincre le virus » et tirés d'un

ensemble de dix-huit vases en porcelaine de deux mètres de haut, ont été installés dans le prolongement de l'espace d'exposition au premier étage de l'hôtel de Soubise. Cette œuvre a été réalisée dans le cadre du programme Organoïde, lancé par l'institut Pasteur, et restituée sous forme de dessins peints sur les vases les résultats de chercheurs en images et en statistiques autour du virus du sida et du virus Ebola.



Exposition *Face aux épidémies* : 3 vases de Barthélémy Togo (tirés de l'œuvre « Vaincre le virus »).

ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE ET À LA CITOYENNETÉ

Lien Stratégie : Objectif 9

L'éducation artistique et culturelle, levier de la formation citoyenne des jeunes

Après deux années difficiles sur fond de crise sanitaire, les élèves et leurs enseignants ont pu reprendre cette année leurs activités et retrouver le chemin des salles du service éducatif des Archives nationales. La fréquentation en termes de scolaires n'est en effet plus très loin de retrouver son niveau d'avant l'année scolaire 2019-2020. Cette reprise se marque également par le retour des sessions de formation initiale et continue organisées par le service éducatif et ses partenaires, auxquelles s'ajoutent les vernissages pédagogiques autour des expositions. Ces rencontres, qui associent fréquemment la direction des Fonds et les commissaires scientifiques des expositions, contribuent largement à faire connaître l'offre éducative des Archives et à nous identifier comme partenaires privilégiés tant pour la préparation de concours, tels que le concours national de la Résistance et de la Déportation [CNRD] ou celui de la Flamme de l'Égalité, que pour l'accompagnement de projets d'éducation artistique et culturelle.

Le service éducatif a par ailleurs proposé durant l'année la déclinaison d'une dizaine de parcours

EAC, pour l'essentiel destinés aux publics scolaires et périscolaires de Seine-Saint-Denis. Ainsi, pour la troisième année consécutive, les Archives se sont associées à d'autres partenaires culturels du territoire afin de proposer au public jeune de Plaine Commune, dans le cadre du 100 % EAC, des temps de découverte et de pratique artistique : « Histoires de trains et de gares » avec le cinéma L'Écran, autour de la projection du film *Hugo Cabret* de Martin Scorsese et des projets ferroviaires, conservés dans nos fonds, conçus par des inventeurs contemporains ; « Histoire de la traite et de l'esclavage, une histoire commune », parcours organisé avec l'Institut national de recherches archéologiques préventives [INRAP] et l'association Kreyol, au cours duquel les élèves ont été sensibilisés à l'histoire de l'esclavage et à ses développements contemporains, au travers de documents d'archives, de témoignages d'archéologues et de séances d'initiation au chant et à la musique gwoka ; « Les jeux du cirque » menés avec l'Académie Fratellini et la Maison des Jonglages, un parcours qui a permis à près de 250 élèves de découvrir l'univers circassien.



La tenue du cycle des *Essentiels*, consacré en 2022 au décret de l'abolition de l'esclave de 1848 puis à l'ordonnance instituant le droit de vote des femmes, a été par deux fois l'occasion de proposer, durant une semaine, à un public familial, âgé de 7 à 87 ans, des ateliers de pratique artistique élaborés en collaboration avec des comédiens du Théâtre Gérard-Philipe. Toujours dans le champ du périscolaire, une dizaine d'ateliers d'arts plastiques ont également été

programmés, dans le cadre du dispositif Cités éducatives, pour les enfants des centres de loisirs de Saint-Denis, dans le prolongement de l'exposition consacrée au Salon des arts ménagers : analyse et déconstruction d'images publicitaires avec l'artiste plasticienne Julia Kremer, mise en scène photographique par les enfants de réclames sur le modèle de celles des Trente Glorieuses, dans une ambiance tout à la fois studieuse et récréative.



Dans le même temps, des projets associant plusieurs artistes, musiciens, photographes, comédiens ou auteurs, ont été déclinés tout au long de l'année scolaire. Le mois de juin 2022 a ainsi vu l'aboutissement de plusieurs projets EAC commencés dès 2021 : restitution du projet *L'île des mers perdues* avec le comédien et librettiste Pierre Hancisse, l'illustrateur Virgile Demoustiers et le musicien Joris Prigent ; les deux projets *Histoire-Mémoire&Archives* primés lors du concours du CNRD ; Lettrines musicales, ateliers d'enluminure inscrits dans le pro-

longement pédagogique du programme scientifique ANR e-NDP (LAMOP-université Paris I), en accompagnement du concert instrumental et vocal organisé par la Maîtrise Notre-Dame, sous la direction de Lucile de Trémolles, chef de chœur, avec les enfants de la maîtrise et les élèves de deux classes de Pierrefitte-sur-Seine ; publication et expositions, sur le site de Pierrefitte-sur-Seine et le nouveau tiers-lieu culturel du Wagon à Saint-Denis, des travaux des élèves de seconde du lycée Paul-Éluard de Saint-Denis menés lors des deux sessions du projet Archives et moi.



2022 célébrait aussi le 400^e anniversaire de la naissance de Molière, prétexte, pour le service éducatif et l'Association nationale de recherche et d'action théâtrale, au lancement de l'Opération Molière. Le projet conduit les élèves de sept classes à participer, sur deux années, à des ateliers de pratique théâtrale et à des enquêtes historiques destinées à découvrir Molière et son œuvre. Accompagnés par les auteurs Lise Martin, Sylvain Levey et Olivia Burton, puis par les comédiens Sophie Daull, Anne Le Guernec, François Kergourlay, auxquels se sont

joints pour l'année scolaire 2022-2023, Carolina Pecheny et Marco Caraffa, les élèves ont participé à des ateliers d'écriture puis à des ateliers de jeu. Les travaux de 2022 ont abouti à la présentation d'un spectacle final, donné dans l'auditorium. Le travail, poursuivi en 2022-2023, fera l'objet d'un documentaire qui rendra compte de cette rencontre entre de jeunes collégiens et Molière.



La rentrée de septembre 2022 a vu de nouveaux projets EAC se mettre en place. Ils s'appuient sur la programmation des expositions à venir et sur l'actualité des Archives. La célébration des dix ans d'ouverture du site de Pierrefitte-sur-Seine, en 2023, est l'occasion de nouvelles formes de découvertes. Le parcours Explorateurs aux Archives, le projet Freedom !, le développement de webapplis pédagogiques, la contribution de nouveaux acteurs du champ culturel et artistique permettront, nous l'espérons, de relever ce nouveau défi.

CHIFFRES CLÉS 2022

4 914 scolaires accueillis à Paris
2 815 scolaires accueillis à Pierrefitte-sur-Seine
394 scolaires bénéficiant d'une activité hors les murs ou numérique
1 282 étudiants accueillis dans le cadre de la formation initiale
561 enseignants reçus en formation

ARCHIVES ET MÉMOIRE

Lien Stratégie : Objectif 8

Les Archives nationales ont poursuivi leur travail sur les questions mémorielles, qu'il s'agisse de travaux sur des fonds liés aux questions de l'esclavage, à la spoliation des biens juifs, aux archives relatives au génocide des Tutsi, celles de la guerre d'Algérie, du procès Papon ou des travaux de commissions comme celle du groupe de travail sur les essais nucléaires en Polynésie ou de la commission Cameroun.

Esclavage

Le département du Minutier central des notaires de Paris s'efforce de mettre en valeur les documents liés à l'histoire de l'esclavage sous l'Ancien Régime et jusqu'aux abolitions du XIX^e siècle, en faisant figurer en clair la mention « esclavage » dans l'instrument de recherche de la salle des inventaires virtuelle, dans la mesure où tant les ventes de propriété aux Antilles que les actes d'affranchissement d'esclaves font l'objet d'actes notariés. 11 instruments de recherche comprenant de tels actes ont ainsi été repris en 2022. Il suffit alors d'interroger par ce mot-clé en plein texte dans le formulaire pour obtenir les résultats ciblés.

Par ailleurs, le département de la Justice et de l'Intérieur a assuré le commissariat de l'exposition du décret d'abolition de l'esclavage de 1848 (12 mai-5 septembre 2022), dans le cadre des *Essentiels*, qui a attiré 54 000 visiteurs. Élaborée en partenariat avec la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, cette exposition s'est accompagnée de la numérisation et de la mise en ligne de fonds en relation avec l'esclavage au sein du pôle Justice ainsi que d'un colloque, tenu à la fois à distance et dans l'auditorium de Pierrefitte-sur-Seine, les 1^{er} et 2 juin 2022. Intitulé « 1848, et après ? Sortir de l'esclavage », ce colloque avait pour ambition de recontextualiser l'abolition de 1848 dans le temps long et dans un processus mondial dans ses conséquences juridiques, sociales, économiques afin de réfléchir aux enjeux mémoriels de celle-ci. Filmé et retransmis en direct, il est désormais accessible sur la chaîne YouTube des Archives nationales et la publication des actes est en cours de discussion. Les commissaires de l'exposition ont également assuré plusieurs visites à destination de leurs collègues des Archives nationales ou du ministère de la Culture, et du public.

Marché de l'art et biens juifs

À l'occasion de l'arrivée aux Archives nationales des minutiers de la Seconde Guerre mondiale, le département du Minutier central a lancé en 2022 une opération d'identification et d'analyses des actes liés à la spoliation des biens juifs entre 1940 et 1944. 33 études sur 122 ont versé leurs archives au moins jusqu'au 31 décembre 1944 et cette analyse est conduite étude après étude. 282 actes sont

déjà décrits. Ce travail s'inscrit dans la continuité des actions pionnières menées par la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations [CIVS] et dans la dynamique plus récente instaurée en 2016 par l'INHA avec son Répertoire des acteurs du marché de l'art en France sous l'Occupation, ainsi que par la Mission recherche et restitution des biens spoliés entre 1933 et 1945, créée en 2019 au sein du ministère de la Culture.

Ouverture des archives relatives au génocide des Tutsi

Si on dresse le bilan de l'ouverture des archives relatives au génocide des Tutsi au Rwanda en application des deux arrêtés des 6 avril et 6 juillet 2021, on peut constater les chiffres suivants :

- communications des documents originaux : 61 communications pour 23 articles distincts entre avril 2021 et décembre 2022 ;
- communications des deux versements de copies de documents conservés principalement au Service historique de la Défense et aux Archives diplomatiques : 95 communications dans le versement 20210031 ; 9 communications dans le versement 20210144.

Ouverture des fonds relatifs à la guerre d'Algérie

L'arrêté du 22 décembre 2021 portant ouverture d'archives relatives à la guerre d'Algérie concerne, aux Archives nationales, majoritairement des fonds du département de la Justice et de l'Intérieur. Un bilan des communications portant sur certains fonds entrant dans le champ de cet arrêté a été réalisé fin novembre 2022.

Ainsi, pour la série de dossiers de police judiciaire se rapportant à des « faits concernant des individus Nord-africains » (série 15 275) constituée des versements 19880446 et 19880509 (4 000 dossiers au total), 51 demandes de communication ont été dénombrées sur l'ensemble du versement 19880446, par huit lecteurs, dont deux lecteurs disposant de dérogations individuelles antérieures à la dérogation générale ; 30 demandes ont été dénombrées sur l'ensemble du versement 19880509, par dix lecteurs, dont deux lecteurs disposant de dérogations individuelles antérieures. Trois demandes ont fait l'objet d'une demande de dérogation, qui a abouti à un accord pour consultation avec reproduction (demandes formulées dans le cadre d'un projet de documentaire télévisé).

Pour les dossiers nominatifs d'enquêtes de police judiciaire et de police administrative concernant notamment des militants nationalistes algériens et des partisans de l'Algérie française, six demandes de communication ont été dénombrées pour le versement 20000356 par cinq lecteurs, et deux demandes de communication par deux lecteurs pour le versement 20030327, qui ne portent pas exclusivement sur des faits relatifs à la guerre d'Algérie. Une demande de dérogation a été instruite, qui a

fait l'objet d'un accord.

Pour les dossiers individuels et dossiers d'affaires concernant des activistes de l'OAS conservés dans les archives des détachements métropolitains de police judiciaire en Algérie (Mission C), six demandes de communication de la part de quatre lecteurs ont été dénombrées pour le versement 19980473, et aucune demande de dérogation.

Pour les archives du Bureau de liaison chargé de coordonner l'action répressive contre l'OAS (en lien avec la DST) dans le versement 19860279, six demandes de communication venant de trois lecteurs ont été dénombrées, dont un lecteur disposant d'une dérogation individuelle antérieure. Aucune autre demande de dérogation n'a été faite.

Pour le fonds de la Cour de sûreté de l'État, depuis la dérogation générale, 14 demandes de dérogation portant sur 39 articles ou extraits de dossiers de procédures et une dérogation portant sur 14 dossiers de fonctionnement en relation avec la guerre d'Algérie ont été formulées (consultation et reproduction). Les 14 dossiers de fonctionnement sont les registres de jugement, dans le cadre d'une thèse prosopographique, le lecteur demandant ensuite les dossiers de procédures des jugements l'intéressant.

Cinq demandes de dérogation ont été clôturées sans suite, car portant sur des dossiers librement communicables au titre de la dérogation générale. Les cinq articles ont tous été consultés, dont quatre par un autre lecteur que celui ayant fait la demande initiale.

13 articles de dossiers de procédure (outre les 14 de dossiers de fonctionnement) demeuraient partiellement ou totalement sous dérogation. À noter que la majorité des demandes viennent du même lecteur engagé dans une recherche prosopographique. À ce jour, il a consulté 88 articles ou dossiers depuis la dérogation générale, qu'ils soient librement communicables ou après avoir obtenu un accord de dérogation (soit la moitié des demandes de communication portant sur le fonds 5W depuis la dérogation générale).

Ouverture des archives relatives aux procès impliquant Maurice Papon

Les départements de la Justice et de l'intérieur, de l'Exécutif et du Législatif, en coordination étroite avec les équipes du Service interministériel des Archives de France [SIAF], du département des Archives, de la documentation et du patrimoine [DADP] du ministère de la Justice et des Archives départementales de la Gironde, ont collaboré à l'arrêt de dérogation ouvrant les archives relatives aux procès impliquant Maurice Papon afin de constituer l'état des sources, l'état des fonds concernés par la dérogation et d'expertiser les fonds en question. Il a été décidé d'exclure les éléments relatifs à des établissements de détention de l'arrêté.

Un premier arrêté (28 mars 2022) a été publié au *Journal officiel* du 5 avril 2022, complété par un second arrêté du 26 janvier 2023 concernant les fonds de cabinets ministériels et les fonds du Conseil d'État). Au total, ce sont environ 3,5 ml de dossiers qui sont concernés dans les fonds du département de la Justice et de l'Intérieur : archives du cabinet du garde des Sceaux, de la direction des Affaires criminelles et des grâces, de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice et de la Cour de cassation.

Une seule demande de consultation a suivi la publication du premier arrêté.

Travaux de commissions d'étude et de groupes de travail

◆ Groupe de travail Polynésie

Les travaux du groupe sur les conséquences des essais nucléaires en Polynésie ont permis de définir une méthodologie et de recenser 588 résultats ayant trait au sujet dans les fonds conservés aux Archives nationales, dont 339 pour le département de la Justice et de l'Intérieur. Ces résultats ont été envoyés au ministère des Armées, pour nourrir l'état des sources dédié disponible sur le site Mémoire des hommes.

La méthodologie et les résultats ont été présentés aux membres de la commission d'ouverture des archives, en session plénière (février 2022), ainsi qu'à Mme Yvette Tommasini, représentante du Président de la Polynésie française, M. Édouard Fritch, lors de sa venue aux Archives nationales le 16 décembre 2022.

Les travaux de déclassification sont menés au fil des demandes de communication formulées par les lecteurs.

◆ Commission historique sur le Cameroun

Les responsables de pôles du département de la Justice et de l'Intérieur et du département de l'Exécutif et du Législatif ont établi un état des fonds pouvant intéresser la commission composée d'historiens des deux pays, chargée de « faire la lumière » sur l'attitude des autorités françaises pendant la colonisation et après l'indépendance formelle du pays en 1960, dont la création a été annoncée en juillet 2022 par le président de la République.

Communication et publications

Communication média

CAMPAGNES DE COMMUNICATION

Dans le cadre des campagnes de communication, tous média confondus (presse écrite, audiovisuelle et Internet), les Archives nationales ont fait l'objet de 500 retombées presse (729 en 2021 avec une large couverture médiatique de la restauration des décors de la Chancellerie d'Orléans et de l'annonce de l'encodage de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen sur ADN) qui ont contribué au renforcement de la visibilité de l'institution. L'offre culturelle a été valorisée par des campagnes de communication ciblées et de partenariats avec des média variés (*L'Histoire*, *Historia*, *Elle*, *Causette*). Les expositions *La Guerre des moutons*, Le quadrilatère des Archives nationales en quinze plans, *Au Salon des arts ménagers*, *Face aux épidémies*, et les deux *Essentiels* (l'ordonnance instituant le droit de vote des femmes et le décret d'abolition de l'esclavage) ont été mis en avant par des relations presse, des relations publiques et de nombreux supports de communication : bâches, affichage urbain, notamment dans le métro, dépliants, insertions publicitaires dans la presse écrite, couverture et dossier dans le journal *Mémoire d'avenir*, bandeau en page d'accueil et page dédiée sur le site Internet des Archives nationales et relais sur les réseaux sociaux.

Tournages de documentaires

Durant l'année 2022, 18 tournages de documentaires ont eu lieu (soit 19 demi-journées), 10 sur le site de Paris (Grands Dépôts, Bibliothèque), 8 sur celui de Pierrefitte-sur-Seine.

Il s'agit de productions essentiellement françaises, mais il convient de noter un tournage pour une chaîne américaine et deux pour des chaînes japonaises.

Pour les tournages français, on en note, entre autres, neuf pour France-Télévisions, un pour Arte, un pour une chaîne outre-mer, un pour une chaîne sur abonnement, un long-métrage pour le cinéma. Les tournages pour des émissions récurrentes ont toujours la cote : *Secrets d'histoire* pour France 3, *Affaires sensibles* et *Héritiers inconnus*.

Parmi les sujets traités cette année, on retiendra Jeanne d'Arc (2 tournages), Marie-Antoinette (2 tournages), les Droits de l'homme (2 tournages), les accidents d'avions (2 tournages), d'Artagnan, le Masque de fer, Henri II, l'affaire du Collier de la reine, la duchesse d'Elbeuf, le nitrite dans la charcuterie, l'homosexualité, les projets de transformation de la tour Eiffel.

PUBLICATIONS

Les Archives nationales ont publié aux éditions du CNRS le catalogue de l'exposition *Plateau volant, motolaveur, purée minute. Au salon des arts ménagers, 1923-1983* (205 p.) et aux éditions Michel Lafon celui de l'exposition *Face aux épidémies, de la Peste noire à nos jours* (197 p.).

Elles ont apporté leur soutien financier à la publication *Joseph de Baye. De l'Aube à l'Ob, 1874-1925. Art, archéologie, ethnographie*, éditée par Jean-Jacques Charpy, Pierre Gonneau, Michel Kazanski et Olesia Koudriavtseva-Velmans, Paris, Institut d'études slaves, 2013, vol. 139, 812 p.

Par ailleurs, elles ont poursuivi leur partenariat avec le magazine *Historia* (édition en ligne) en y présentant, tous les mois, un document inédit (voir annexe « Publications »).

Données ouvertes

En 2022, le Lab a publié sur GitHub les jeux de données suivants :

- à l'adresse : *les référentiels des Archives nationales, au format CSV et RDF conforme à Record in Contexts Ontology [RIC-O] et à SKOS* ;
- à l'adresse : *le graphe de connaissances RDF du prototype Sparnatural des Archives nationales* ;
- à l'adresse : les fichiers TEI source de l'édition numérique collaborative du projet Testaments de Poilus (sous licence Creative Commons « Attribution 4.0 international [CC-BY 4.0] »).

Pour plus de détails sur ces jeux de données, voir la section (3.2.3 Activités du Lab)

On notera également la publication de jeu de données sur data.culture.gouv.fr par plusieurs départements de la direction des Fonds :

◇ Pièces de théâtre écrites par des femmes et représentées à Paris entre 1809 et 1906

Les Archives nationales conservent une impressionnante collection de plus de 30 000 manuscrits de pièces de théâtre soumises au bureau de la censure théâtrale au XIX^e siècle. La plupart de ces œuvres n'ont jamais été publiées. Les inventaires et bases de données internes sont désormais accessibles en ligne sur le portail documentaire des Archives nationales.

Le jeu de données mis à disposition est constitué des 322 pièces de théâtre et opéra écrits ou composés par des femmes (141 autrices et compositrices), représentées dans les théâtres parisiens entre 1809 et 1906.

◇ Déplacements des présidents de la République et des Premiers ministres depuis 1945

Le service des voyages officiels, placé sous l'autorité

de la direction générale de la Police nationale, s'occupe des mesures de sécurité autour du président de la République et des hautes personnalités françaises, ainsi que de l'organisation des déplacements officiels. Les dossiers d'archives produits dans le cadre de ces missions sont conservés aux Archives nationales. Les différents inventaires détaillés ont permis d'établir une liste chronologique structurée et détaillée des déplacements des présidents de la République et des Premiers ministres depuis 1945. Cette liste de plus de 2500 déplacements en France et à l'étranger ne prétend pas à l'exhaustivité, mais permet d'offrir un panorama géographique et chronologique assez riche.

◇ Tombes militaires de 1870 1871

La loi du 4 avril 1873 relative à la conservation des tombes des soldats morts pendant la dernière guerre (c'est-à-dire la guerre franco-allemande de 1870) permet à l'État français d'acheter des parcelles de cimetières communaux ou d'exproprier des particuliers afin d'aménager des tombes pour les restes des soldats français et allemands. Les Archives nationales conservent les dossiers d'établissement de ces tombes militaires à la fin du XIX^e siècle. Le jeu de données mis à disposition recense l'ensemble des dossiers de communes conservés aux Archives nationales. Un certain nombre de ces tombes et sépultures ont aujourd'hui disparu. Lorsque cela a été possible, un lien vers la base de données Monuments aux morts a été créé.

◇ Enquêtes sur les moulins de 1794, 1801 et 1809

Trois enquêtes statistiques sur les moulins à farine sont diligentées par l'État en l'an II [1794], l'an X [1801] et 1809. Il s'agit pour le gouvernement d'évaluer les moyens de production de farines, d'un point de vue quantitatif (volume produit), qualitatif (qualité des farines, réseaux routiers à proximité), mais aussi prospectif (état matériel des moulins, variation saisonnière). Les enquêtes de 1794 et 1809 sont d'envergure nationale, celle de 1801 concerne les huit départements qui approvisionnent Paris.

L'enquête de l'an X [1801] concerne l'approvisionnement de Paris. Les réponses fournissent, en outre des informations économiques et statistiques attendues, la liste des meuniers. Elle porte sur les huit départements suivants : Aisne, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Marne, Oise, Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, où l'on recense tout de même 5157 moulins.

◇ Imprimeurs et libraires et lithographes au XIX^e siècle

Entre 1810 et 1881, imprimeurs, libraires et lithographes ne peuvent exercer leur profession sans une autorisation du ministère de l'Intérieur : le brevet, puis l'autorisation, moins contraignante, à

partir de 1870. Les Archives nationales conservent les dossiers des milliers de brevets délivrés pendant cette période. Les dossiers individuels sont constitués de documents très intéressants : courrier du demandeur, rapports préfectoraux sur l'opportunité de délivrer un brevet, certificats de capacité signés par d'autres professionnels, certificats de bonne vie et mœurs, brevet de capacité, voire des échantillons des produits commercialisés. Le jeu de données mis à disposition est issu de l'inventaire brevets des imprimeurs, libraires et lithographes, par département, (1810-1881) . Il recense quelque 18 000 imprimeurs, libraires et lithographes, autorisés à exercer en France métropolitaine au XIX^e siècle.

◇ Bannissement des députés de la Convention nationale ayant voté la mort de Louis XVI

L'article 7 de la loi du 12 janvier 1816, dite « loi des régicides », ordonne le bannissement à vie de France des députés ayant voté la mort du roi Louis XVI en 1793 et ayant soutenu Napoléon I^{er} pendant les Cent-Jours.

Le ministère de la Police demande alors aux préfets d'enquêter sur les députés régicides et leurs proches. Les Archives nationales conservent ainsi près de 500 petits dossiers individuels, dont la liste est l'objet de ce jeu de données. Les dossiers contiennent des correspondances entre préfetures et administration centrale, mais également des lettres en faveur des députés.

GRANDS PROJETS

NUMÉRIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION

La stratégie 2021-2025 affiche une ambition en matière de transition numérique précisément déclinées en objectifs : offre de nouveaux services aux publics pour des archives plus largement accessibles, plus visibles et mieux exposées sur Internet. Elle soutient aussi, notamment à travers les missions confiées au « Lab des Archives », une activité de recherche et développement [R&D] et de coordination des initiatives numériques. Enfin, elle entend mieux orienter les choix partenariaux vers des projets en lien avec les missions de l'institution.

Grands projets numériques

ACCÈS SÉCURISÉ À DISTANCE

Le projet d'accès sécurisé a pour objectif d'étoffer les services offerts à distance aux lecteurs virtuels, conformément à l'**objectif stratégique 11**.

Une première phase de réalisation a été menée en 2022, avec l'ambition de proposer en ligne de nouveaux contenus très spécifiques : il s'agit des archives numérisées et des inventaires qui sont bien librement communicables au public selon le Code du patrimoine, mais qui ne sont pas librement diffusables sur Internet parce qu'ils contiennent des données à caractère personnel (application du règlement général sur la protection des données [RGPD]).

Parallèlement à la réalisation de développements informatiques, cette première phase a permis de clarifier l'offre des Archives nationales sur Internet, grâce à la rédaction de conditions générales d'utilisation [CGU], absentes jusque-là. Dans leur article 2 relatif à la « Description du service et modalités d'accès », les deux niveaux de service désormais proposés aux internautes sont précisés :

1. un **accès libre** sur Internet pour ce qui est librement communicable ET librement diffusable ;
2. un « **accès sécurisé** », nécessitant une authentification de l'identité de l'internaute, pour ce qui est librement communicable MAIS non librement diffusable en ligne.

L'accès sécurisé sur authentification sera mis en service au premier semestre 2023 et sera tout naturellement offert aux personnes disposant déjà d'un compte de lecteur aux Archives nationales. Pour sécuriser et simplifier la connexion à ce nouvel espace, il sera également proposé d'utiliser *France-Connect*.

Cet accès sécurisé permettra ainsi aux internautes, de consulter à distance toutes les informations contenues dans les instruments de recherche en ligne, y compris celles qui contiennent des données à caractère personnel.

Il donnera aussi la possibilité de visualiser de nouveaux ensembles d'archives numérisées comportant des données à caractère personnel. Le premier d'entre eux concerne le fonds de la Section spéciale de la cour d'appel de Paris de 1941 à 1944 (sous-série Z4), avec plus de 200 000 fichiers-images.

Enfin, le nouveau service d'accès sécurisé permettra de télécharger tous ces contenus, sous réserve de s'engager à en faire un usage strictement personnel.

Girophares, une nouvelle plate-forme collaborative pour les internautes

« L'union fait la force », voici la devise que pourrait se donner la future plate-forme Girophares.

Les Archives nationales conservent plusieurs milliards de pages d'archives, dont plusieurs millions ont été numérisées et mises en ligne. Mais comment retrouver rapidement un document s'il n'a pas été précisément indexé ?

L'ambition de Girophares est de répondre en partie à cet enjeu, en proposant aux internautes de participer à l'amélioration de la description des fonds conservés par les Archives nationales. Cet outil unique permettra de prendre connaissance des projets collaboratifs proposés, de visionner les images et de les indexer ou de les transcrire, selon un formulaire qui aura été préalablement paramétré par les archivistes. Les annotations ainsi recueillies et mises en forme automatiquement enrichiront la salle des inventaires virtuelle.

Girophares incarne donc pleinement l'**objectif 4** de la stratégie 2021-2025 : « Amplifier les démarches participatives ».

La décision de développer cette plate-forme a été prise à la fin de l'année 2021, avec le soutien du fonds France Relance (Programme ITN 5 « Cycle de vie de la donnée »). L'année 2022 a été consacrée à la réalisation des développements numériques de la plate-forme.

En plus des fonctionnalités déjà évoquées, la plate-forme offrira un espace de discussion entre contributeurs, et avec les archivistes. Un forum permettra de partager ses trouvailles, poser des questions sur la signification de telle ou telle abréviation, demander de l'aide pour l'identification d'un lieu, etc.

Parmi les premiers projets collaboratifs proposés, l'indexation d'un fichier des ecclésiastiques de la Troisième République (plus de 80 000 fiches), d'un fichier des émigrés de la Révolution française (environ 100 000 individus), des dossiers de pourvoi devant la Cour de cassation (chambre criminelle, 1871-1913), des arrêts du Conseil du roi (XVIII^e siècle) ou encore des placards de décès inclus dans les minutes notariales (XVIII^e siècle).

L'ouverture au public de la plate-forme est prévue pour le 18 avril 2023, à l'adresse suivante :

<https://Girophares.archives-nationales.culture.gouv.fr>.

Girophares nourrit également des réflexions et des interventions de l'équipe projet autour de la question des initiatives participatives dans le domaine de la culture ou du patrimoine : journée au musée du Quai-Branly « La participation des citoyens aux politiques publiques » (1^{er} février) ou encore forum de clôture de l'ANR Collabora « Contribution numérique, cultures, savoirs » (6 juillet).

The screenshot shows the 'Suivi de mes contributions' (Follow my contributions) page on the Girophares platform. At the top, there are logos for the French Republic and Archives Nationales, along with the site name 'Girophares' and the tagline 'Projets collaboratifs de transcription et d'indexation.' Navigation links for 'Se déconnecter' and 'Mon profil' are visible on the right.

The main content area is titled 'Suivi de mes contributions' and includes a 'Filtres' button. It displays three project cards:

- Limoges (diocèse) 2** (TERMINÉ): Project: Démo fichier ecclésiastiques; Mission: Diocèses de A à L; Dernière contribution: 12/01/2023; Progress: 100%.
- Limoges (diocèse) 3** (EN COURS): Project: Démo fichier ecclésiastiques; Mission: Diocèses de A à L; Dernière contribution: 13/01/2023; Progress: 2%.
- Poitiers (diocèse) 2** (EN COURS): Project: Démo fichier ecclésiastiques; Mission: Diocèses de M à Z; Dernière contribution: 12/01/2023; Progress: 0%.

Each card features a thumbnail of a document and an 'Abandonner ce lot' button with a right-pointing arrow.

Recherche, développement, innovation

Liens Stratégie : objectifs 16, 25

ACTIVITÉS DU LAB DES ARCHIVES NATIONALES

Vers l'achèvement du projet « Testaments de Poilus »

Le volet participatif du projet d'édition numérique de testaments de guerre de Poilus morts pour la France, pendant ou après la Grande Guerre, s'est achevé en septembre 2022 : à cette date, 980 testaments de Poilus avaient été identifiés, décrits, numérisés, importés dans la plate-forme de transcription collaborative, transcrits et encodés en TEI par les bénévoles, puis validés par l'équipe projet. Parmi eux, 737 testaments sont conservés aux Archives nationales (les autres étant conservés aux Archives départementales des Yvelines et du Val-d'Oise). Le Lab, qui assure la direction technique et opérationnelle du projet, a poursuivi par ailleurs les travaux de post-traitement, relecture et publication, sur le site web d'édition, des fichiers TEI des testaments ainsi édités, et des notices des testateurs, lieux et unités militaires.

Fin 2022, on trouvait déjà dans cette plate-forme 542 testaments. Le Lab a publié sur **Github** l'ensemble de ces fichiers TEI, sous licence Creative Commons « Attribution 4.0 international [CC-BY 4.0] ». Même s'il reste encore beaucoup de travail sur les fichiers produits (sans parler de leur dépôt dans

Nakala et de la production d'un inventaire de type collection à partir de ces transcriptions, pour publication dans la SIV), le colloque de clôture s'est tenu les 24 et 25 novembre, en collaboration avec la coordinatrice générale, Emmanuelle de Champs (Paris Cergy CY Université) et grâce au financement de la Fondation nationale des sciences politiques [FNPS]. Le bilan a bénéficié des éclairages de plusieurs disciplines ; historiens, sociolinguistes et spécialistes du *crowdsourcing*. D'autre part, un intervenant a présenté une réutilisation qui a été faite du corpus de fichiers TEI produit, rendu téléchargeable sur GitHub sous licence CC BY 4.0, pour travailler à la production de données d'entraînement et de modèles pour la reconnaissance d'écritures manuscrites (HTR).

Ce colloque a fait l'objet d'un enregistrement vidéo. Les actes seront publiés dans la collection des actes de colloques des Archives nationales (<https://books.openedition.org/pan/>).

Testament de Eugène Adrien Roland Georges GARROS

mort pour la France le 5 octobre 1918 dans la région sud-ouest de Vouziers (Ardennes)

Date de rédaction : 20 juin 1918. Lieu inconnu

Cote aux Archives nationales : MC/ET/LXXXVI/1790

Provenance : étude notariale 86 (ORPCEZ : 75113)

Support : Papier à lettre bleu (testament). Enveloppe bleue (enveloppe).

Importance matérielle et dimensions : 3 pages et 1 enveloppe. Dimensions du testament : 16,7 cm x 20,8 cm. Dimensions de l'enveloppe : 17,3 cm x 11 cm.

Type d'écriture : Testament : encre. Enveloppe : encre.

Permalien dans l'édition numérique : https://edition-testaments-de-poilus.huma-num.fr/testament/AN_0384

Page 1 | Page 2 | Page 3 | Enveloppe 1 | Enveloppe 2

Image | Transcription | Édition

Le vingt [jour] 1918

Ceci est mon testament.

Ce testament annule le précédent, il déposé depuis plusieurs années chez un notaire de Paris.

Je confie à mon père et à mon ami Audemars l'exécution du présent testament.

Mon actif sera réalisé et divisé en deux parts égales : l'une sera déposée dans une banque, pour être remise à ma sœur ; l'autre, sera remise immédiatement à mon amie Mademoiselle Marcelle Gorge.

L'édition du testament d'Eugène Roland Garros, mort pour la France le 5 octobre 1918, MC/ET/LXXXVI/1790 (voir cette page web à l'adresse : https://edition-testaments-de-poilus.huma-num.fr/testament/AN_0384)

L'intelligence artificielle [IA] au service de la montée en qualité des métadonnées archivistes : poursuite et prolongation du projet NER4Archives (Named Entity Recognition For Archives/reconnaissance d'entités nommées pour les services d'archives)

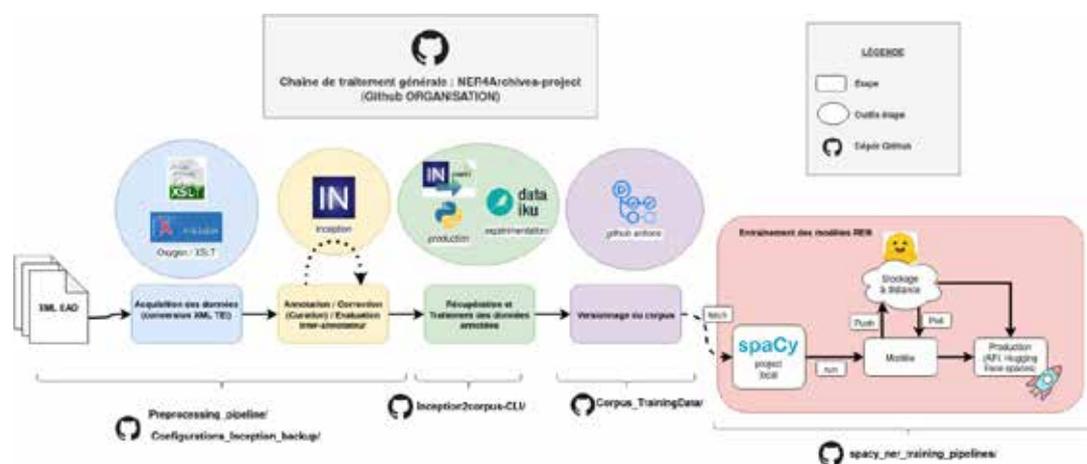
Ce projet, mené avec l'équipe ALMAnaCH de l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique [Inria] a connu des avancées significatives. Un *workflow* complet (production de données d'entraînement à partir de fichiers XML/EAD, pipelines d'entraînement des modèles de NER) a été élaboré par ALMAnaCH et rendu public sur **GitHub**. Deux nouvelles versions du corpus d'entraînement, plus riches en entités nommées, ont pu être produites par l'équipe constituée au sein des Archives nationales, à l'aide de la plate-forme Inception. Les résultats de l'évaluation des modèles de détection et classification d'entités nommées après entraînement sur la troisième et dernière version en date de ce corpus sont vraiment intéressants. Les modèles sont désormais hébergés sur la plate-forme **Hugging Face** et dotés d'application de démonstration et de génération de statistiques. Après une première présentation publique lors de la conférence internationale Futurs Fantastiques 2021 (organisée par la BnF en décembre 2021 pour le compte de la communauté mondiale ai4lam), ces résultats ont pu être présentés à l'occasion de l'atelier Culture-Inria, le 22 mars 2022 aux Archives nationales.

Il reste cependant à gagner encore en performance par un entraînement sur de nouveaux corpus. D'autre part il convient, en mobilisant à la fois l'IA

et les technologies sémantiques, de concevoir et de réaliser des dispositifs permettant de réconcilier les entités nommées préalablement identifiées et classifiées, en les liant à des entités décrites dans des référentiels externes tels que Wikidata, ou à des entités décrites dans les référentiels des Archives nationales (*entity linking*). Il s'agit également de mettre en place un *workflow* permettant d'enrichir les référentiels des Archives nationales avec les données issues du liage (nouvelles entrées, nouvelles données sur les entrées existantes), et enfin d'enrichir les fichiers XML/EAD des données d'indexation résultant de l'ensemble de ce processus.

À la fin des travaux, les partenaires du projet espèrent pouvoir prototyper un outil intégrant l'ensemble des tâches effectuées en exécutant successivement toutes les opérations (identification et classification incluses), et en permettre l'exécution, soit localement en ligne de commande, soit *via* une API.

Les Archives nationales (*via* le Lab) et l'équipe ALMAnaCH d'Inria ont pu, à ces fins, signer fin novembre 2022, avec le Service du numérique du ministère de la Culture, une deuxième convention de recherche particulière pour mener à bien cette deuxième opération, à l'aide d'un nouveau financement apporté par le ministère. Ce travail devrait pouvoir être réalisé d'ici à mi-2024.



La chaîne de traitement générale mise en place pour NER4Archives (image téléchargeable ici https://github.com/NER4Archives-project/github/raw/main/profile/workflow_n4a.drawio.png?raw=true)

Le projet Sparnatural ou comment rendre exploitable par le public un graphe de connaissances RDF produit à partir de métadonnées descriptives classiques

Les Archives nationales, la BnF et le département du Numérique pour la transformation des politiques culturelles et l'administration des données [DEPNUM] du ministère de la Culture se sont associés en juin 2021 pour mener à bien un projet visant deux objectifs : développer une nouvelle version de *Sparnatural*, un éditeur visuel *open source* de requêtes SPARQL (qui est le langage utilisé pour faire des recherches dans des graphes RDF) ; mettre en place deux démonstrateurs web pleinement opérationnels (l'un pour la BnF, l'autre pour les Archives nationales), pour permettre l'exploration et la recherche intuitives dans des graphes de métadonnées culturelles grâce à des interfaces construites à l'aide de cet outil.

Le projet a été réalisé par des représentants des trois partenaires (le Lab pour les Archives nationales) dans le cadre d'un marché public confié à la société Sparna. Il s'agissait d'apporter des réponses aux questions générales suivantes :

- ◇ Comment valoriser un graphe de connaissances en tant que graphe de connaissances ? (et non pas derrière un moteur de recherche à facettes ou derrière des liens de navigation cliquables) ;
- ◇ Comment favoriser les interactions exploratoires (essai/erreur) des utilisateurs pour partir à la découverte des données ?
- ◇ Comment réconcilier des modèles conceptuels génériques avec les points de vue spécifiques des utilisateurs ?

Le démonstrateur des Archives nationales devait en particulier servir à concevoir et réaliser une toute première application web permettant d'interroger et de consulter une partie significative des métadonnées archivistiques de l'institution, converties en RDF/RiC-O. Il s'agissait de la suite logique de l'ensemble des travaux de R&D déjà menés à bien dans le domaine des technologies sémantiques (réalisation de la preuve de concept PIAAF ; développement en 2019-2020 d'un logiciel de conversion en RDF/RiC-O de fichiers EAD et de notices EAC-CPF, RiC-O Converter ; sémantisation et enrichissement des référentiels des Archives nationales.

En concertation avec le département du Minutier central des notaires, le Lab a donc construit avec Sparna un démonstrateur web. Déjà testé par des

utilisateurs (archivistes, chercheurs professionnels, ingénieurs et représentants du grand public), il permet d'interroger les métadonnées décrivant un tiers des archives notariales conservées aux Archives nationales, après avoir converti ces métadonnées en RDF et les avoir enrichies. Le jeu de données RDF obtenu est massif puisqu'il est constitué de près de 60 millions de triplets.

Une première version du *site web* a été mise en ligne, dotée d'une *documentation* détaillée en français et en anglais. Il propose deux interfaces de recherche différentes, qui sont générées à partir de modèles ontologiques pour la recherche alignés avec l'ontologie RiC-O ; il est le résultat de la recherche d'un compromis raisonnable entre la complexité du modèle métier et la nécessité de produire une interface compréhensible et performante pour les utilisateurs. Le code source du démonstrateur est disponible : <https://github.com/sparna-git/sparnatural-demonstrateur-an>.

Le Lab a en outre publié sur GitHub le graphe de connaissances RDF produit.

La BnF a, pour sa part, réalisé avec Sparna un démonstrateur permettant d'interroger en tant que graphe de connaissances la totalité des données de l'application sémantique *data.bnf.fr*.

Le projet a été présenté à plusieurs reprises :

- lors d'une demi-journée d'étude qui lui a été consacrée le 17 juin 2022 ; à l'occasion d'événements internationaux tels que la conférence organisée en ligne par Europeana le 1^{er} mars 2022 sur le thème « Construire ensemble l'espace européen commun de données pour le patrimoine culturel : le rôle d'Europeana, l'agrégation de contenu et les cadres stratégiques » ; la conférence *Humanistica 2022*, ou la *conférence ICA Rome 2022* en septembre 2022.
- en France, lors de la conférence *SemWebPro 2022* le 8 novembre 2022 et à l'occasion des rencontres de la donnée culturelle organisées par le ministère de la Culture le 13 décembre 2022 à l'INHA.

Le Lab va poursuivre le projet :

- d'une part, par un travail plus en profondeur visant à améliorer, la qualité des instruments de recherche source et en corrigeant et complétant leur indexation, ce qui permettra d'améliorer les données RDF ;
- d'autre part, par le développement d'une nouvelle version du démonstrateur (dont les spécifications sont en cours d'élaboration, et qui pourrait être porté et mené à bien en 2024 par un consortium

The screenshot shows the Sparnatural search interface. At the top, there are filters for document type (Acte notarié) and date range (1848-01-01 to 1848-12-31). Below the filters, there is a table of results with the following columns: Date, Date_2_begin, Date_2_end, Date_2_start, ActeNotarié, and Cote. The table contains four rows of results, each representing a notarial act from 1848.

Date	Date_2_begin	Date_2_end	Date_2_start	ActeNotarié	Cote
1848-07-18	1848-07-20			Ordonnance par les époux Louis Prosper Latouche, compositeur d'opéra, demeurant au 5 rue de...	MC/5V/...
1848-05-03	1848-05-08			Procès verbal d'ouverture de la liquidation de Charles François Guéroux marquis de Champeille...	MC/5V/...
1848-06-21	1848-10-19			Procès-verbal d'ouverture de la liquidation des reprises d'Agathe Eliza Guéroux, en son vivant p...	MC/5V/...
1847-09-20	1848-04-24			Contrat de mariage entre Pierre Thérault, artiste musicien demeurant au 27 rue de Montmorin, s...	MC/5V/...

Une requête préenregistrée de l'interface de recherche B du démonstrateur Sparnatural des Archives nationales : les types de documents des actes notariés datant de l'année 1848, avec l'indication de leurs cotes (suivre ce lien pour charger cette requête à l'écran)

D'autre part le Lab est en mesure de réaliser à l'aide du même outil des interfaces de recherche et d'exploration d'autres graphes de connaissances en cours de production (comme celui du référentiel national des notaires, ou celui des données du projet ORESM déjà cité).

Création et animation d'un chapitre francophone au sein de la communauté mondiale ai4lam (*Artificial Intelligence for Libraries, Archives and Museums*)

En marge de la conférence internationale Futurs Fantastiques 2021 [FF21], des représentants de la BnF, des bibliothèques de l'université Paris-Saclay, du musée d'Orsay et le Lab des Archives nationales ont œuvré à la création d'un chapitre francophone de la communauté mondiale ai4lam.

Approuvé en septembre 2022, ce chapitre, d'une cinquantaine de membres, dispose d'une charte de fonctionnement, d'un bureau composé du directeur adjoint des bibliothèques de Paris-Saclay et de la responsable du Lab, d'un compte de messagerie (ai4lamfre@gmail.com) et, sur Google Groups, d'une liste de discussion ouverte à tous.

Deux groupes de travail ont été constitués, l'un

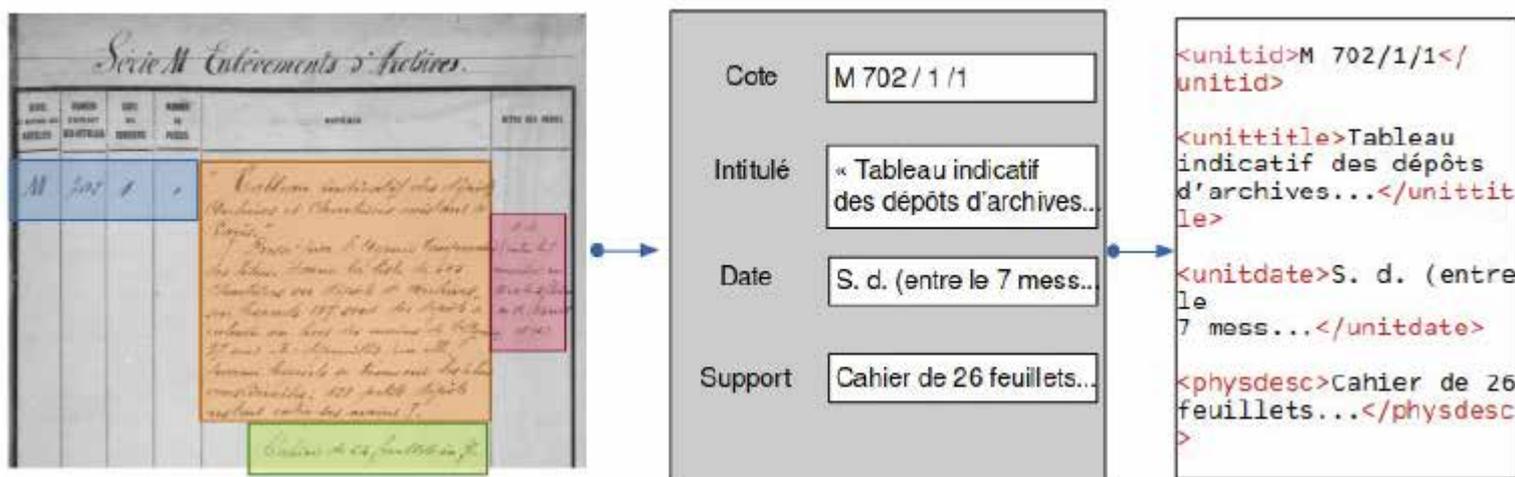
pour recenser des projets de HTR, en cours ou achevés dans l'espace francophone (animé par Aurélie Rostaing [Archives nationales, Minutier central des notaires] et Jean-François Moufflet [Archives nationales, département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime]), l'autre pour faire un état des besoins et des offres de formation sur l'IA dans l'espace francophone. Au sujet de ce chapitre francophone d'ai4lam, on peut aussi voir le petit article suivant, dans le n° 107 de la revue *Arabesques* consacré à l'intelligence artificielle : Luc Bellier, Florence Clavud et Antoine Courtin, « Notre objectif est de rassembler les professionnels francophones autour de l'IA », *Arabesques* [En ligne], 107 | 2022.

SIMARA

SIMARA est une plate-forme permettant de convertir en données les inventaires manuscrits anciens du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime. Allant du XVIII^e au milieu du XX^e siècle, ces fichiers et registres manuscrits représentent une masse importante à traiter : 800 000 fiches, 100 000 pages... Le projet SIMARA vise à tirer parti de l'intelligence artificielle afin de gagner du temps sur deux étapes importantes : la transcription des informations manuscrites et leur structuration selon les standards informatiques archivistiques (XML EAD). La plate-forme rendra disponibles aux chercheurs des ressources extrêmement précieuses, jusqu'alors peu

accessibles, en salle de lecture uniquement, et sous forme de microfiches ou de microfilms d'usage malaisé. Ce sont plusieurs millions de données qui pourront ainsi être exposés sur Internet.

Financée à 75 % par la DINUM (Plan de relance numérique, programme Innovation et transformation numérique, appel à projets « Cycle de vie de la donnée ») et à 25 % par les Archives nationales, la plate-forme SIMARA est entrée en production en mars et, à la fin de l'année, plus de 217 000 images avaient été traitées, dont près de 20 000 ont déjà été relues et complétées par les chargés de fonds.



SIMARA : transcription des informations manuscrites et structuration en XM LEAD.

LECTAUREP

LectAuRep, projet de recherche et développement mené en partenariat avec l'Inria et qui vise à utiliser l'IA et les potentialités de l'HTR pour transcrire les répertoires des notaires de Paris, est administrativement terminé depuis fin 2021. Ses résultats ont donc fait l'objet de plusieurs communications par Aurélia Rostaing, chef du projet :

« Enrichir le patrimoine écrit archivistique grâce aux technologies numériques : ingénierie du projet LectAuRep », Maison européenne des sciences de l'homme et de la société (Lille), colloque DH-Nord 2022, « Travailler en humanités numériques : collaborations, complémentarités et tensions », 21 juin 2022 (support) ;

« Annoter et segmenter les images : déconstruire pour reconstruire », atelier du projet *Histoire du quartier Richelieu* (BnF, INHA et ENC, Galerie Colbert, 15 novembre 2022) : présentation avec Hugo Scheithauer (support) ; animation, avec Jean-Philippe Moreux (BnF), de la table ronde « La granularité. Les limites de l'annotation d'image, *typicum* et *unicum* : quel degré de précision ? ».

« Les usages de la reconnaissance d'écritures manuscrites dans le réseau des archives » (Journée d'étude, Archives nationales, 29 novembre 2022) : présentation « Connaître les projets, les acteurs, les enjeux de l'HTR » avec J.-F. Moufflet (captation) ;

présentation « LectAuRep : un projet de recherche et développement pour la transcription automatique de répertoires de notaires », avec Hugo Scheithauer (support, captation) ;

« LectAuRep : données d'archives en français des XIX^e et XX^e siècles », présentation par Hugo Scheithauer ; coanimation avec Marc Bui (PSL) et Jean-Philippe Moreux (BnF), de la table ronde sur l'HTR et les institutions patrimoniales (dans le cadre des rencontres professionnelles « Transkribus/eScriptorium : transcrire, annoter et éditer numériquement des documents d'archives », 9 mai 2022, BnF datalab et initiative Digit_Hum) ; compte rendu.

Participation AI4LAM ethics, Teklia, JE MINEFI, 22 décembre.

À l'initiative du service de la Communication enfin, une vidéo pédagogique a été réalisée et diffusée dans le cadre du MuseumWeek, le 13 juin.

Autres projets scientifiques

LABEX

Les Archives nationales sont membres de plusieurs consortiums de recherche et, à ce titre, portent des projets ou y sont associées.

Labex HASTEC

- ◇ Le séminaire « Nouveau paradigme de l'archive » (2019-2022), en partenariat avec le Conservatoire national des arts et métiers [CNAM], s'est achevé avec la préparation d'un ouvrage collectif.
- ◇ Le séminaire « La prosopographie : enjeux et méthodes », coorganisé avec le LAMOP et le laboratoire Triangle (Lyon), l'IHMC et l'Animh, a vu son achèvement au terme de sa dixième année.
- ◇ Lors de la tenue de l'École d'été d'histoire économique (Suse, Italie), sur le thème « Économie des risques aux époques médiévale et moderne : nature, gestion et conséquences de l'aléa », a eu lieu une contribution sur « La mécanique financière à l'épreuve des aléas politiques. Exemples tirés de l'administration domaniale, XIV^e-XV^e siècle »
- ◇ Les actes du colloque « Justices manifestes. L'enregistrement de la scène judiciaire (Moyen Âge-Époque moderne) » sont en cours de publication. Cette dernière est appelée à faire référence sur un sujet – la scène judiciaire dans sa dimension rituelle et politique – aux fortes résonances contemporaines, qu'il s'agisse de la fonction réparatrice ou cathartique prêtée à l'institution judiciaire, ou encore de la captation audiovisuelle des procès pour crimes contre l'humanité.
- ◇ Projet *EyCon* (*Early Conflict Photography and Visual AI*) : échanges de la Mission de la photographie avec les porteurs du projet (Université de Paris, LARCA, CNRS) et le musée du Quai-Branly.
- ◇ Projet CARo : démarrage du projet visant à constituer un corpus numérique des actes des souverains de l'espace français, depuis la période carolingienne jusqu'aux Capétiens.
- ◇ Projet ORESM (Œuvres et référentiels des étudiants, suppôts et maîtres de l'université de Paris, des écoles et collèges parisiens, 1200-1600) : poursuite, en coopération avec la bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, du projet qui vise à réunir au sein d'un portail Internet les sources/ressources disponibles sur ce sujet.
- ◇ Projet **TAPLA**, « Des terrains d'aventure du passé pour l'avenir » : réalisation d'une cartographie interactive des terrains d'aventure au fil du temps ; organisation de rencontres et ateliers, notamment un voyage d'étude en Suisse et une université d'été.
- ◇ Projet **STACEI** (pilote par les Archives nationales et la BnF) : lancement de cette étude de l'histoire et des politiques des Archives nationales et de la Bibliothèque nationale, à partir de la problématique des archives maçonniques, en vue de comprendre les processus de spoliation, le parcours personnel et professionnel des acteurs de l'antimaçonnisme pendant l'Occupation, la gestion de leur héritage, et d'interroger l'éthique de la transmission dans le temps long par les institutions patrimoniales.
<https://bnf.hypotheses.org/13255>
- ◇ Projet **VITAL** : Repérage de sources pour cette recherche qui associe chercheurs en traitement automatique des langues [TAL], architectes et urbanistes, visant à comprendre la manière dont les discours et les projets architecturaux et urbains abordent l'espace comme une dynamique et à étudier comment celle-ci s'exprime.
- ◇ Projet **PROFIL** : *Les procès filmés, une mémoire vive : de Nuremberg au procès du 13 novembre 2015* : réalisation d'un colloque international, « Les archives audiovisuelles de la justice : enjeux historiques, psychosociaux et pédagogiques » (Kigali, Rwanda) ; d'une écriture théâtrale « Les Consolantes », à partir des entretiens intimes des témoins du 13 novembre 2015, collectés par l'Institut d'histoire du temps présent [IHTP].
- ◇ Projet **OPAHH** : *Open Pictures Annotator for Heritage and Humanities with iiif*, avec le CNAM. Développement et expérimentation de l'outil de saisi en direct de métadonnée à partir d'un flux vidéo.

UNIVERSITÉ PARIS LUMIÈRES [UPL]

- ◇ Projet « **La personne et son dossier** », en partenariat avec UPL (Paris 8, 10, IHTP). Il vise à étudier les usages des dossiers personnels conservés dans les archives publiques et des personnes qui les consultent. Il a donné lieu à un colloque aux Archives nationales en décembre et se poursuivra en 2023.
- ◇ Projet « **Archiver les récits d'objets** », avec Paris 8. Mission à Dakar dans le cadre d'une participation à un atelier-laboratoire au musée Théodore-Monod pour la description et l'exploitation des archives, relatives pour l'essentiel à la période coloniale, ainsi qu'aux conférences et tables rondes organisées avec les universités Cheikh Anta Diop (Dakar) et Gaston Berger (Saint-Louis) autour des problématiques de la « valeur » et celles des archives dans le champ des études post-coloniales.

Labex Passés dans le présent

◇ Projet « **Éducation populaire : engagement, médiation, transmission (xix^e-xx^e siècle)** », ce projet porté depuis 2019 avec la BnF, le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire [FONJEP], les universités de Paris 8, Paris 10 et Tours. Il a vu son aboutissement avec la mise en ligne des actes des ateliers et du colloque de 2019. Le webdocumentaire, prévu sur les transformations du métier de conseiller d'éducation populaire et de jeunesse, a connu des difficultés techniques mais devrait néanmoins pouvoir être diffusé en 2023.

ANR

◇ **ANR e-NDP** (histoire du chapitre cathédral de Paris au Moyen Âge). Les Archives nationales ont mis en ligne l'ensemble des registres de délibérations du chapitre de Paris (26 registres, pour 14 000 pages), un gisement d'informations d'une extrême richesse pour l'histoire religieuse, intellectuelle et politique de Paris et de la France, tant les chanoines de Paris ont peuplé les plus hautes instances de l'Église, de l'Université et de l'administration royale, et tant le chapitre cathédral a animé la vie parisienne pendant plusieurs siècles.

◇ **ANR Design SHS** (recherche sur le laboratoire de cartographie de l'EHESS, coporté par l'EHESS et les Archives nationales). La sélection des dossiers cartographiques, pour numérisation et mise en ligne sur la plate-forme collaborative créée dans le cadre du projet, a été menée à bien. Un travail sur les formats de métadonnées a été assuré par la BnF et les concepteurs de cette plate-forme. Une nouvelle journée d'étude, consacrée aux « Traductions et réception internationale de l'œuvre de Jacques Bertin » a été organisée au Campus Condorcet et a été l'occasion de découvrir l'exposition « L'EHESS à la croisée des lieux ». (Voir : <https://laboratoire-graphique.fr/>)

◇ **ANR Endansant (Enseigner la danse en France, xvii^e-xxi^e siècles)**. Cette *réalisation*, qui a d'abord concerné le Moyen Âge et l'Ancien Régime, est étendue au xix^e siècle.

AUTRES PROJETS

UMR 8596 Centre Roland Mousnier [CRM]

Le centre de topographie parisienne, en tant qu'entité rattachée au CRM, a pu poursuivre, grâce à la mise à disposition d'un cartographe, le traitement des plans cadastraux du XIX^e siècle et créer un site de cartographie parisienne sur Huma-Num, avec l'outil Nakala.

Son travail d'édition scientifique de sources est également hébergé par ce centre.

Institut d'histoire de la Révolution française

Coorganisation d'un séminaire doctoral.

Mémorial de la Shoah – USHMM

Dans le cadre du partenariat noué avec le Mémorial de la Shoah et le United States Holocaust Memorial Museum, les travaux se sont poursuivis sur le corpus des dossiers de naturalisation des personnes dénaturalisées par l'État français.

Par ailleurs, la description des dossiers de police judiciaire des sections crimes de guerre (versement 19880016) a été achevée et la correction des trois volumes d'instruments de recherche est en cours.

Geneanet

Les travaux prévus dans la convention signée avec Geneanet en janvier 2021 se sont achevés : le vaste chantier d'indexation des dossiers individuels du Fichier central de la sûreté nationale (1870-1940) s'est terminé et a permis l'indexation des noms de plus de 613 000 personnes dans 70 inventaires. Ce projet ambitieux, lancé à la veille du confinement de mars 2020, a pu être mené à bien grâce à la participation en interne de 25 personnes (toutes directions confondues) et à celle de bénévoles contribuant sur le portail de la société de généalogie Geneanet.

Filae

À l'issue de la signature de la convention avec Filae en décembre 2021, un modèle de saisie incluant les référentiels de lieux pour les décrets de naturalisation et le fichier Révolution-Empire a été élaboré et transmis à Filae, en vue de la réalisation des lots tests.

Institut convergence migrations [ICM]

Le projet Natio 2, sur les demandes de réintégration par décret dans la nationalité française de 1960 à 2020, à partir de deux sources principales, les dossiers de demande de réintégration par décret et les données de l'enquête statistique TeO (Trajectoires et origines, enquête sur la diversité de la population en France) INSEE-Ined, coordonné par Emmanuel Blanchard, réunit une équipe pluridisciplinaire (sociologues, polistes, juristes, démographes et historiens) avec le soutien de l'INED et du CESDIP. L'équipe a pu élaborer un échantillon de 1247 dossiers se fondant sur une version anonymisée des index nominatifs, ainsi que le repérage de dossiers et les sondages en magasin. Un accord de principe a

été émis par la SDANF pour la rédaction de saisines de dérogation à la cote et la consultation de l'intégralité des dossiers (dont les feuilles d'instruction).

Terres australes et antarctiques françaises [TAAF]

Sous le prisme des 250 ans de la découverte des archipels Kerguelen et Crozet, plusieurs coopérations ont été menées avec la collectivité des TAAF : journées d'étude sur l'histoire des terres australes (7, 8 et 9 juin) ; approfondissement du dialogue avec la collectivité sur la question de la collecte et de la gestion des archives.

École pratique des hautes études

Le projet « L'EPHE dans la recherche française pendant le premier siècle de son existence (1868-1968) : inventaire et numérisation des archives documentant son activité scientifique » : identification et préparation pour numérisation d'un ensemble d'archives de l'EPHE ou de tutelle sur l'EPHE, pour une valorisation concertée en 2023.

WeMove [Women on the move], réseau européen de recherche consacré aux sources sur les femmes migrantes. Soutenu par COST [European Cooperation in Science and Technology], agence européenne de financement des réseaux de recherche et innovation, ce projet devrait entrer dans une phase active en 2023.

Météo-France

La collaboration s'est poursuivie par le repérage et la mise à disposition des fonds à numériser pour nourrir la base nationale des données climatiques du passé.

Institut d'histoire et de recherche des textes [IRHT]

sur la collection de fragments issus de défets de reliures intéressant l'histoire littéraire du Moyen Âge (AB/XIX/1722-AB/XIX/1746).

Musée du Quai-Branly

Les Archives nationales ont présenté des sources cartographiques à une délégation autochtone, pour un projet de recherche et d'exposition virtuelle sur les collections muséales relatives aux Amérindiens de Louisiane, dont notamment les Choctaws.

Collectif « Archives et démocratie »

Issu du programme « Archive project » mené sous l'égide du Collège international de philosophie, ce collectif a organisé le colloque « Archives-vous ? » (Hôtel de Ville, Paris) pour étudier les pratiques personnelles d'archivage et leur croisement avec les politiques publiques.

Institut d'histoire des missions (Institut catholique de Paris, EA 7403) : signature d'une convention de partenariat de recherche et de formation.

Mission de recherche « Droit et justice » (GIP ministère de la Justice-CNRS)

Le projet « Les procès des attentats de 2015-2016 en France : analyse ethnographique, comparative et mémorielle », avec l'université de Limoges, l'Association française pour l'histoire de la Justice [AFHJ]. Le sous-programme de collecte intégrale du web et des tweets a donné lieu à une convention de partenariat Archives nationales-BnF-INA et à une journée d'étude « Le procès V13 est-il une archive historique ? ». Les procès des attentats terroristes du 13 novembre 2015 vus par les sciences sociales : une approche ethnographique et pluridisciplinaire (Sciences Po Paris, 17 novembre 2022).

VILLE DE PARIS

07.04.2022 - 09h00-
Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris

Colloque

Archivez-

vous ?

ÉCOLE NATIONALE DES SCIENCES SOCIALES
 UNIVERSITÉ DE LIMOGES
 ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'HISTOIRE DE LA JUSTICE (AFHJ)
 MINISTÈRE DE LA JUSTICE
 BNF
 INA

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES SOCIALES - T +33(0)1 57 00 45 00 - URL: www.institut-sciences-sociales.fr

Partage d'expertise

FORMATIONS AUX MÉTIERS DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE

Les Archives nationales sont demeurées présentes dans plusieurs offres de formation à l'international : Stage technique international d'archives [STIA], désormais en sessions hybrides, Portail international des Archives francophones [PIAF].

Elles ont délivré des formations initiales et continues, notamment dans le domaine de l'archivistique, en partenariat avec plusieurs établissements d'enseignement supérieur (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Sorbonne Paris Nord, Paris-Saclay, École nationale des chartes, Institut national du patrimoine, École de Condé, École du Louvre, Conservatoire national des arts et métiers).

STAGE TECHNIQUE INTERNATIONAL D'ARCHIVES [STIA]

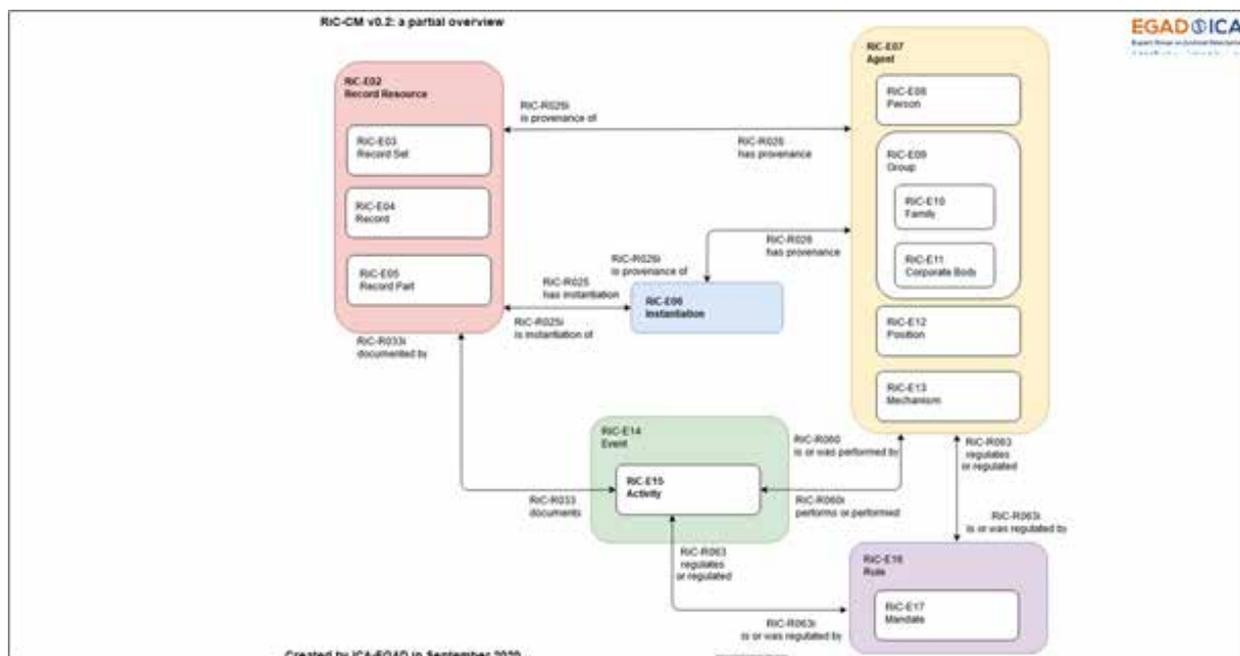
Les Archives nationales, membres du COPIL de cette formation internationale francophone, ont également animé plusieurs sessions (trois cours en ligne et quatre *in situ*).

ACTIONS À L'INTERNATIONAL

Groupe d'experts EGAD [Expert Group on Archival Description] du Conseil international des Archives

Les Archives nationales sont représentées dans ce groupe, chargé d'élaborer un nouveau standard pour la description des archives, par la responsable du Lab, depuis sa création en 2012, qui y est notamment responsable du développement de l'ontologie RiC-O et qui a, en outre, été présidente par intérim du groupe de septembre à décembre.

Le groupe a commencé à travailler à une version 1.0 du standard Records in Contexts, dont il avait publié la version 0.2 en 2021. La publication de la version 1.0 de RiC, prévue au printemps 2023, sera une étape importante dans l'élaboration de RiC ; il ne s'agira plus d'un projet mais d'une version totalement consolidée, recommandation officielle de l'ICA remplaçant les quatre standards précédents [ISAD (G), ISAAR (CPF), ISDF et ISDIAH]. Ce travail implique de compiler et d'analyser, pour ensuite les prendre en compte, les commentaires reçus dans le cadre de l'appel à commentaires ouvert lancé par EGAD en 2021, de professionnels, communautés et groupes de travail ou institutions. Pour tenir informés les professionnels français des travaux en cours et apporter de premières réponses aux commentaires réunis par le SIAF et par l'Abes, le lab a organisé un webinaire ouvert à tous, qui a été suivi par plus de 130 personnes.



Aperçu général du modèle RiC-CM dans sa version actuelle (RiC-CM 0.2) (permalien vers l'image : https://github.com/ICA-EGAD/RiC-O/blob/ad1185df25b46439f49806b71ddb042c90b92d2c/diagrams/diagrams_v0-2/RiC-CM-overview/diagram_RiC-CM-overview-RiC-v0-2.jpg)

D'autre part, à l'initiative d'EGAD, le comité éditorial du standard PREMIS (dictionnaire de données et ontologie pour les métadonnées de préservation des ressources numériques, maintenu par la Library of Congress de Washington et très utilisé notamment pour la gestion des archives nativement numériques ; et le groupe EGAD ont commencé à travailler ensemble à l'articulation du modèle conceptuel RiC-CM et du dictionnaire de données PREMIS, d'une part, de l'ontologie RiC-O et de l'ontologie PREMIS, d'autre part. Le lab participe activement à ce travail, qui devrait aboutir en 2023, d'une part, à un document commun de recommandations pour l'usage combiné des deux standards et, d'autre part, à des mappings entre les deux ontologies.

Par ailleurs, le groupe EGAD est représenté au sein du *Technical Subcommittee on Encoded Archival Standards [TS-EAS]* de la *Society of American Archivists [SAA]*, qui maintient les formats EAD et EAC-CPF, par deux personnes, dont F. Clavaud. Le sous-groupe de travail EAD du TS-EAS a lancé les travaux visant à élaborer, pour la publier en 2025, une version 4 du format EAD, avec entre autres objectifs une prise en compte de différents standards plus récents tels que RiC. L'enjeu est important notamment pour le réseau des services d'archives publics français, qui dans leur grande majorité emploient déjà EAD comme format de publication et d'échange. Le groupe s'est réuni une fois par mois. Enfin, le groupe EGAD a continué de promouvoir RiC en assurant plusieurs présentations du standard : ICA Rome 2022 ; Association vaudoise des archivistes, Lausanne (Suisse), décembre 2022. De plus en plus d'institutions et de projets dans le monde commencent à implémenter RiC, notamment en utilisant RiC-O, suscitant de nombreux échanges entre les membres du groupe EGAD et les porteurs de ces projets. Ainsi la responsable du lab a eu plusieurs réunions avec des représentants des Archives nationales des Pays-Bas, des Archives nationales de Singapour et, en France, avec les porteurs du projet ERC Off-Site mené par le CNRS et l'EHESS, qui a choisi RiC comme modèle de référence pour concevoir un portail sur les archives qui documentent les violences postérieures à la révolution de 1979 en Iran. Enfin, une session intitulée « RiC applied », organisée par EGAD, a permis aux participants de la conférence ICA Rome 2022 d'entendre parler de quatre projets d'implémentation de RiC, dont ceux portés par le Lab des Archives nationales.

Association internationale Icarus

Les Archives nationales ont adhéré au réseau ICARUS [International Centre for Archival Research] et soutenu la conférence du printemps 2022 sur le thème « Archives privées et archives publiques au XXI^e siècle », tenue à Paris.

Université Saint-Joseph de Beyrouth (Liban)

Dans le cadre d'une coopération tripartite avec l'Institut national du patrimoine et la bibliothèque de cette université, les Archives nationales (département de la Justice et de l'Intérieur et département de la Conservation) ont participé sur place à l'encadrement du chantier-école d'élèves conservateurs de l'INP et réalisé en ligne des expertises pour l'amélioration du traitement de la photothèque et la formation de son personnel.

Coopération avec l'Australie

Les Archives nationales ont été sollicitées pour un partenariat culturel et patrimonial autour des archives du voyage d'exploration dirigé par d'Entrecasteaux dans le Pacifique (1791-1794) et, plus particulièrement, de la première rencontre entre Européens et Tasmaniens, bien documentée, peu avant la colonisation brutale de l'île et la disparition presque totale de la population indigène à partir de 1803. Les archives témoignent en effet d'un premier contact à but purement scientifique, qui a donné lieu à l'élaboration d'un glossaire franco-tasmanien unique en son genre, dont l'intérêt est à la fois linguistique, historique, patrimonial et culturel. La coopération franco-australienne donnerait lieu à la numérisation d'une quarantaine de cartons et de registres, comprenant des journaux de bord, des plans, des cartes et des relevés de côtes (soit 30 000 pages environ), la transcription et la traduction d'une sélection de documents relatifs à la Tasmanie et leur mise en ligne sur un site dédié.

Le fonds d'archives de cette expédition sera par ailleurs proposé en 2023 pour une inscription au registre Mémoire du Monde de l'UNESCO

Accueil de délégations

Dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, la France a accueilli la réunion du groupe européen des Archives [EAG], composé de plus de trente directeurs qui ont été reçus aux Archives nationales.

Après la période de pandémie, les visites de délégations étrangères ont repris : ont été accueillies les Archives nationales d'Argentine, du Canada, de Corée, de l'Inde, du Kosovo, du Kazakhstan, de Mongolie, de Turquie ainsi qu'un groupe de parlementaires du Vietnam.

Deux délégations de la Commission mixte paritaire de matérialisation de la frontière de Côte d'Ivoire et du Burkina-Faso ont été reçues pour un examen de leurs frontières à partir des dossiers versés par l'Institut géographique national.

Enfin, dans le cadre du XX^e congrès d'histoire économique mondial [WEHC] soutenu par les Archives nationales, des visites et événements conviviaux ont été organisés au profit des participants.

DES MOYENS

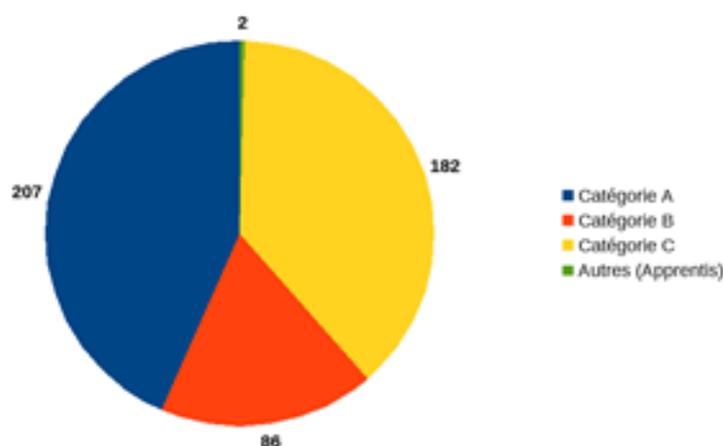
AU SERVICE DES MISSIONS DES ARCHIVES NATIONALES

Ressources humaines

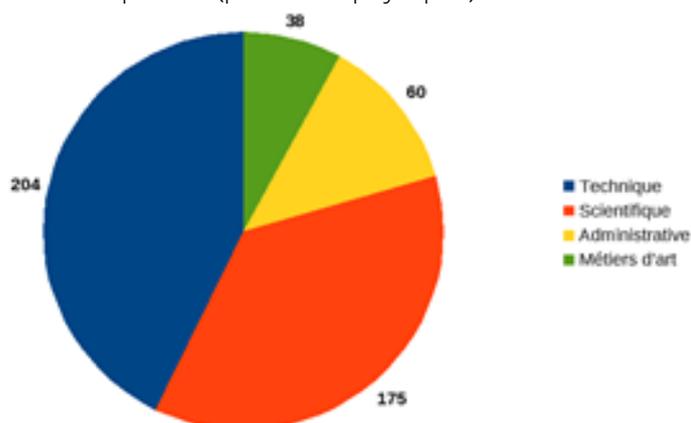
EFFECTIFS

Au 31 décembre 2022, l'effectif des Archives nationales s'élevait à 477 agents, représentant 469 effectifs équivalent temps plein [ETP], soit une légère amélioration par rapport à l'année 2021, où l'effectif était de 470 agents [463,7 ETP]. On compte 285 agents à Pierrefitte-sur-Seine et 192 agents à Paris. Dans le cadre de la fermeture du site de Fontainebleau et de la fin de la restructuration fixée au 30 septembre 2022, tous les agents du site ont été reclassés ou ont fait valoir leurs droits à la retraite.

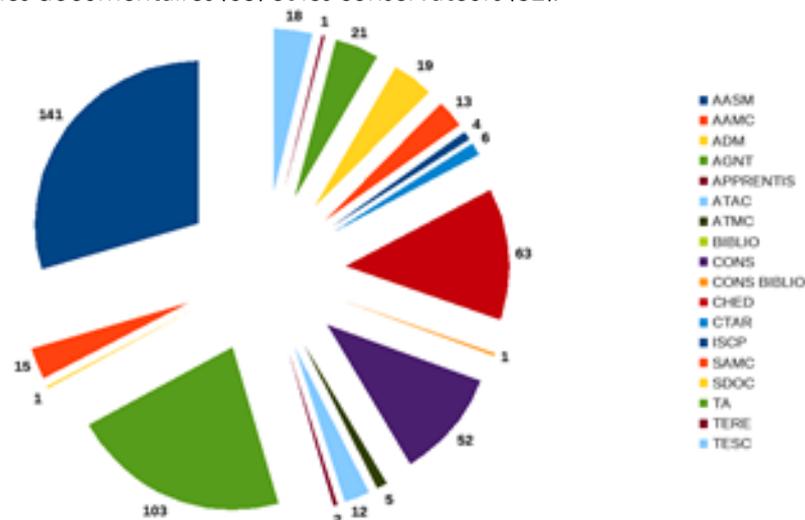
Répartition par catégorie de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2022



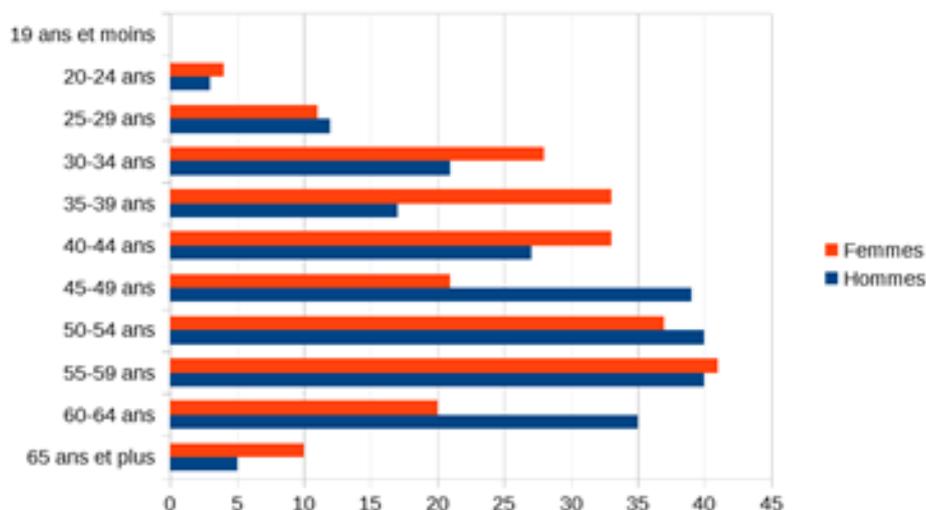
Répartition par filière de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2022



Les trois corps les plus représentés sont les adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (141), les chargés d'études documentaires (63) et les conservateurs (52).



Répartition par âge de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2022



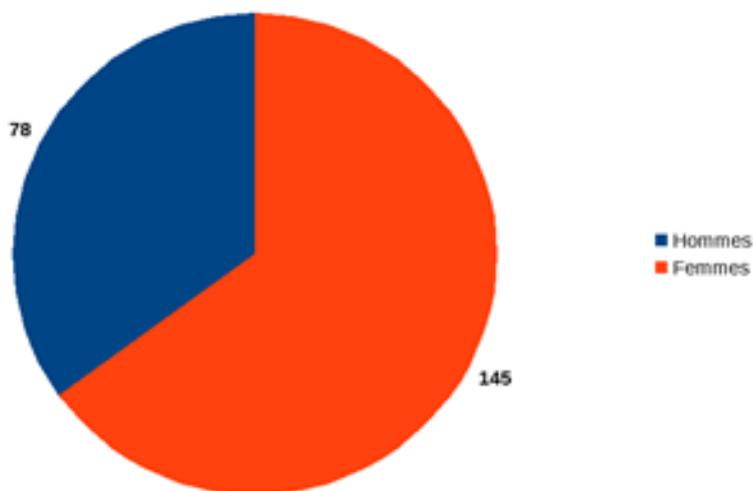
Au 31 décembre 2022, les Archives nationales comptent 27 agents en situation de handicap, représentant 5,6 % de l'effectif total.

En 2022, l'institution a accueilli 142 stagiaires, dont 20 dans le cadre de stages gratifiés.

Télétravail

Depuis la crise sanitaire, le nombre d'agents en télétravail pérenne (au sens du décret n° 2016-151 du 11 février 2016) a très fortement augmenté. Au 31 décembre 2022, les Archives nationales comptent 223 agents en télétravail, contre 160 en 2021 ; rappelons qu'ils étaient 89 en 2020 et 27 en 2019.

Les télétravailleurs bénéficient, depuis le 1^{er} septembre 2021, d'une indemnité forfaitaire prévue par le décret du 26 août 2021 à la suite de l'accord cadre relatif au télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021.



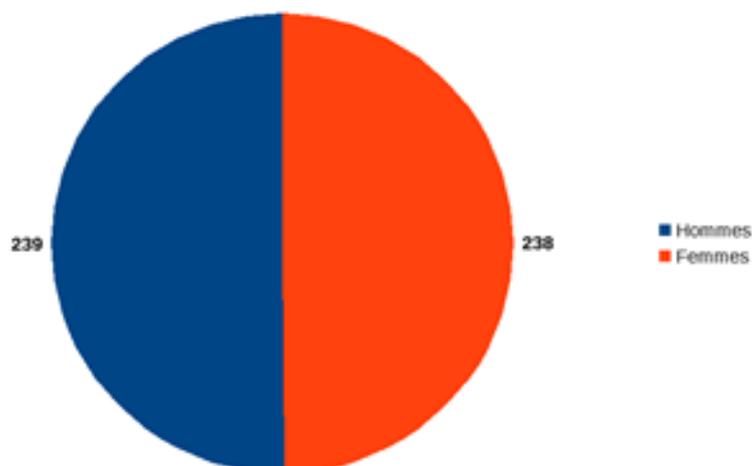
Répartition du télétravail par genre

Aux Archives nationales, 20 agents ont formulé une demande visant à bénéficier du forfait mobilités durables au titre de l'année 2022, versé en début d'année 2023.

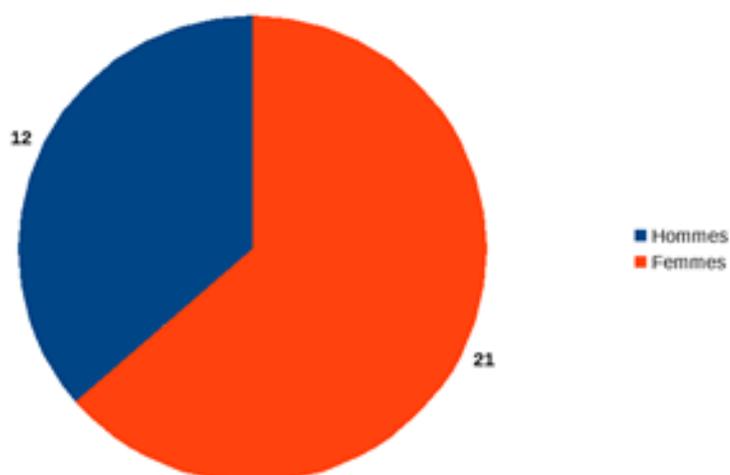
Égalité femmes - hommes

Au 31 décembre 2022, la structure des effectifs par genre reste équilibrée. Dans les postes d'encadrement supérieur, les femmes sont largement majoritaires.

Répartition par genre de l'effectif (personnes physiques) présent au 31 décembre 2022



Répartition hommes/femmes des fonctions relevant de l'encadrement supérieur : directeurs, chefs de département, de service, de mission et responsables administratifs et financiers



Déontologie

Dans le cadre des travaux conduits par le collège de déontologie du ministère de la Culture, le directeur administratif et financier a été désigné correspondant déontologie et laïcité. Son rôle sera de relayer les activités du collège de déontologie, notamment en matière de sensibilisation et de formation.

Charte Entreprise-Territoire de Plaine Commune

Implantées sur le territoire de Plaine Commune, les Archives nationales inscrivent pleinement leur développement dans celui du territoire à travers le renouvellement de la signature de la Charte Entreprise-Territoire intervenue le 15 novembre 2022.

Cette charte, qui s'articule autour de six thématiques, porte l'ambition pour les années 2022-2025 d'une politique de développement territorial au bénéfice des acteurs locaux et un engagement en faveur d'un développement durable, plus sobre en ressources et en énergie.

En ce qui concerne le volet des ressources humaines, les Archives nationales participent aux rencontres pour l'emploi et adressent leurs fiches de postes à la maison de l'emploi de Pierrefitte-sur-Seine.



De gauche à droite : Jean-François Lhoste, adjoint au directeur des Archives nationales, Karine Francllet, vice-présidente de Plaine Commune, Vincent Lagoguey, sous-préfet de Saint-Denis, Francis Dubrac, président de Plaine Commune Promotion, ont signé la Charte Entreprise-Territoire le 15 novembre 2022.
© Fabrice Gaboriau/Plaine Commune

Accompagnement des agents (formation, médecine de prévention)

Formation

En 2022, 368 agents ont suivi un parcours de formation, soit au total 743,5 jours de formation. Ce nombre est en nette progression si l'on compare à 2021 (45 agents formés et 136,5 jours de formation).

Médecine de prévention

En 2022, des modifications ont été apportées à l'organisation de la médecine du travail pour les agents des Archives nationales des sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine. Le suivi médical, précédemment assuré par le Service de médecine de prévention du ministère de la Culture, est depuis le 14 mars 2022, effectué par Thalie Santé, nouveau prestataire retenu dans le cadre d'un marché ministériel. Les agents du site de Fontainebleau ont continué à être suivis par le service de prévention et de santé au travail [SIMT] de Fontainebleau jusqu'à la fermeture du site le 30 septembre.

Restauration collective

En termes de restauration collective, les agents des Archives nationales ont accès au restaurant administratif de l'Hôtel de Ville de Paris et aux restaurants universitaires du CROUS de l'université Paris 8 et de l'IUT de Saint-Denis.

Le site de Pierrefitte-sur-Seine propose dans l'espace ouvert au public une offre de restauration rapide mise en œuvre par un prestataire dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public.

Un restaurant administratif est en cours de construction. Celle-ci sera achevée au printemps 2023 et permettra de servir 160 repas chaque jour dans une salle de restauration disposant de 84 places assises. La qualité des repas constituera un point essentiel des attendus vis-à-vis du futur prestataire de la restauration.

Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, attribué au cabinet ARBEA, a été passé par le ministère pour préparer la sélection du prestataire de restauration. Trois scénarios ont été étudiés : le marché (avec une alternative : marché classique et marché réservé), la concession et la gestion associative. Le cabinet ARBEA a proposé de retenir le marché réservé pour des structures relevant de l'économie sociale et solidaire et celles concourant à l'insertion par l'activité économique qui permettent de répondre aux demandes relatives à l'insertion de clauses sociales et de développement durable dans les marchés publics. Cette proposition, retenue par l'administration, a été présentée lors du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail [CHSCT] du 29 novembre 2022. Ce choix vient conforter l'ancrage des Archives nationales sur le territoire de Plaine Commune. L'ouverture du restaurant administratif est prévue en fin d'année 2023.

Dialogue social

Au total, huit réunions, dont trois séances extraordinaires, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail [CHSCT] des Archives nationales ont été organisées au cours de l'année.

Les élections professionnelles du 1^{er} au 8 décembre (vote électronique) ont permis de renouveler les représentants du personnel dans les nouvelles instances de dialogue social au sein du ministère de la Culture : les comités sociaux d'administration (issus de la fusion des comités techniques et des CHSCT), les commissions administratives paritaires et les commissions consultatives paritaires. Dans ce cadre, une formation spécialisée de service au sein des Archives nationales, et rattachée au CSA de réseau Archives, a été instituée.

À l'issue de ces élections, les deux organisations syndicales élues ont désigné leurs représentants pour siéger au sein de cette instance, soit 7 membres titulaires et 7 membres suppléants. 5 membres siègent au titre de la CGT-Archives et 2 au titre de la CFDT-Culture.

Affaires financières et juridiques

BUDGET

Le budget 2022 notifié est de 13 548 668 € en autorisations d'engagement [AE] et 13 039 657 € en crédits de paiement [CP], tous crédits confondus. Des crédits complémentaires ont été délégués à hauteur de 2 228 000 € en AE (2 M € pour l'engagement de l'électricité 2024 pour Paris et Pierrefitte-sur-Seine, 148 K € du SIAF pour l'achat de documents anciens, 90 K€ de la Fondation du patrimoine pour le fonds Carnot) et de 1 266 594 € en CP, 148 K € du SIAF pour l'achat de documents anciens, 90 K € de la Fondation du patrimoine pour le fonds Carnot, ainsi que la descente de nos recettes pour 229 354 € et de CP de fin de gestion pour 799 240 €. À cela s'ajoutent les tranches fonctionnelles en investissement pour 629 377 €. Au total, le budget s'est donc élevé pour 2022 à 16 416 045 € en AE et à 14 306 251 € en CP.

La consommation des crédits a été de 15 980 299 € en AE et de 14 672 583 € en CP (inclus les crédits d'autorisation de paiement pour 2023). Le taux de consommation en AE est de 97,35 % sur la totalité des crédits (notifiés, complémentaires et tranche fonctionnelle pour les AE) et de 102,56 % pour les CP, dont les charges à payer pour 2023.

Les indicateurs de gestion pour 2022 font état d'un délai global de paiement lié à la commande de 12 jours contre 18 en 2021, la cible ministérielle étant de 20 jours sur un délai global de paiement [DGP] réglementaire fixé à 30 jours. Le délai de paiement inclus toutes les entités (Archives nationales, Bureau de la qualité comptable [BQC] et DCM). Le taux de factures payées dans les délais est de 97 % alors qu'il était de 86 % en 2021.

En fonctionnement

Hors sinistre du site de Fontainebleau et crédits monuments historiques, les AE notifiées s'élèvent pour l'exercice 2022 à 9 876 668 € non inclus les 2 M € d'AE mis à disposition en fin d'exercice 2022 pour l'engagement pour un an du nouveau marché d'électricité EDF, et les CP à 10 012 657 €.

Pour le sinistre du site de Fontainebleau, les crédits dédiés étaient de 720 000 € en AE et 310 000 € en CP.

Ainsi, les crédits de fonctionnement alloués en 2022 s'élèvent à 12 596 668 € en AE y compris les crédits pour l'électricité et 10 322 657 € en CP.

En 2022, les crédits d'entretien des monuments historiques sont notifiés en fonctionnement et s'élèvent à 400 K€ en AE-CP.

L'ensemble des marchés des Archives nationales, hors monuments historiques et sinistre de Fontainebleau, représentent plus de 50 % des CP de fonctionnement chaque année.

L'année 2022 a été marquée par une inflation plus forte qu'antérieurement et par la crise énergétique, induisant un impact important sur les dépenses.

La consommation en valeur pour l'électricité et le chauffage des trois sites a été de 1,62 M € contre 1,33 M € en 2021, soit une hausse de 291 K€ (CP). Cette augmentation de la dépense s'inscrit dans le cadre d'une consommation énergétique qui n'a pas augmenté.

En investissement

Les crédits d'investissement notifiés pour 2022 s'élèvent à 2 552 000 € en AE et 2 317 000 € en CP.

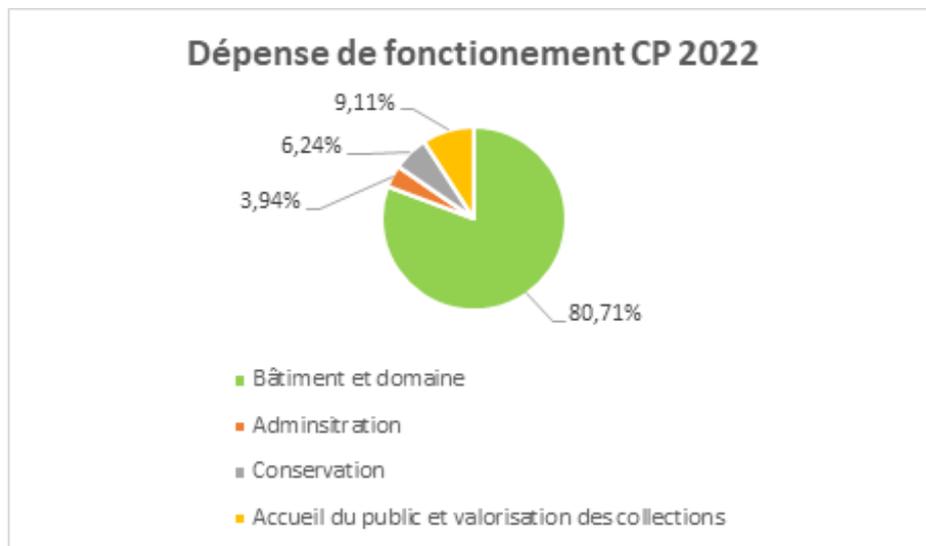
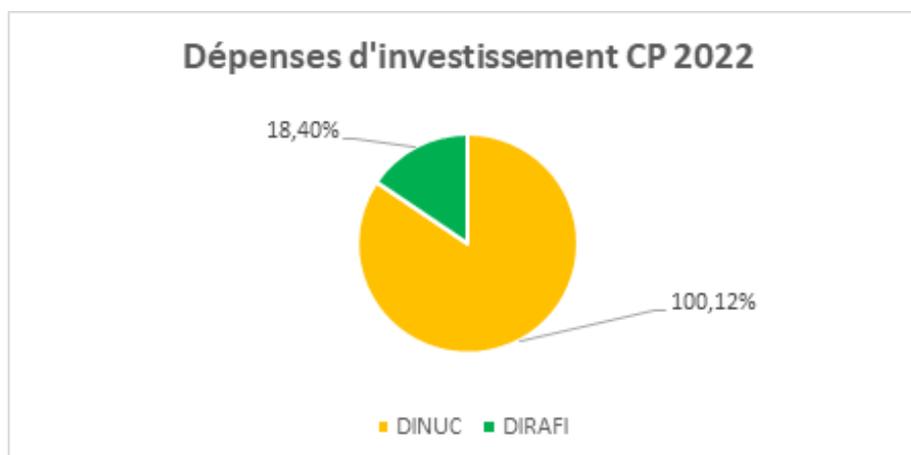
Ils se décomposent comme suit :

AE :	2 082 000 € d'investissement courant 470 000 € pour la numérisation et le microfilmage en crédits SIAF plus une tranche fonctionnelle)
CP :	1 622 000 € d'investissement courant 470 000 € pour la numérisation et le microfilmage en crédits SIAF 225 000 € pour le développement d'Adamant en crédits SIAF

DÉPENSES

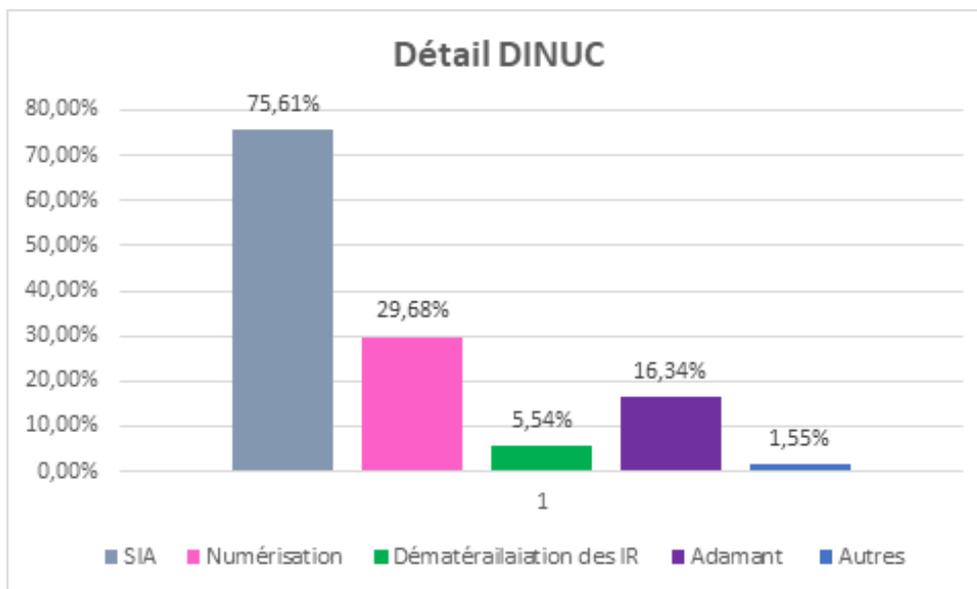
En fonctionnement

Hors sinistre de Fontainebleau et crédits monuments historiques, les dépenses métiers représentent environ 15 % de l'exécution 2022 (conservation, accueil du public et valorisation des collections).

**En investissement (hors monuments historiques)**

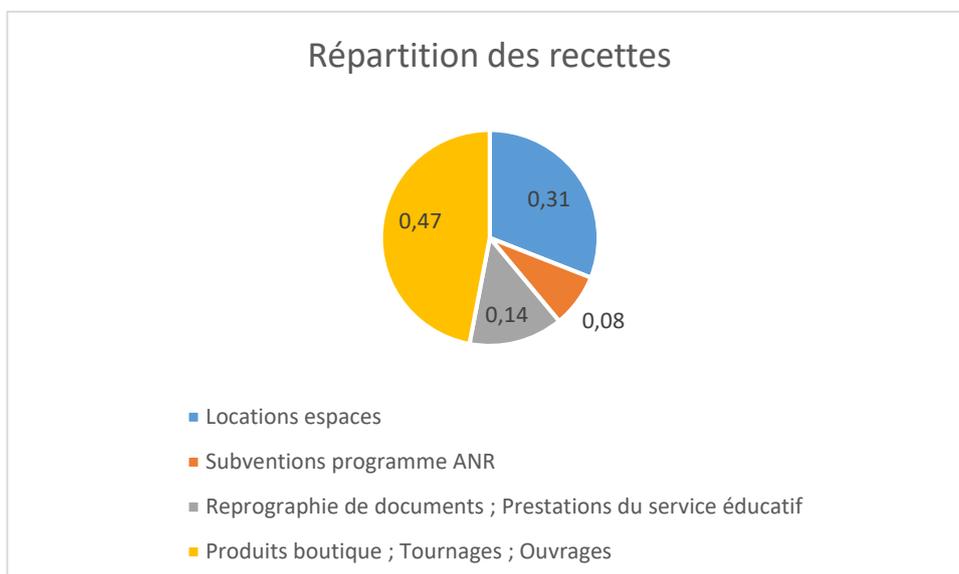
100 % des CP d'investissement ont été consommés par la direction du Numérique et de la Conservation avec notamment le SIA et la numérisation des archives.

Détail du secteur numérique et conservation



Recettes

Locations espaces	59 560 €
Subventions et programmes ANR	15 259 €
Reprographie de documents, prestations service éducatif	26 764 €
Produits boutique, tournages, ouvrages	89 835 €
Total	191 418 €



Par ailleurs, les Archives nationales ont bénéficié à nouveau en 2022 du Plan de relance à hauteur de 180 K€ TTC de financement sur le programme 363 en délégation de gestion de crédit, ce qui a représenté 75 % du coût prévisionnel total du projet Girophares. La totalité des AE du programme 363 a été consommée en 2022 conformément à la demande ministérielle. Les CP du programme 363 ont respecté l'échéancier contractuel, soit 60 K€ en 2022 et le solde pour 2022.

SERVICE JURIDIQUE

L'activité du service juridique s'est révélée très dense en 2022 avec la notification de 28 marchés, contre 23 en 2021.

L'une des orientations stratégiques de l'année 2022 concernant la commande publique tient à la politique d'encadrement du recours aux prestations intellectuelles par les administrations et les établissements publics de l'État, fixée par une circulaire du Premier ministre en date du 19 janvier 2022 et décliné au sein du ministère par une note du 25 avril 2022.

Dans le cadre de l'évolution des plates-formes d'inscription des marchés publics, qui se traduit par un verrouillage du lien entre APPACH et PLACE, les Archives nationales se sont portées volontaires pour participer à l'expérimentation dès le 1^{er} janvier 2023 avant la généralisation prévue à la mi-année 2023. Par ailleurs, 17 décisions tarifaires ont été prises et 7 conventions de partenariats ainsi que 6 arrêtés d'acceptation de don ont été signés.

MÉCÉNAT

En parallèle des recherches de mécènes pour le patrimoine archivistique, tant pour sa restauration que pour sa valorisation par les expositions, les Archives nationales ont activement poursuivi en 2022 leur prospection auprès d'entreprises et de fondations pour permettre, grâce au mécénat, la restauration des sept salons des cardinaux au premier étage de l'hôtel de Rohan. Ainsi, alors que les décors restaurés de la Chancellerie d'Orléans au rez-de-chaussée sont ponctuellement accessibles aux visiteurs, l'objectif est de rouvrir au public le palais entièrement restauré avec une muséographie adaptée, comme l'est aujourd'hui l'hôtel de Soubise.

Alors que The French Heritage Society, grâce à The Florence Gould Foundation, s'est engagée dès octobre 2021 à faire don de 305 000 \$ pour la restauration du cabinet des Singes, AXA France s'est associé à l'organisation philanthropique américaine en apportant 100 000 € en novembre 2022 en faveur de ce chef-d'œuvre du peintre ornementaliste, Christophe Huet, réalisé en 1751-1753.

La Fondation du patrimoine, grâce au mécénat de la société foncière Gecina, et la Fondation François Sommer, qui œuvre en faveur de l'art animalier, en l'occurrence avec le musée de la Chasse et de la Nature, ont décidé de soutenir respectivement à hauteur de 187 500 € en juillet 2022 et de 25 000 €

en décembre 2022, la restauration du cabinet des Fables. Attribué au sculpteur ornementaliste Jacques Verberck, il s'agit d'un autre chef-d'œuvre de l'hôtel de Rohan, réalisé en 1736-1740.

Enfin, a été lancée en septembre 2022 une collecte de dons – toujours en cours – avec la Fondation du patrimoine, afin de sensibiliser et solliciter la générosité des particuliers à ce vaste projet.

Quant à la Fondation Evergète, elle a fait don pour la salle à manger de la Chancellerie d'Orléans de quatre lustres de style Louis XV réalisés à sa charge, mécénat en nature valorisé à 48 149 €.

Deux promesses de dons ont également été obtenues en 2022 au profit de l'exposition « Louis XVI, Marie-Antoinette et la Révolution. La famille royale aux Tuileries (1789-1792) » : la maison Breguet et la maison Trudon ont ainsi respectivement annoncé des mécénats de 65 000 € et 35 000 € pour cette exposition prévue en 2023.

LES CHIFFRES DU MÉCÉNAT

**460 649 € annoncés au profit
des Archives nationales en 2022**

Gestion immobilière et logistique

SCHÉMA PLURIANNUEL DE STRATÉGIE IMMOBILIÈRE

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière [SPSI], rédigé au dernier trimestre 2021 et transmis à la tutelle en début d'année 2022, a été validé par le ministère de la Culture ainsi que par le préfet de la région Île-de-France, les orientations affichées s'inscrivant en cohérence avec celles du schéma directeur immobilier de la région Île-de-France. La Direction de l'immobilier de l'État a fait part de réserves avec une demande de présentation d'une analyse globale à l'échelle du parc et non pas une approche par site. La DIE souhaite également que le SPSI présente une stratégie environnementale précise, accompagnée d'une trajectoire chiffrée pour atteindre les objectifs fixés par le décret « tertiaire » dans le cadre d'une politique de pilotage des consommations énergétiques. Les efforts de densification de l'occupation des espaces doivent être également renforcés et une démarche de recherche de ressources propres engagée.

Une étude générale sera lancée prochainement sur les deux sites des Archives nationales afin d'élaborer un bilan des installations techniques actuelles et d'établir un plan de gros entretien renouvellement [GER] sur cinq ans, associé à une stratégie de performance environnementale à l'échelle du parc activant l'ensemble des leviers potentiels (maintenance exploitation, usage des biens, travaux). Un plan d'actions, assortis d'objectifs chiffrés devra permettre de définir une trajectoire pour l'atteinte des objectifs du décret « tertiaire ».



Échafaudage pour réfection du chéneau et des corniches



Chéneau refait à l'identique

Remplacement des carreaux d'albâtre et des verres au CARAN y compris le nettoyage de la façade pour un montant de 219 130,88 €.



État de l'albâtre avant travaux et après travaux.



Budget d'investissement

Les Archives nationales ont entrepris la rénovation complète de la base vie et des bureaux du PC de sécurité en trois phases. À ce jour, la phase 1 (2021) et la phase 2 (2022) ont été réalisées. La phase 2 consiste en la rénovation des anciens espaces à l'arrière du PC de sécurité en bureaux du chef de service et de son adjoint, vestiaires, sanitaires et buanderie.



Pendant travaux



Bureaux aménagés



Nouveaux sanitaires

Un ancien appartement de fonction qui se trouve dans les combles de l'hôtel de Breteuil, côté jardin, a nécessité une rénovation totale pour être réutilisé en tant qu'espace utile pour les Archives nationales. Une première phase de curage et assainissement a été engagée en 2021. Les travaux d'aménagement ont été réalisés en 2022 et ont consisté à transformer cet espace morcelé en plusieurs petites pièces en 2 espaces polyvalents : salle de réunion pour 19 personnes et espace ouvert pouvant accueillir 6 agents.



Avant travaux



Après travaux

À la suite d'un incident de chantier sur le site de Paris survenu à l'été 2021 dans le cadre des travaux conduits pour le chantier Camus, 1650 ml d'archives ont été fortement empoussiérées. Une opération de dépoussiérage des 14 571 unités de conditionnement [UC] a été réalisée par un prestataire extérieur en juillet.

Site de Pierrefitte-sur-Seine

Depuis l'année 2020, une dégradation de l'étanchéité de la terrasse de l'IGH [immeuble de grande hauteur] a été constatée. Plusieurs causes conduisent aux infiltrations d'eau pluviale. Le vieillissement de la membrane « étanchéité » sous l'effet des rayonnements UV, des variations de température, des chocs thermiques, l'évaporation de certains constituants se traduit par sa fragilisation entraînant des désordres visibles en surface.

Tous les éléments pénétrant la dalle (crosse, canalisation d'eau de ruissellement) sont des points de fragilité et le défaut d'étanchéité provoque des infiltrations d'eau. Les fissurations de l'étanchéité

sont observées principalement en bordure de la dalle de couverture et sur des espaces fragilisés par la situation des installations techniques.

Des interventions ponctuelles ont été diligentées mais, pour une solution pérenne, un marché d'entretien d'étanchéité a été mis en place pour une durée de quatre ans. Dans ce cadre, un entretien annuel de toute la toiture terrasse, consistant en un enlèvement des végétaux et mousses parasites, balayage et enlèvement des déchets, a eu lieu au mois de septembre. Une importante opération de réfection de l'étanchéité de la terrasse située au-dessus du 9^e étage et une partie importante de la terrasse du 10^e étage ont été réalisées pour un montant global de 600 000 €.



Fissuration de l'étanchéité



Étanchéité refaite au 9^e étage



Étanchéité refaite au 10^e étage

Réimplantation d'arbres à Pierrefitte-sur-Seine

53 arbres ont été replantés sur l'ensemble du site, avec une attention particulière portée à l'entrée du public. Cela intervient à la suite de l'abattage d'arbres en mauvais état sanitaire et de ceux situés sur l'emprise du futur restaurant administratif. Les essences choisies respectent le projet initial de la paysagiste Florence Mercier qui vise à composer un paysage sobre et naturaliste mettant en valeur le bâtiment.

Le naturalisme ici se traduit par l'utilisation en majorité d'espèces endémiques de vivaces, d'arbustes et d'arbres présents en Île-de-France. À l'exception de quelques sujets d'ornement qui restent minoritaires (cerisier du japon, arbre au caramel, savonnier, liquidambar), les principales essences réimplantées sont des chênes, des frênes, des charmes, des cerisiers, des cornouillers ou encore des lilas.

Site de Fontainebleau

Le déménagement des fonds de Fontainebleau vers le site de Pierrefitte-sur-Seine, lancé le 5 novembre 2020, s'est achevé le 5 juillet 2022. À cette date, 353 semi-remorques ont transporté 8 421 palettes contenant 321 182 unités de conditionnement, soit un total de 70,33 km. 152,5 tonnes de CO₂ ont été émises par les véhicules assurant le transport.

La restructuration du site de Fontainebleau s'est achevée le 30 septembre, date à laquelle tous les agents qui y travaillaient ont été reclassés ou sont partis à la retraite. Les deux dernières personnes en poste à cette date ont été réaffectées à Paris et à Pierrefitte-sur-Seine. Le modulaire qui accueillait l'équipe de restructuration a été démonté le 1^{er} août. Depuis cette date, les 2 SSIAP1 et 1 SSIAP2 qui assuraient le gardiennage du site ont été remplacés par un maître-chien.

Afin d'éviter des intrusions dans les sous-sols des unités U1 et U2 du site, les portes des escaliers ont été condamnées et celles des ascenseurs soudées. La signalétique a été renforcée pour informer de la dangerosité du site.

La fermeture définitive du site de Fontainebleau ne pourra intervenir qu'après l'extraction des derniers 1700 ml d'archives encore présents dans le bâtiment dit Peigne. À l'issue de cette opération, un arrêté d'inutilité devra être pris pour restituer le site au ministère de la Culture, puis à la direction de l'Immobilier de l'État. Le château de Fontainebleau a manifesté le souhait de se voir affecté le bâtiment Transitoire et la maison du conservateur afin d'en



Site de Pierrefitte-sur-Seine

LA CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT ADMINISTRATIF

Le chantier de construction du restaurant administratif a été engagé au mois de mars 2022 et sera achevé au printemps 2023. Il permettra de servir 160 repas chaque jour dans une salle de restauration de 160 m² disposant de 84 places assises. Cette opération représente un budget d'investissement de près de 3,6 M €.

S'agissant des modalités futures de gestion du restaurant administratif, un marché pour la sélection d'une assistance à maîtrise d'ouvrage a été publié par la mission ministérielle des achats du ministère de la Culture. L'attribution du marché a été faite le 5 juillet 2022 au groupement solidaire ARBEA (mandataire) – CONSEIL PUBLICA-AVOCATS – ADLL Conception.

Le prestataire a pour mission d'apporter une aide au choix du mode de gestion entre différentes options juridiques (marché, concession, gestion associative), de rédiger les différentes pièces de la procédure de marché public ainsi qu'un appui au démarrage et à l'organisation du restaurant pour assurer la prestation de restauration. Sur le fondement des recommandations du cabinet ARBEA, le choix présenté lors du CHSCT du 29 novembre 2022 a été de retenir la procédure de marché ré-

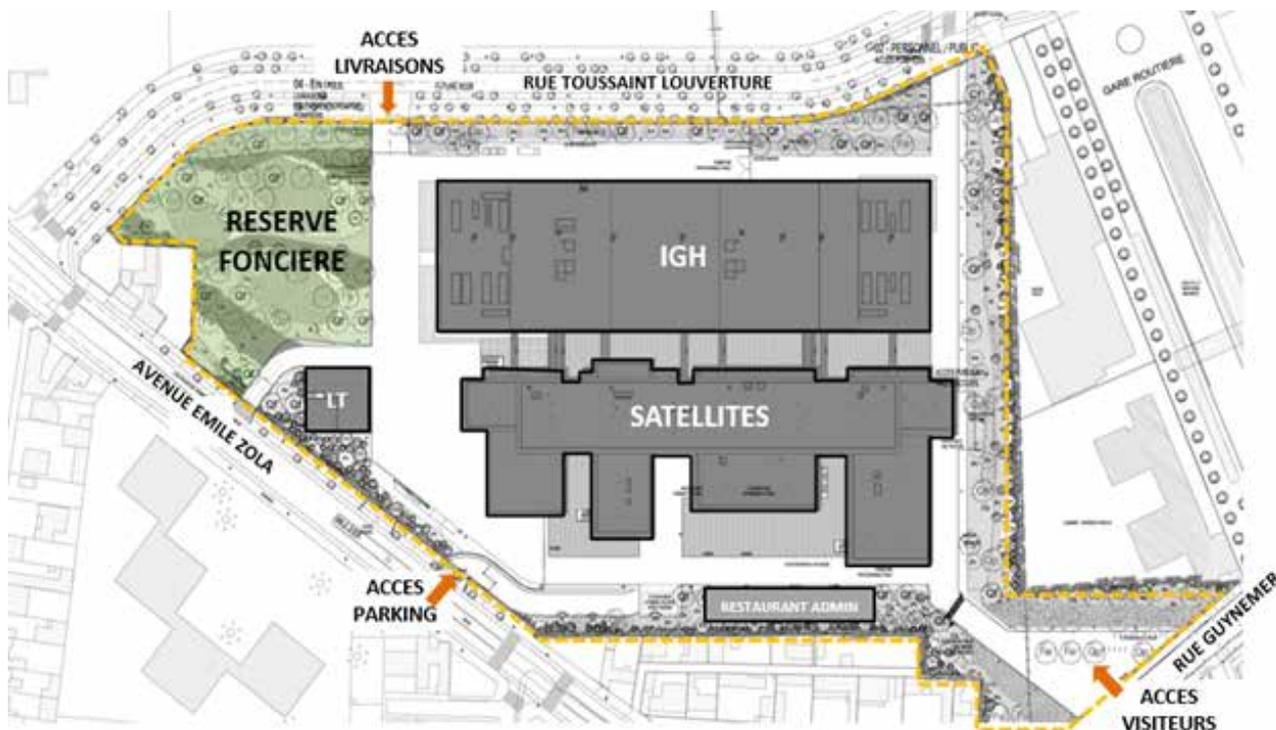
servé auprès de structures de l'économie sociale et solidaires.

La finalisation du cahier des clauses techniques particulières [CCTP] et la procédure de marché pour la sélection d'un prestataire pour assurer l'offre de restauration seront réalisées au cours de l'année 2023 pour une ouverture en fin d'année. Les échanges avec le bureau de l'action sociale du ministère de la Culture seront également conduits en 2023 pour définir les montants de subvention des repas.

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION

Liens stratégie : Objectif 24

La décision de fermeture du site de Fontainebleau, en raison du sinistre intervenu dans les Unités 1 et 2, a entraîné le transfert de l'ensemble des archives qui y étaient conservées vers le site de Pierrefitte-sur-Seine. Ce transfert amènera le site de Pierrefitte-sur-Seine à saturation à l'horizon 2027 au lieu de 2040 comme cela était prévu lors de la conception du projet d'implantation. La construction d'un nouveau bâtiment sur ce site devait donc être anticipée afin de répondre aux besoins des Archives nationales. La commission ministérielle des projets immobiliers [CMPI] du ministère de la Culture a donné le 14 juin 2021 un avis favorable pour réaliser une extension sur la réserve foncière existante sur le site.



Plan du site actuel et sa réserve foncière

L'OPPIC a lancé un concours d'architecture pour la construction d'un bâtiment d'environ 15 000 m² de surface utile [SU], soit environ 20 000 m² de surface de plancher, et de 100 km de magasins standards.

Le bâtiment comportera :

- > 50 magasins standards et 7 magasins spéciaux de 200 m² chacun,
- > Des espaces de traitement (salles de tri) et des ateliers de restauration/reproduction,
- > La création d'un second quai de déchargement,
- > Des passerelles, à plusieurs niveaux, pour relier la future construction au bâtiment existant [IGH] et permettre ainsi une circulation fluide des agents et des documents.

Le nouveau bâtiment ne sera pas ouvert au public, sauf pour des visites ponctuelles de groupes comme cela se fait dans le bâtiment actuel ; il ne s'agira donc pas réglementairement d'un établissement recevant du public [ERP].

LE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Parmi les cent équipes ayant fait acte de candidature au concours de maîtrise d'œuvre, quatre avaient été sélectionnées pour concourir avec, pour mandataires, les agences l'AUC, D3 Architectes, Max Dudler et Zigzag.

Le jury de sélection du projet s'est réuni le 14 juin 2022. À l'issue de ce dernier, la ministre de la Culture a confirmé le choix du jury en désignant lauréat le projet proposé par l'agence l'AUC.

Au-delà de l'adéquation aux besoins de fonctionnement des Archives nationales et du signal à l'échelle urbaine que propose le projet de l'agence l'AUC, les membres du jury ont été sensibles à la dimension environnementale et au souci de limiter au maximum l'emprise au sol pour préserver les espaces verts, dans la continuité des projets de valorisation des acteurs du territoire dans la ZAC des Tartres.

Par ailleurs, cette extension permettra l'accès à une terrasse aménagée à 38 mètres de hauteur, offrant un point de vue inédit sur le paysage environnant.



En 2022 et en 2023 la maîtrise d'œuvre réalise les études de reprise d'esquisse intégrant les remarques du jury et de la commission technique, les études d'avant-projet sommaire et de projet définitif. Le permis de construire devrait être déposé au cours du premier semestre 2023, les travaux commencer au second semestre 2024 pour une fin de chantier au second semestre 2027.

Développement durable et sobriété énergétique

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis le 1^{er} janvier 2022, les maîtres d'ouvrage ont l'obligation d'utiliser l'application web « trackdéchets » pour le suivi des traitements de leurs déchets dangereux. Les Archives nationales ont traité sept bons de suivi de déchets pour des opérations de travaux du service de gestion immobilière et logistique [SGIL], pour le recyclage de produits chimiques et de matériels électroniques.

9,2 tonnes de déchets encombrants, essentiellement du mobilier, ont été collectées pour l'ensemble des sites en 2022. Ce chiffre est en diminution par rapport à 2021, où la collecte se montait à 10,4 tonnes pour l'ensemble des sites. 8,6 tonnes de déchets ordinaires ont été collectées sur le site parisien. L'information n'est pas disponible pour le site de Pierrefitte-sur-Seine. La quantité de papier collecté et recyclé s'élève à 6,3 tonnes pour l'ensemble des sites. 2,2 tonnes de déchets électroniques divers (informatique, appareil ménager, électronique) ont été déposés en filière de recyclage ainsi que 286 kg de produits chimiques divers (peinture, solvant, décapant, acide).

Une réflexion est en cours pour mettre en place un dispositif de tri sélectif sur les sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine qui soit conciliable avec les exigences de limitation des facteurs d'attractivité d'animaux nuisibles dans les espaces de conservation d'archives.

Par ailleurs, 20 agents sont bénéficiaires du forfait mobilités durables à la fin d'année 2022.

SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans le cadre de la politique de maîtrise des consommations énergétiques liée aux objectifs fixés par le décret dit « décret tertiaire » visant une diminution des consommations énergétiques de 30 % d'ici à 2030, plusieurs campagnes de travaux ont déjà été lancées ces dernières années afin de réduire les consommations énergétiques.

Pour le site de Pierrefitte-sur-Seine, principalement concerné par les dépenses énergétiques induites par la gestion des conditions de conservation des documents d'archives, le dispositif de pilotage des installations techniques a permis de réaliser une nette diminution des consommations :

Tableau de consommation électrique - Pierrefitte-sur-Seine

Pierrefitte-sur-Seine	2019	2021	2022
Consommation électrique en Kwh	5 568 833	5 118 015	4 922 965
Variation		-8,1 %	-12 %

Consommation chauffage en kwh	2 372	2 123	1 739
Variation		-10 %	-27 %

Pour le site de Paris, la réduction de la consommation d'énergie a été de -1 % sur la période 2019/2021.

Les travaux d'investissement de nature à permettre des économies pérennes d'énergie s'articulent autour de trois axes :

- Le renouvellement des installations techniques les plus vétustes ou obsolètes ;
- L'amélioration du pilotage des installations ;
- L'amélioration du clos et couvert.

Dans ce cadre, les Archives nationales ont déposé en fin d'année 2022 un dossier de demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets « Résilience 2 » afin d'effectuer le remplacement des luminaires du site de Paris par des ampoules LED et d'améliorer le système de gestion des éclairages. Ce projet vise à obtenir un gain énergétique de 30 %. Ce dossier a été retenu avec un montant de subvention de 241 996 €.

Par ailleurs, afin d'accompagner la démarche de sobriété énergétique, des mesures de limitation des températures dans les espaces de travail ont été prises à l'automne 2022 et l'arrêt de l'éclairage nocturne patrimonial de l'hôtel de Soubise a été décidé.

Sécurité et sûreté des sites

SITE DE PARIS

La sécurité incendie des zones de chantier CAMUS et des décors de la Chancellerie d'Orléans était gérée depuis l'été 2021 par des agents de la société ONET, placée sous l'autorité de l'OPPIC.

À la suite de deux incidents survenus sur les chantiers en février 2022, dans l'hôtel de Rohan, et sur le fondement d'un rapport de la Mission sécurité, sûreté et audit [MISSA], la gestion de la sécurité incendie des zones chantier CAMUS a été confiée au poste central de sécurité des Archives nationales dont l'effectif a été renforcé. Depuis le 1^{er} no-

vembre 2022, l'effectif de garde est passé à quatre agents en semaine et trois le week-end/jours fériés/mois d'août et les quinze derniers jours de l'année.

La qualité de vie des agents du poste central de sécurité a été significativement améliorée avec les travaux effectués pour réhabiliter la base vie à la fin du premier semestre 2022.

En 2022, 713 interventions ont été réalisées, dont 573 au titre des permis feux.

Enfin, deux exercices ont été organisés avec les pompiers de Paris. L'un en janvier, simulant un incendie au premier étage du bâtiment Louis-Philippe, et l'autre au mois d'octobre sur le thème d'un feu dans les combles des Grands Dépôts Napoléon III.

SITE DE PIERREFITTE-SUR-SEINE

La sûreté est assurée par le service chargé de la sûreté des Archives nationales (5 agents), appuyé par une entreprise prestataire, la société ONET, qui assure le contrôle Vigipirate en journée, le contrôle d'accès des entreprises ou personnes extérieures, la surveillance vidéo (24 h/24) et une surveillance par un maître-chien la nuit, les dimanches et jours fériés. La sécurité incendie du site est, elle, assurée par la société OCTOPUS – LUXANT (16 personnes).

La procédure de classement au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature ICPE pour le bâtiment IGH a été menée à bien au cours de l'année 2022 avec la prise d'un arrêté préfectoral d'autorisation suivant l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques [CODERST].

Par ailleurs, la commission de sécurité de l'IGH s'est réunie le 24 octobre 2022. Un avis favorable à la poursuite de l'activité et à l'accueil du public a été émis, assorti de plusieurs prescriptions, qui a fait l'objet d'un arrêté du maire de Pierrefitte-sur-Seine en date du 17 novembre 2022.

SITE DE FONTAINEBLEAU

Jusqu'au mois d'août 2022, le service de la sécurité et de la sûreté du site de Fontainebleau était composé de trois agents SSIAP de garde 24 h/24 par tranches respectives de douze heures de travail. Lors de l'achèvement des opérations de déménagement et de la fermeture du site aux agents, la prestation s'est transformée en gardiennage avec la présence 24 h/24 d'un maître-chien. Sa mission principale est d'assurer la sûreté générale des abords du site, mais également d'empêcher les intrusions, notamment dans les bâtiments qui présentent une grande dangerosité comme les Unités et le bâtiment dit Peigne.

La prestation est assurée par la société VIGI-SECURITE et son contrôle effectué par le chef de service de la sécurité et de la sûreté des Archives nationales (astreintes téléphoniques ou sur place 24 h/24 365 j).

PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Les Archives nationales ont lancé une démarche de gestion des risques en rédigeant un plan de continuité d'activité [PCA] intégrant les plans établis par le service pour faire face aux dix-sept menaces identifiées (incendie, inondation, terrorisme, cyberattaque, rupture d'approvisionnement de fluides, etc.). Une cellule de crise, organisée en trois cercles mobilisables selon la nature et l'importance de la menace, a été constituée. Elle est présidée par le directeur des Archives nationales.

Systemes d'information

ÉVOLUTIONS DU SYSTÈME D'INFORMATION ARCHIVISTIQUE [SIA]

En 2022, cinq versions du SIA ont été déployées en production. Outre les corrections et les adaptations sur les modules gestion et documentaire, des évolutions significatives ont été réalisées sur les modules numériques ainsi que sur le prototype ADAMANT. Par ailleurs, la version 4 de VITAM a été déployée dans la v3.11.1 du SIA mise en service en mai 2022.

En 2022, cinq versions du SIA ont été mises en service et ont nécessité près de 200 jours de développement.
3 sessions de formation sur le SIA ont été dispensées sur les modules gestion et 3 sessions sur les modules documentaires auprès de plus de 50 agents.

ASSISTANCE AUX UTILISATEURS ET PROJETS TECHNIQUES

En 2022, de nombreux travaux de rénovation des infrastructures ont été menés sur le site de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine. Par ailleurs, l'équipe des correspondants informatiques a notamment poursuivi la préparation et l'attribution des PC portables destinés à équiper les agents nomades et en télétravail.

- Déploiement des postes informatiques (PC fixes et portables)

Près de 30 PC portables ont été déployés en 2022. Au total 270 agents (nomades ou télétravailleurs) sont équipés, soit plus de 56 % de l'effectif des Archives nationales. Par ailleurs, près de 40 postes fixes ont été remplacés.

- Mise en service d'une nouvelle baie de stockage
En février 2022 une nouvelle baie informatique avec une capacité de près de 300 To a été mise en service pour couvrir notamment les besoins de stockage du département de l'Administration des données.

- Migration de la photothèque des Archives nationales

Une nouvelle version de la solution a été installée fin 2022 et la migration des données vers la nouvelle plate-forme a été lancée dans la perspective d'une mise en service en 2023.

AN- NEXES

ANNEXE PRÊTS AUX EXPOSITIONS

52 dossiers ont été instruits : 29 pour des expositions inaugurées en 2022, 18 pour des expositions prévues en 2023, 2 expositions ont été annulées et 3 expositions refusées.

229 documents ont été demandés et **174 prêtés** en 2022.

Parmi les prêts notables, on peut citer :

- **27 documents** prêtés pour l'exposition *Le Petit Prince* (Paris, musée des Arts décoratifs)
- **20 documents et objets** prêtés pour l'exposition *Louis XV, passions d'un roi* (Versailles, château)
- **19 documents** prêtés pour l'exposition *Les agents secrets du Général. Les Compagnons de la Libération dans la lutte clandestine* (Paris, musée de l'Ordre de la Libération)
- **9 documents** prêtés pour l'exposition *Eh bien chantez maintenant ! Chansons d'enfance, deux siècles d'un patrimoine vivant* (Rouen, musée national de l'Éducation)
- **9 documents** prêtés pour l'exposition *Joséphine Baker, une vie d'engagements* (Toulouse, musée départemental de la Résistance et de la Déportation)
- **8 documents** prêtés pour l'exposition *Abd el-Kader* (Marseille, musée de Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée)
- **8 documents** prêtés pour l'exposition *Signatures. L'art de s'identifier* (Nantes, Archives départementales de Loire-Atlantique)
- **7 documents** prêtés pour l'exposition *Juifs et musulmans de la France coloniale à nos jours. Plus d'histoire, moins de clichés* (Paris, musée de l'Histoire de l'immigration)
- **7 documents** prêtés pour l'exposition *La science à la poursuite du crime. Alphonse Bertillon, pionnier des experts policiers* (Bordeaux, Archives départementales de la Gironde)
- **6 documents** prêtés pour l'exposition *Château de Dourdan, 1222-2022. 800 ans d'histoire* (Dourdan, musée du château)
- **6 documents** prêtés pour l'exposition *De châteaux en pressoirs. Le patrimoine dévoilé du pays de Lassay* (Sainte-Suzanne, château)
- **6 documents** prêtés pour l'exposition *Molière en musiques* (Paris, Bibliothèque nationale de France)
- **4 documents** prêtés pour l'exposition *Gagner la guerre de Cent Ans. Jean de Dunnois, Jeanne d'Arc et leurs compagnons* (Châteaudun, château)
- **4 documents** prêtés pour l'exposition *Eugène de Beauharnais, un prince européen* (Rueil-Malmaison, musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau)
- **4 documents** prêtés pour l'exposition *Années 80. Mode, design et graphisme en France* (Paris, musée des Arts décoratifs)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Anne de France. Femme de pouvoir, princesse des arts* (Moulins, musée Anne-de-Beaujeu)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Plantes voyageuses. Une histoire des échanges et des goûts* (Châteauneuf-sur-Loire, musée de la Marine de Loire)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Alphonse Durand, une vie au service des monuments*

(Mantes-la-Jolie, musée de l'Hôtel-Dieu)

- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Citoyennetés. France, Pologne, Allemagne depuis 1789* (Berlin, Deutsches Historisches Museum)

- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Molière, le jeu du vrai et du faux* (Paris, Bibliothèque nationale de France)

- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Champollion, la voie des hiéroglyphes* (Lens, musée du Louvre-Lens)

- **2 documents** prêtés pour l'exposition *Chefs-d'œuvre retrouvés* (Versailles, château)

- **2 documents** prêtés pour l'exposition *Die Normannen* (Mannheim, Reiss Engelhorn Museen)

- **2 documents** prêtés pour l'exposition *Toulouse 1300-1400. L'éclat d'un gothique méridional* (Paris, musée de Cluny-musée national du Moyen Âge)

- **1 document et 1 tableau de François Boucher** prêtés pour l'exposition *The Paris Opera and the Arts* (Tokyo, Artizon Museum-Ishibashi Foundation)

- **1 document** prêté pour l'exposition *La Renaissance des femmes* (Blois, château royal)

- **1 document** prêté pour l'exposition *Marcel Proust, du côté de la mère* (Paris, musée d'Art et d'histoire du judaïsme)

- **1 document** prêté pour l'exposition *Jean Bardin (1732-1809), le feu sacré* (Orléans, musée des Beaux-Arts)

Parmi les pièces les plus remarquables prêtées, citons le testament de Louis XIV et cinq pièces à conviction du procès de Robert-François Damiens pour l'exposition *Louis XV* au château de Versailles, des chartes médiévales pour l'exposition *Signatures* aux Archives départementales de Loire-Atlantique.

Dix ans après les précédents prêts, le Japon a pu emprunter un objet assez exceptionnel : le tableau de François Boucher, *Le Pasteur galant* (1738), habituellement accroché dans la chambre d'apparat de la princesse de Soubise au premier étage de l'hôtel.

L'Allemagne a renoué avec les prêts de documents pour des expositions à Berlin et Mannheim.

Sur les 174 documents et objets prêtés en 2022, 54 (31 %) appartiennent au département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime, 37 (21 %) au département des Archives privées, 24 (13 %) au département de la Justice et de l'Intérieur, 23 (13,2 %) au département de l'Exécutif et du Législatif, 17 (9,7 %) au département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales, 13 (7,4 %) au département de l'Action culturelle et éducative, 6 (3,4 %) au Minutier central des notaires de Paris.

ANNEXE PUBLICATIONS

A – Catalogues d'exposition

Plateau volant, motolaveur, purée minute. Au Salon des arts ménagers, 1923-1983, Paris, Archives nationales/CNRS Éditions, 2022, 205 p.

Face aux épidémies, de la Peste noire à nos jours, Paris, Archives nationales/Michel Lafon, 2022, 197 p.

B – Publications auxquelles les Archives nationales ont apporté leur soutien financier et/ou leur contribution scientifique

Joseph de Baye. De l'Aube à l'Ob, 1874-1925. Art, archéologie, ethnographie, édité par Jean-Jacques Charpy, Pierre Gonneau, Michel Kazanski et Olessia Koudriavtseva-Velmans, Paris, Institut d'études slaves, 2013, vol. 139, 812 p.

C - L'inédit du mois pour le magazine Historia (édition en ligne)

Donnez-nous notre pain quotidien. Plaintes adressées au ministre de l'Intérieur par des prêtres réfractaires détenus à la maison de correction d'Avignon en 1796 relatives à la mauvaise qualité du pain qui leur est distribué, auxquelles est joint un morceau de pain, mai et octobre 1796 (F/16/520/1 et 2), par Céline Delétang (Département de la Justice et de l'Intérieur)

Un palais de la soie. Appui apporté par l'intendant de la province du Dauphiné à la sollicitation d'aide demandée par les frères Dessoudeys et C^{ie} pour leur filature de Livron, 1755 (F/12/1434), par Anne-Sophie Lienhard (Département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture).

L'abbé Suger : de la gestion d'une abbaye à la gestion des affaires de l'État. Accord entre Suger et le comte de Roucy à propos des exactions exercées par les gens du comte sur certaines terres de Saint-Denis, Soissons, 1145 (K//23/B, n° 12/6), par Marie-Adélaïde Nielen (Département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

Prestige de la table française vs cafétéria à l'américaine : l'art du service comme modèle pour le paquebot France. Note de la Compagnie générale transatlantique transmise au directeur des affaires économiques et du matériel naval au ministère de la Marine marchande, 26 juillet 1954 (19830290/2) et menu du dîner du 6 janvier 1962 à Muriel Bessot (Département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture).

Étrange rencontre entre le Cid Campeador et les troupes napoléoniennes en 1808. Dépôt par le baron Antoine Denniée d'une lettre adressée par lui au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la Guerre, concernant les ossements du Cid, 18 janvier 1813 (MC/ET/V/968), par Marie-Françoise Limon-Bonnet (Minutier central des notaires de Paris).

Naissance de l'A300. À l'occasion des cinquante ans du premier vol d'essai de l'A300B, retour sur l'aventure de l'avion de transport court et moyen-courrier Airbus, successeur de la Caravelle. Note du président d'Air France au ministre des Transports au sujet de l'achat d'Airbus, 21 juillet 1970 (19790687/28), par Germaine Chicaya (Département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture).

L'avènement de Charles VII. Ordonnance fixant les prix et les salaires dans le ressort de la châtellenie de Poitiers, novembre 1422 (X/1a/8604, fol. 55r et suiv.), par Amable sablon du Corail (Département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

Opération « beurre de Noël ». Lettre du ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, adressée au Premier ministre, Laurent Fabius, au sujet du « beurre de Noël », 27 septembre 1985 (19860227/32), par Marie Fekkar (Département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture).

ANNEXE COLLOQUE ET JOURNÉES D'ÉTUDE

A) Colloques et journées d'étude organisés ou coorganisés par les Archives nationales**11-12 mars****La chapelle consulaire (xvi^e-premier xix^e siècle)**

Journées d'étude coordonnées par les Archives nationales (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime), l'Institut national universitaire Jean-François Champollion, Albi/FRAMESPA/IUF et l'université de Bretagne Sud, Lorient/TEMOS.

Le récent intérêt marqué pour la fonction consulaire depuis la fin du Moyen Âge jusqu'à la période contemporaine n'épuise pas l'étude de cette figure essentielle des échanges marchands, diplomatiques et culturels, dont l'activité se déploie à l'échelle aussi bien locale que transnationale. Parmi les pistes demeurées encore relativement inexplorées, la question confessionnelle invite à envisager les effets politiques, sociaux et économiques des problématiques religieuses sur le monde des consulats et des « nations » établis à l'étranger. La question du lieu de culte acquiert à partir de l'époque moderne une importance stratégique, dont cette rencontre entend esquisser les contours et explorer les contradictions depuis l'observatoire privilégié que constitue la chapelle consulaire.

Archives nationales-Paris (Caran ; hôtel de Soubise)

1^{er} avril**Les archives de Henri Alexandre et Henri Wallon, un exemple de partenariat entre famille, archivistes et chercheurs**

Après les hommages rendus à Henri Wallon (1812-1904) en 2015 et à son petit-fils Henri Wallon (1879-1962) en 2016, il a semblé important à ses descendants, en partenariat avec les historiens et les archivistes, de présenter les plus récentes évolutions : sources d'archives, réflexions historiques, valorisation scientifique.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

1^{er} et 2 juin**1848 et après ? Sortir de l'esclavage**

Colloque organisé par les Archives nationales, la Fondation pour la mémoire de l'esclavage et les Archives nationales d'outre-mer à l'occasion de la présentation du décret d'abolition de l'esclavage dans le cadre des « Essentiels des Archives nationales ». Décision politique et acte juridique, l'abolition de l'esclavage en 1848 met fin à un système qui, pendant plus de deux siècles, a façonné les sociétés coloniales et l'économie françaises et a créé un ordre mondial fondé sur la domination. Le colloque invite à regarder l'abolition de l'esclavage non comme un point d'arrivée, mais comme un moment critique, où se posent des questions récurrentes de l'histoire humaine et de l'histoire française : paradoxe d'une citoyenneté coloniale, dynamiques populaires et actes politiques de « grands hommes », rupture ou transformation inéluctable de paradigmes économiques et sociaux.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

7-9 juin**Terres australes et antarctiques françaises [TAAF] : de la Nouvelle Amsterdam à la terre Adélie, archives du bout du monde**

Journées d'étude organisées par les Archives nationales (département de la Justice et de l'Intérieur) et la collectivité des Terres australes et antarctiques à l'occasion du 250^e anniversaire de la découverte des archipels Kerguelen et Crozet.

Cet événement est l'occasion de faire le point sur les différentes histoires qui se jouent en même temps dans ces contrées éloignées : histoire de territoires et d'hommes ; histoire d'institutions et de normes ; histoire des sciences et des expériences ; histoire d'imaginaires et de vécus.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

22-23 juin**Justices manifestes. L'enregistrement de la scène judiciaire (Moyen Âge-Époque moderne)**

Journées d'étude organisées par les Archives nationales, l'IHMC et le LaMOP avec le soutien du LabEx Hastec

Les institutions judiciaires ne gardent pas seulement la trace des crimes et délits, du contentieux et des éventuelles décisions des magistrats, mais aussi du caractère apparent, ritualisé de la justice. Elles rendent ainsi, en leurs écrits, la justice manifeste. En considérant la scène judiciaire comme une rencontre, ce colloque vise à en envisager le déroulement, les espaces et les acteurs, mais aussi le décor, les paroles, les gestes et les objets ; tous en tant qu'ils sont saisis par l'enregistrement judiciaire. De la réception des magistrats à la prononciation et à l'exécution des décisions de justice en passant par le déroulé des audiences, les pratiques d'enregistrement du rituel judiciaire sont ainsi examinées dans la diversité des institutions judiciaires médiévales et modernes.

Archives nationales-Paris (Caran-salle d'albâtre)

23 juin**Électrobonne et C^{ie}. Objets, genre, images au Salon des arts ménagers**

Journée d'étude organisée par les Archives nationales en partenariat avec le laboratoire In Visu, à l'occasion de l'exposition *Plateau volant, motolaveur, purée minute. Au Salon des arts ménagers, 1923-1983*, organisée par les Archives nationales.

Forgée dans les années 1920 par l'homme politique et homme de sciences Jules-Louis Breton, l'expression « Arts ménagers » porte et revendique, au-delà de son domaine d'application, la sphère domestique, un sens plus large : celui d'un « art de vivre ». Les Arts ménagers, leur conception et leur promotion, à travers le Salon, sont aussi « affaire de corps et de culture ». La journée d'étude souhaite explorer cette proposition. Il s'agit de comprendre comment les espaces domestiques sont des champs de manœuvres où se jouent, autour de la technique, tous les rapports sociaux, culturels et de genre.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

16 septembre**« Les Réveillées ». Retour sur un demi-siècle d'ethnographie musicale en France (1939-1984)**

Séance inaugurale du séminaire

De 1939 à 1984, Claudie Marcel-Dubois et Maguy Pichonnet-Andral, deux chercheuses regardées comme les fondatrices de l'ethnomusicologie du domaine français, ont sillonné la France rurale et les outre-mer pour enquêter sur les pratiques musicales et chantantes, la fabrication des instruments de musique populaires et le rôle des phénomènes sonores d'origine humaine dans les manifestations festives. Les archives sonores, photographiques et textuelles qu'elles ont ainsi accumulées ont été numérisées à l'initiative du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée et des Archives nationales, qui les conservent. Le séminaire entend réinscrire la démarche des enquêtrices dans le mouvement biséculaire de collectage et de légitimation des musiques de tradition orale, amorcé avec la publication du *Barzaz Breiz* (1839) et relancé par les associations de musiques et danses traditionnelles issues du *folk music revival* des années 1970.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (salles des commissions 1 et 2)

21 septembre**Robespierre, la Convention et les conventionnels. Une première expérience de la République.****Présentation du *Dictionnaire des conventionnels* et du tome XII des *Œuvres de Robespierre***

Rencontre organisée par le département des Archives privées et le département de l'Exécutif et du Législatif

Le 21 septembre 1792, il y a 230 ans, la Convention nationale abolissait la royauté ; le lendemain, en ordonnant de dater les actes publics de « l'an premier de la République française », elle entreprenait la fondation d'un nouveau régime. Pendant trois ans, en temps de guerre et de Révolution, près de 900 conventionnels allaient inventer, puis réinventer la république, par la Constitution démocratique de 1793, le gouvernement révolutionnaire et la République des « meilleurs » (an III). L'expérience a laissé une empreinte forte dans les archives. L'édition du *Dictionnaire des Conventionnels* et du tome XII des *Œuvres de Maximilien Robespierre* invite à

en rappeler l'importance, mais aussi à croiser leur présentation avec les chantiers actuels de la recherche.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

14 octobre

Le fonds Louis Mermaz aux Archives nationales. Une source pour l'histoire d'une période de mutation de la vie politique française

Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département des Archives privées) en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès.

Le fonds Louis Mermaz conservé aux Archives nationales permet d'illustrer non seulement l'histoire du parti socialiste et des formations de gauche, mais aussi plus largement la vie politique française depuis les années 1950.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

14 novembre

La documentation en conservation-restauration. Accès, diffusion, droit et usages

Journée d'étude organisée par les Archives nationales, l'Institut national du patrimoine et la Fédération française des conservateurs-restaurateurs.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

24-25 novembre

Testaments de Poilus

Colloque international de clôture du projet qui a mobilisé, durant six ans, une nombreuse communauté (services d'archives, unités de recherche et contributeurs bénévoles) pour aboutir à une édition scientifique numérique en TEI [*Text Encoding Initiative*] de testaments de Poilus morts pour la France pendant la Grande Guerre, produite à l'aide d'une plate-forme de transcription collaborative dédiée. Il s'agit de présenter les résultats de ce projet, de permettre à des historiens et sociolinguistes de rendre compte de la contribution de ces sources à l'histoire de la Grande Guerre, et de mettre en lumière les tendances actuelles des démarches collaboratives numériques pour le traitement et la valorisation du patrimoine manuscrit, et les questionnements de tous ordres que ces démarches suscitent grâce aux interventions de spécialistes du domaine en France et à l'étranger.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

29 novembre

La reconnaissance des écritures manuscrites et ses usages dans les archives

Retours d'expérience de diverses applications (LectAuRep, SIMARA, Socface)

La reconnaissance par ordinateur des écritures manuscrites (ou *HTR* [*Handwritten Text Recognition*]) est une technologie qui s'appuie sur l'intelligence artificielle afin de transcrire automatiquement des documents : leur contenu est transformé en données prêtes à être exploitées pour des usages numériques. Son application aux archives patrimoniales s'est considérablement développée ces dernières années. Les Archives nationales organisent une journée d'étude sur cette technologie qui mettra en exergue des projets conduits dans le réseau des archives. Elle insistera à la fois sur les usages que l'on peut faire des données issues des traitements HTR et sur les partenariats qu'il est nécessaire de nouer avec les structures de recherche.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

1^{er} décembre

Face aux épidémies : de la Peste noire à nos jours

Une journée spéciale organisée dans le cadre de la journée mondiale de la lutte contre le sida. Les associations de lutte contre le VIH/sida ayant donné ou déposé leurs archives aux Archives nationales seront invitées pour évoquer leur histoire, l'évolution de leurs activités et leur rapport aux archives. Des stands de prévention seront également proposés aux visiteurs.

Archives nationales-Paris (hôtel de Soubise)

5, 6 et 7 décembre 2022**Les dossiers personnels : la personne, les archivistes et les chercheurs**

Colloque organisé par l'IHTP [Institut d'histoire du temps présent], l'université Paris 8 et les Archives nationales (département de la Justice et de l'Intérieur, département de l'Exécutif et du Législatif, département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).

5 décembre : Campus Condorcet, 10, cours des Humanités, 93300 Aubervilliers

6-7 décembre : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

B) Colloques et journées d'étude accueillis par les Archives nationales et avec leur soutien**3 février****Des victimes de l'esclavage aux noms de la liberté. Pour un mémorial national en hommage aux victimes de l'esclavage**

Colloque organisé par les associations de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion dans le cadre du programme de recensement des noms donnés aux esclaves des colonies françaises en 1848 et dans les années qui ont suivi, destiné à la création du Mémorial des Tuileries.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

8 février**Du mérinos de Rambouillet, pour des laines contemporaines de qualité**

Colloque organisé par l'Académie d'agriculture, l'association pour l'étude de l'histoire de l'agriculture [AEHA], la Société d'éthozootecnie, la Bergerie nationale de Rambouillet, l'association Alumni compagnons de la Bergerie nationale, la Fédération des muées d'agriculture et du patrimoine rural, en partenariat avec les Archives nationales, à l'occasion de la présentation de l'exposition *La guerre des moutons. Le mérinos à la conquête du monde, 1786-2021* (Archives nationales, 15 décembre 2021-18 avril 2022).

Archives nationales-Paris (hôtel de Soubise)

22 mars**Atelier Culture – Inria**

Atelier organisé dans le cadre de la convention de recherche lancée en décembre 2016 entre le ministère de la Culture et l'Inria [Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique] qui a pour objectif de favoriser la réalisation de projets de recherche et de développement en culture dans des établissements partenaires du ministère et d'offrir aux équipes d'Inria des cas d'usages spécifiques au champ culturel.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

17 juin**Restitution du projet Sparnatural : un outil pour explorer les graphes de métadonnées culturelles**

Demi-journée d'étude destinée à présenter le projet Sparnatural, mené grâce à un partenariat associant les Archives nationales (Lab), la BnF (équipe data.bnf.fr) et le DepNum au ministère de la Culture, et dans le cadre d'un marché public confié à la société Sparna, qui a permis de développer une nouvelle version de l'éditeur open source de requêtes SPARQL Sparnatural (<https://sparnatural.eu/>) et de mettre en place deux démonstrateurs Web permettant d'explorer et d'interroger de façon intuitive et dynamique, l'un l'ensemble des données RDF de la BnF, l'autre une partie des données RDF des Archives nationales (celles qui décrivent les archives des études notariales parisiennes I à XL).

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium), 14 h-17 h 30

16 novembre**Archives, recherches & mémoires étudiantes**

14^e journée, organisée par la Cité des mémoires étudiantes, en partenariat avec les Archives nationales et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DGESIP/vie étudiante). La Cité ayant terminé le classement des archives de l'UNEF-ID (1980-2001) et de la FAGE (1989-2000) et s'appêtant à classer les archives de l'UNEF (1971-2001), cette rencontre est l'occasion de revenir sur ces 20 ans d'histoire croisée des mouvements étudiants et de l'enseignement supérieur, illustrés par des archives audiovisuelles de l'Ina.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

17-18 novembre**Archives fantômes, fantômes d'archives**

Colloque international organisé en partenariat avec l'université Gustave Eiffel (Marne-la-Vallée) et le projet *Archival City*.
Ce colloque entend explorer toutes les significations de l'expression « Archives fantômes ». Paradoxalement mais fertile, elle signale les liens entre disparition et conservation documentaire, lacune et complétude des sources potentielles d'une histoire en prise permanente avec les logiques d'oubli et les stratégies mémorielles.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

c) Colloques et journées d'étude auxquels les Archives nationales ont apporté leur soutien ou leur participation**25 janvier****Le Dictionnaire topographique de la France, de l'imprimé au référentiel géo-historique**

Table ronde organisée par l'École nationale des chartes-PSL, le Comité des travaux historiques et scientifiques [CTHS] et les Archives nationales, avec intervention de deux agents des Archives nationales.

École nationale des chartes

11 février**Les Cahiers citoyens (2019). Approches croisées**

Journée d'étude organisée par l'EHESS/Centre d'analyse et de mathématiques sociales [Cams] et l'IGN sur les cahiers citoyens rédigés lors du Grand débat national, avec la participation de deux agents des Archives nationales pour des interventions intitulées *La présentation du corpus du Grand débat national conservé aux Archives nationales* et *Des contributions aux synthèses : les transcriptions*.
Campus Condorcet

22 mars**Traduire les récits d'objets**

Journée d'étude organisée par le laboratoire Arts des images et art contemporain [AIAC] de l'université Paris 8, en partenariat avec Maisons de la Sagesse-Traduire et avec le soutien des Archives nationales et de la ComUE Université Paris Lumières.
Maison de la recherche de l'université Paris 8 (amphi MR 002)

25 mars**Modélisation des données patrimoniales et retours d'expériences**

Journée d'étude organisée par le laboratoire GERiCO de l'université de Lille, avec une intervention de la responsable du Lab des Archives nationales sur la transformation des

métadonnées archivistiques en graphes de reconnaissance.
Villeneuve-d'Ascq, Lilliad Learning Center Innovation-Campus cité scientifique

25-26 mars

Quoi de neuf sur Saint Louis depuis Jacques LeGoff ? Le gouvernement du roi Louis IX

Colloque international organisé par le département de recherche Politique et religions du collège des Bernardins et l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, avec intervention d'un agent des Archives nationales.

30-31 mars

De l'animation nature à l'éducation à l'environnement ? France, années 1970-1990

Colloque organisé par le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep), en collaboration avec l'université de Tours et avec la participation des Archives nationales.

Auberge de jeunesse Yves Robert, Paris XVIII^e arr.

7 avril

Archivez-vous ?

Rencontre du collectif Archives et démocratie

Hôtel de Ville de Paris (auditorium)

7-9 avril

La spoliation des instruments de musique en Europe. 1933-1945

Colloque organisé par la Cité de la musique, avec intervention d'un agent du département de l'Exécutif et du Législatif à la table ronde intitulée *Quelles sources pour la recherche de provenance des instruments ?*

Cité de la musique-Philharmonie de Paris

26 avril

Journée Wikimedia : Culture et numérique, édition spéciale open content

3^e rencontre proposée par Wikimédia France avec le soutien des Archives nationales et du Clic France

Institut national d'histoire de l'art

16 mai

Défendre, contrôler et représenter les territoires par l'armée sous Napoléon

Journée d'étude organisée par le Service historique de la Défense, avec intervention de deux agents des Archives nationales sur *Les fonds cartographiques et techniques témoins de la période napoléonienne aux Archives nationales.*

Château de Vincennes, Pavillon de la Reine

20 mai

L'histoire de l'authenticité, pilier de la sécurité juridique

Colloque organisé par l'Institut international d'histoire du notariat, avec participation de la responsable du département du Minutier central des notaires de Paris pour une intervention sur *L'archivage des actes publics : l'exemple du Minutier central aux Archives nationales*

Conseil supérieur du notariat

25 mai

Covid et vulnérabilités éducatives

Journée d'étude organisée par le Centre amiénois de recherche en éducation et formation [CAREF] (université de Picardie Jules-Verne), avec participation d'un agent du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales pour une intervention sur *Archiver au niveau national les épidémies et les pandémies à l'école depuis le XIX^e siècle*.
Amiens, Logis du Roy

9-10 juin

Archives d'en bas. Matri. patrimoines archivistiques et matri. patrimonialisation France/Canada

Journées d'étude organisées par l'université d'Angers et l'université de Laval au Québec, avec participation d'un agent du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales pour une intervention sur *Les archives Fratellini ou les poupées gigognes de la patrimonialisation d'un pan de l'histoire du cirque*.

Université d'Angers, Maison de la recherche Germaine Tillion/université Laval, Pavillon J.-A. DeSève

14 juin 2022

Comment faire l'histoire de l'environnement et de sa protection ? Echanges entre archivistes et historien.nes

Webinaire organisé par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement [AHPNE], avec intervention d'un agent des Archives nationales sur les fonds conservés aux Archives nationales

23-24 juin

Fragments, de manuscrits en archives...

Journées d'étude « Remembrance codicum » coorganisées par l'IRHT (section de musicologie), les Archives départementales d'Indre-et-Loire et du Maine-et-Loire et la bibliothèque municipale d'Angers avec intervention d'un agent des Archives nationales.

Tours et Angers

27-28 juin

L'enseignement supérieur du XIX^e siècle à nos jours (France et international) : établissements, acteurs, disciplines, pédagogies

Colloque international organisé par l'Association transdisciplinaire pour les recherches historiques sur l'éducation [ATRHE], avec intervention d'un agent du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales.

Université Lumière Lyon 2, campus des Berges du Rhône

26-28 août

Économie des risques aux époques médiévale et moderne. Nature, gestion et conséquences de l'aléa

10^e école d'été d'histoire économique consacrée à la notion de risque économique avec intervention d'un agent du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime sur *La mécanique financière à l'épreuve des aléas politiques. Exemples tirés de l'administration domaniale, XIV^e-XV^e siècle*.

Suse (Piémont, Italie)

8-9 septembre

La thèse et le doctorat : socio-histoire d'un grade universitaire (XIX^e-XXI^e siècle)

Colloque international organisée par la Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne [BIS] et le Centre Lucien Febvre (université de Franche-Comté), avec intervention d'un agent du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales.

Paris, Sorbonne

15-16 septembre**Inventaires et cartographies du patrimoine (xvii^e-xxi^e siècle)**

Colloque international organisé dans le cadre du programme de recherche *Collecta. Archives numériques de la collection Gaignières (1642-1715)*, avec une présidence de session assurée par un agent du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime.
École du Louvre (amphithéâtre Michel-Ange)

3-6 octobre**29^e assemblée générale et congrès du Centre international d'étude des textiles anciens**

[CIETA], avec une intervention d'un agent du département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture
Zurich (Suisse), musée national

18 novembre**Métiers de l'information : vers un numérique plus écoresponsable**

Journée d'étude organisée par la Bibliothèque nationale de France et l'AFNOR, avec intervention de la responsable du département de l'Exécutif et du Législatif à la table ronde intitulée *Au-delà de l'environnement, quel impact sociétal du numérique ?*
Bibliothèque nationale de France-Site François-Mitterrand (grand auditorium)

19 novembre**Journée des oflags 2022**

Journée organisée par l'École militaire avec une intervention d'un agent du département de l'Exécutif et du Législatif sur *Les fonds des Archives nationales concernant la captivité des officiers, 1939-1945*.
École militaire

28 novembre**Traductions et réception internationale de l'œuvre de Jacques Bertin**

2^e journée d'étude de l'ANR DESIGNSHS autour de la « traduction » des œuvres de Bertin, fondateur et directeur du Laboratoire de cartographie au sein de l'EPHE, devenu Laboratoire de cartographie de l'EHESS.
EHESS-Campus Condorcet

8 décembre**RiC [Records in Contexts]. Quels changements et quelles perspectives ?**

Demi-journée d'information organisée par l'Association vaudoise des archivistes [AVA], avec une intervention de la responsable du Lab des Archives nationales sur *Records in Contexts [RiC] aux Archives nationales de France : enjeux, réalisations, perspectives*.
Lausanne (Suisse), campus EPFL-UNIL

13 décembre**Rencontres 2022 de la donnée culturelle : panorama et cas d'usages**

Rencontres organisées par le Service du numérique du ministère de la Culture avec une intervention de la responsable du Lab des Archives nationales sur le projet Sparnatural.
Institut national d'histoire de l'art

Couverture : © l'agence l'AUC



**ARCHIVES
NATIONALES**

Archives nationales
59 rue Guynemer
93383 Pierrefitte-sur-Seine
www.archives-nationales.culture.gouv.fr